

Les fins d'empires : quatre disparus de la Grande Guerre

Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

SAMEDI 22 AOÛT 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MERY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Dans son discours de clôture à la convention républicaine

M. Bush s'est fixé pour objectif de gagner la « bataille économique »

Dénigrez...

DÉSEMPARÉS dans les sondages, les républicains ont tenté de se rassurer en se fixant un objectif : gagner la « bataille économique ». Mais il s'est contenté d'annoncer une baisse des impôts, à condition que le Congrès réduise les dépenses dans les mêmes proportions. M. Bush, dont le retard sur son concurrent démocrate tend à diminuer, n'a pas ménagé ses attaques contre M. Clinton.

Les créateurs qui se sont succédés à la tribune de Houston ont utilisé les mêmes expressions codées pour ancrer dans l'esprit des électeurs l'idée que M. Clinton était un homme sur lequel on ne pouvait pas compter. Jouant sur le fait que le candidat démocrate s'était échappé par deux fois de la guerre du Vietnam, et qu'il n'a pas courageusement démenti les rumeurs selon lesquelles il aurait été infidèle à sa femme, les républicains ont cherché à présenter M. Clinton comme un personnage douteux, aussi bien sur le plan du patriotisme que sur celui de la moralité. Ce mariage, pourtant sacré, avait produit un début de résultat. La cote de popularité de M. Clinton a commencé à baisser.

M. Bush - dont le discours a été énergique et marqué de subtilité - tente de répéter ce qui lui avait si bien réussi en 1988. Au coude à coude dans les sondages avec son concurrent de l'époque, M. Michael Dukakis, il avait lancé contre lui une campagne pernicieuse, l'accusant de mollesse face à la délinquance. Cet argument est difficile à utiliser contre M. Clinton, qui a laissé exister des condamnés à mort dans l'État de l'Arkansas, dont il est le gouverneur.

C'est la fibre morale de ce dernier qui est mise en doute, quand ce n'est pas la solidité du couple qu'il forme avec sa femme Hillary. Alors l'épouse du vice-président, M^{me} Marilyn Quayle, a-t-elle déclaré que, dans sa classe d'âge, « tout le monde n'est pas descendu dans les rues pour manifester, n'a pas pris de drogue, n'a pas participé à la révolution sexuelle ou esquissé l'appel aux les drapés ». L'allusion à M. Clinton était transparente : n'a-t-il pas avoué avoir fumé une fois de la marijuana lorsqu'il était étudiant ?

La palme revient au prédicateur Pat Robertson. Il a affirmé que M. Clinton et son épouse avaient « un plan radical visant à détruire la famille traditionnelle et à confier le rôle de celle-ci au gouvernement fédéral ». Le candidat démocrate n'a évidemment aucun projet de ce genre, mais le but est toujours d'instiller le doute dans l'opinion.

Il n'est pas sûr que celle-ci réagisse de la même façon qu'en 1988. M. Clinton, qui est plus pugnace que M. Dukakis, a aussitôt répliqué à ces insinuations, alors que son prédécesseur avait à tort choisi de faire le gros dos. Un des orateurs de Houston, représentant une question posée avec succès en 1980 par M. Reagan face à M. Carter, a demandé à l'auditoire si l'Amérique était en meilleur état qu'il y a quatre ans. La réponse a évidemment répondu par l'affirmative. Le problème, pour M. Bush, est que la majorité des Américains ne sont pas aussi sûrs...

Dans le discours qu'il a prononcé, jeudi 20 août, en clôture de la convention républicaine de Houston, M. George Bush s'est fixé pour objectif, s'il est réélu, de « gagner la bataille économique ». Mais il s'est contenté d'annoncer une baisse des impôts, à condition que le Congrès réduise les dépenses dans les mêmes proportions. M. Bush, dont le retard sur son concurrent démocrate tend à diminuer, n'a pas ménagé ses attaques contre M. Clinton.

HOUSTON

de nos envoyés spéciaux

M. George Bush a tenté, jeudi soir 20 août, de redresser une fortune électorale chancelante sur le terrain même où il est le plus attaqué, l'état de l'économie. Son discours d'acceptation de l'investiture, qui lui avait été accordé la veille par la convention républicaine de Houston, marque un changement de priorité : le candidat républicain annonce que son second mandat sera d'abord consacré à la situation intérieure, même s'il entend que les États-Unis restent une « superpuissance ».

Le président sortant a affirmé que le « nouveau défi de l'Amérique est de gagner la bataille de la concurrence économique ». Il n'ignore pas que les entrepreneurs et les consommateurs américains n'ont pas le moral, qu'ils ont besoin de reprendre confiance.

DOMINIQUE DHOMBRES et ALAIN FRACHON

Lire la suite et nos informations page 4



Lire aussi

George Bush, Harry Truman et le Congrès par MARTINE JACOT
Une réduction des impôts aggraverait un déficit budgétaire déjà important par ALAIN VERNHOLLES page 4

Nouveaux combats à Sarajevo

Deux passants ont été tués, et une dizaine d'autres blessés, vendredi matin 21 août, par l'explosion de plusieurs obus sur un marché du centre de Sarajevo. La nuit précédente avait été marquée par de nouveaux combats et des tirs d'artillerie qui ont provoqué l'incendie d'un bâtiment de la FOR-PRONU et de l'ancien siège du gouvernement de la Bosnie-Herzégovine.

Après la France et la Grande-Bretagne, l'Italie a fait savoir qu'elle était disposée à envoyer plus de mille hommes en Bosnie.

Lire l'article de FRANÇOISE CHIPAUX et nos informations page 3

Liban : les élections de la discorde

Du fait de l'occupation syrienne, le scrutin législatif, qui commence dimanche 23 août ne fera qu'aggraver la crise politique et économique

BEYROUTH

de notre correspondant

Les élections législatives libanaises, les premières depuis vingt ans, qui commencent le dimanche 23 août pour, théoriquement, s'achever le 6 septembre, auront lieu, sauf coup de théâtre de dernière minute, en un climat de crise économique et monétaire sans précédent depuis la fin de la guerre, ne peut se permettre.

Mais loin d'être un succès, ou un vecteur de la normalisation et de la réactivation de la vie publi-

que au Liban, c'est-à-dire de sceller l'entente, et de marquer un retour à la démocratie, elles sont devenues, au contraire, un facteur de discorde. Considérées par une bonne partie de la population comme une parodie de démocratie, elles se réduisent à un bras de fer que le pays, enfoncé par ailleurs dans une crise économique et monétaire sans précédent depuis la fin de la guerre, ne peut se permettre.

En prélude à ces élections, une grève générale de trois jours devait paralyser dès vendredi l'ex-réduit chrétien incluant Beyrouth-Est et la « zone de sécurité » sous occupation israélienne, mais être ignorée dans le reste du pays. La suite se présente comme un grand saut dans l'inconnu.

LUCIEN GEORGE

Lire la suite et le point de vue de DANIEL RONDEAU « La France, la Bosnie et le Liban » page 5

LE MONDE diplomatique

Août 1992

- **ALGÉRIE** : Vers une économie de guerre, par Larbi Talha. - Pactiser avec les islamistes ?, par Luc-Willy Deheval. - Les sous-membres, les affairistes et les inquisiteurs, par Jean-Louis Hurst.
- **YUGOSLAVIE** : Le matin des tribus, par Ignacio Ramonet. - La dérive d'une Croatie « ethniquement pure », par Catherine Samary.
- **RUSSIE** : La Fédération menacée par les « émeutes du roble », par János A. Medvedev. - Moscou, cœur d'un nouvel empire de la drogue, par Alexandre Daskewitch et Dimitri de Kochko.
- **IRAN** : L'heure de la reconstruction tarde à venir, par Laurent Lamotte.
- **SOCIÉTÉ** : Enlèvements d'enfants et trafic d'organes, par Matt Pinero.
- **MÉDIAS** : Les séries américaines dépriment M. Bush, par Serge Halimi. - Un nouveau spectacle, les procès télévisés, par Yves Eudes.
- **GUYANE** : Danger d'explosion, par Maurice Lemoine.
- **UN ETHNOLOGUE A EURO DISNEYLAND**, par Marc Augé.

En vente chez votre marchand de journaux - 20 F

« Destruction » capitaliste en Saxe

La privatisation des industries de l'ex-Allemagne de l'Est a provoqué un chômage massif. L'économie de marché a son amère logique...

LEIPZIG

de notre envoyé spécial

Sinueuse, la petite route qui mène au site industriel de Karsdorf est bordée de vignes. Dans cette partie de la Saxe-Anhalt, l'un des cinq Länder de l'ancienne RDA, l'agriculture a été particulièrement choyée. Les alentours de l'axe routier Leipzig-Halle sont couverts, à perte de vue, de cultures tirées au cordeau. Environ 60 kilomètres à l'est de l'ancienne capitale des foires, au détour d'un des nombreux petits villages qui rythment le paysage, surgit, insolite, la gigantesque complexe de la cimenterie. Ses huit cheminées se dressent vers le ciel, démesurées : au pied de ces colossales sentinelles, la vallée s'étend, vaste, entièrement conquise par la VEB Zeiment Karsdorf.

L'enchevêtrement des structures métalliques a poussé ici

pendant plus d'un demi-siècle, chargeant l'espace d'un complexe réseau aérien de transport du sable, gagnant au sol des hectares de surface. Aux abords du combinat, les immenses trous béants des carrières attestent que la colline a longtemps nourri la cimenterie. Le village de Karsdorf, le plus ancien de la vallée, s'est peu à peu, au fil de la croissance industrielle, adjoint deux autres communes. Les hommes aussi ont nourri l'usine.

Au total, plus de 16 kilomètres carrés ont été investis par le conglomérat. Au centre, trois usines, construites côte à côte, au rythme des plans de production : la première en 1927, la seconde dans les années 50, la dernière en 1973. A plein régime, les douze fours ont fonctionné ici ensemble, livrant à l'ancienne RDA près de 4 millions de tonnes de ciment par an, le tiers de sa production nationale. En 1989, le

complexe tournait encore dans sa totalité, continuant à faire vivre, au-delà de ses activités de production de ciment, tout le bassin d'emploi qui s'était peu à peu greffé, structuré autour de lui.

Mais depuis deux ans, le site vit à l'heure de l'économie de marché. En juillet 1990, la cimenterie a été rachetée par le groupe français Lafarge Coppée. Objectif du repreneur : réorganiser le site de production afin d'être présent sur le marché « porteur » des cinq nouveaux Länder. Selon les estimations du groupe, sur les sept millions de logements que compte actuellement l'ancienne Allemagne de l'Est - pour 16,7 millions d'habitants - la moitié datent d'avant 1945 : 20 % d'entre eux ne peuvent être réhabilités et sont à reconstruire.

OLIVIER PIOT

Lire la suite page 16

POINT

L'élimination des déchets page 8

SANS VISA

Rabelais

le vendangeur de mots

Parcours en Touraine et en Vendée en compagnie de l'écrivain François Bon, qui propose une nouvelle lecture de l'auteur de Pantagruel.

■ Escaliers. ■ La table. ■ Jeux. pages 9 à 12

Le sommaire complet se trouve page 26

M0147 - 0822 0 - 7 00 F



A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte d'Ivoire, 486 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 120 PTA ; G.-B., 85 p. ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2,200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suisse, 15 KRS ; Suède, 1,90 PS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

LES FINES D'EMPIRES

Le premier conflit mondial a brutalement conforté la vieille loi historique : la guerre détruit les empires. Des dissensions intestines peuvent sans doute les miner au préalable. Mais l'adversité les abat. En voici la sanglante et quadruple démonstration à l'aube de notre siècle.

Par JEAN-JACQUES BECKER

Le 21 novembre 1916, dans son palais de Schönbrunn, François-Joseph, l'empereur d'Autriche-Hongrie, meurt après soixante-huit ans de règne. Deux ans plus tard, en novembre 1918, son successeur et neveu Charles abandonne ses pouvoirs, le 11 en Autriche et le 13 en Hongrie. Déjà, le 9, Guillaume II, le Kaiser allemand, avait dû abdiquer et s'enfuir aux Pays-Bas. Quant au tsar de Russie Nicolas II, il avait été exécuté par les bolcheviks le 17 juillet.

Guillaume II de Hohenzollern, François-Joseph de Habsbourg, Nicolas II Romanov, incarnent l'Europe centrale et orientale à la veille de 1914. Leurs Etats en couvraient la totalité du Rhin à l'Oural, et le principe dynastique était très fort. Par bien des côtés, même si l'Allemagne était devenue la principale puissance industrielle européenne, il s'agissait encore d'une Europe aristocratique. François-Joseph, profondément conservateur, homme de devoir, désespérément terne, gérait avec une grande circonspection son Empire, agrégé de plus de dix nationalités. Guillaume II était pètri d'orgueil, convaincu de sa mission, intelligent, bavard impénitent, matamore, fantasque, mais il était au fond prudent. Quant à Nicolas II, un homme simple, réactionnaire borné comme son père Alexandre III, sans en avoir les qualités de caractère, il était plutôt pacifique.

Sur ces trois empires reposait l'équilibre européen, et aucun des trois souverains n'avait l'intention de le remettre en cause. En revanche, un quatrième empire, l'Empire ottoman, n'avait cessé tout au long du dix-neuvième siècle de perdre du terrain dans les Balkans, et le retrait de la vague turque laissait derrière elle une zone de grande instabilité où intérêts russes et autrichiens pouvaient s'affronter. Dans l'Empire turc, en théorie, le pouvoir appartenait à Mehmet V, qui depuis 1909 avait remplacé son frère Abdoulhamid II, déposé pour excès d'autoritarisme, mais il était en fait dans les mains des Jeunes-Turcs, nationalistes et modernistes, qui entendaient redresser l'« homme malade », aux restes encore imposants, depuis les Détroits jusqu'au golfe Persique, depuis la mer Noire jusqu'aux frontières de l'Egypte et au Yémen.

Ces quatre empires, la Grande Guerre allait les tuer. Les responsabilités de l'Empire austro-hongrois et de l'empereur François-Joseph sont lourdes, on le sait, dans le déclenchement du conflit. Lorsque, le 28 juin 1914, un patriote bosniaque, Gavrilo Prinsip, avait assassiné à Sarajevo l'archiduc héritier François-Ferdinand, il ne se doutait pas qu'il allait provoquer une guerre mondiale.

Lorsque, le 28 juin 1914, un patriote bosniaque, Gavrilo Prinsip, avait assassiné à Sarajevo l'archiduc héritier François-Ferdinand, il ne se doutait pas qu'il allait provoquer une guerre mondiale.

La situation s'aggrava encore quand le tsar Nicolas II, le 24 août 1915, décida de prendre lui-même le commandement de l'armée et de s'installer au grand quartier général, près de Mohilev. Il était incapable sur le plan militaire (comme, au reste, sur bien d'autres plans), mais cela n'avait pas grande importance, car le commandement dépendait du chef d'état-major, le général Alekseïev. En revanche, cela lui permettait de vivre à la campagne, ce qu'il aimait, et de s'éloigner des affaires de l'Etat, qui l'ennuyaient.

Le tsar donnait donc l'impression d'être en vacances, et pendant ce temps le gouvernement était assuré (si l'on peut dire) en théorie par sa femme Alexandra, dans la pratique par un moine inculte, Grigori Raspoutine, qui avait littéralement ensorcelé l'impératrice en lui promettant la guérison de son fils, hémo-phile. La plupart des activités de l'Etat, la santé, les industries de guerre, avaient été prises en charge par des associations privées. Ajoutons à cela la hausse des prix et, surtout, la pénurie, qui provoquait le mécontentement populaire et celui des classes moyennes : tout était en place pour un changement de pouvoir.

Lorsque des mouvements révolutionnaires éclatèrent à Petrograd à la fin du mois de février 1917, le tsar, parfaitement inconscient, croit d'abord qu'il lui suffit d'ordonner le retour au calme pour s'apercevoir ensuite qu'il n'est même plus capable de rejoindre sa capitale. Quand un gouvernement provisoire se met en place, pressé par ses généraux il est obligé d'abdiquer le 2 mars 1917. Le pouvoir ancien s'effaça littéralement en quelques jours. Il n'y eut pratiquement personne, dans un premier temps, pour défendre le trône.

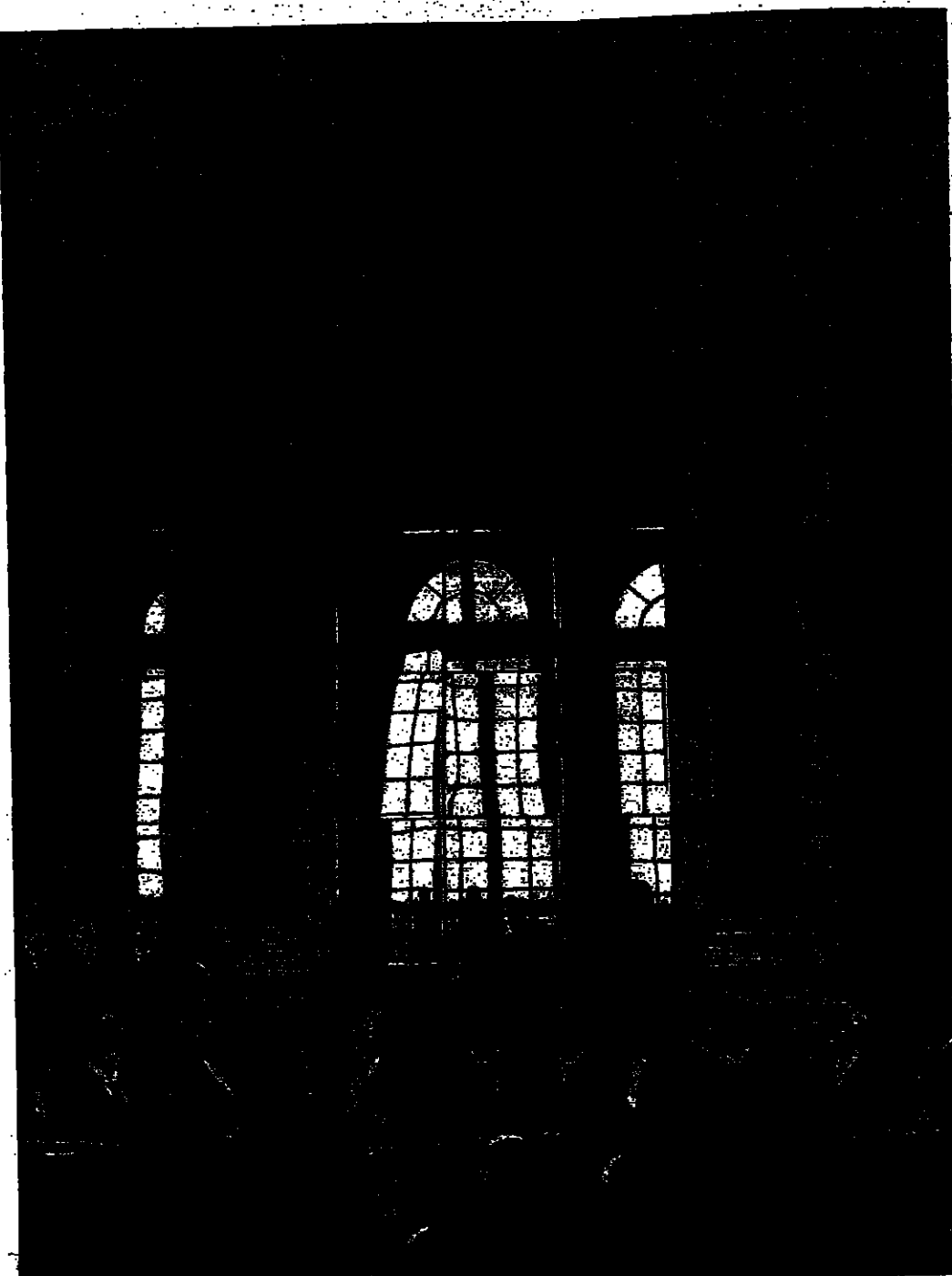
Deuxième empire à faiblir, l'austro-hongrois. Non en raison d'un soulèvement des « nationalités » : s'il y eut des cas de désertion, en particulier d'unités tchèques, globalement l'armée tint bon, et même les réservistes montrèrent finalement plus de qualités que l'armée d'active, déclinée au début de la guerre. L'Em-

pire austro-hongrois fut littéralement asphyxié par le blocus allié et paralyté moins par ses divisions internes, liées aux multiples nationalités, que par la volonté de sa composante hongroise de profiter des circonstances pour se séparer de l'Autriche et reconstituer la Hongrie « historique », avec toutes ses dépendances nationales, slovaque, croate ou roumaine. En 1918, l'Autriche-Hongrie est à bout de forces, ravagée par la dépréciation monétaire, par la hausse des prix, par la pénurie allant jusqu'à la famine dans les villes autrichiennes, endeuillée par plus d'un million de morts et de disparus, partagés de façon assez égale entre les diverses nationalités. Les populations, dont la loyauté envers la monarchie avait surpris, ne comprennent plus le sens d'une guerre sans issue et en rendent responsable le régime. Dès le début de 1918, la situation intérieure devient très instable, avec de grands mouvements de grèves dans les usines. Au mois d'octobre 1918, l'Empire se désagrégea de l'intérieur. La guerre et les difficultés qu'elle avait entraînées en étaient les principales causes.

La Turquie, elle, dut combattre sur l'Arabe, dans le Caucase, en Mésopotamie, en Palestine. Dépourvue de moyens de transport modernes, il lui fut très difficile de transférer des forces d'un front à un autre et de leur assurer les équipements et le ravitaillement minimum. Les soldats, frappés par la malnutrition et par les épidémies, moururent davantage de maladie que des combats. Ainsi, la situation du pays devint très vite effrayante. La Turquie est probablement le pays qui a subi les plus grandes souffrances. En 1917 puis en 1918, les Britanniques, à partir de l'Egypte, passèrent à l'offensive en Palestine. Les Turcs n'avaient plus les moyens de résister : ils s'effondrèrent. Ils capitulèrent le 30 octobre 1918, après que la défection de la Bulgarie eut permis à l'armée alliée d'Orient de menacer les Détroits par la voie terrestre. Le principal dirigeant jeune-turc, Enver Pacha, qui avait lancé son pays dans la guerre, s'enfuyait sur un bateau allemand. En 1922, c'était au tour du sultan de partir en exil sur un navire britannique. Dépossédé de ses territoires arabes, l'Empire ottoman n'existait plus. La République turque était proclamée en octobre 1923.

La signature, le 28 juin 1919, du traité de Versailles, dans la galerie des Glaces.

29. - Quatre disparus de la Grande Guerre



est consciente que la guerre est perdue. Peu de temps après ses alliés, l'Allemagne capitulait à son tour. Après la fuite du Kaiser, la République était proclamée. L'Empire allemand et la dynastie des Hohenzollern avaient disparu.

Quatre empires venaient de s'écrouler d'un coup. Même en 1815, la carte politique et territoriale de l'Europe n'avait pas été balayée par un pareil coup de faux. Pour rétablir l'équilibre ébranlé par une aussi formidable secousse, les vainqueurs croyaient posséder une « potion magique » : le principe des nationalités et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. En d'autres termes, ils pensaient - et surtout le président des Etats-Unis, Woodrow Wilson - assurer la paix du monde en achevant l'œuvre du dix-neuvième siècle : donner aux nations le cadre adapté à chacune d'entre elles. Les meilleurs principes ont pourtant souvent des conséquences perverses et, dans ce cas, une des principales conséquences de l'impossibilité pratique de faire coïncider les frontières des Etats avec les frontières de nationalité et de langue, embrouillées de façon inextricable en Europe centrale et balkanique, fut d'engendrer des nationalismes frustrés.

Un empire fut rayé de la carte, l'Empire austro-hongrois. Le pilier de l'Europe centrale était remplacé par des soliveaux agressifs. L'Empire ottoman disparaissait, laissant la place à une Turquie « turque », affreusement purgée de ses Arméniens, massacrés, de ses Grecs, chassés, et de ses Arabes, dont l'histoire sans éclat depuis tant de siècles allait se remplir de bruits et de fureurs. L'Empire russe n'existait plus. Mais, même rejetée vers l'est, la Russie bolchevique était encore maîtresse d'immenses territoires et restait à l'affût pour récupérer ce qu'elle avait perdu, et avec usure si c'était possible. L'empereur Guillaume II attendit la mort pendant vingt-trois ans dans le château hollandais de Doorn. Le traité de Versailles laissait l'Allemagne amoindrie territorialement, dépossédée de ses colonies, mais à la puissance économique intacte et gonflée du sentiment de l'injustice. Il ne fallut pas beaucoup d'efforts pour transformer ce sentiment de frustration en un courant nationaliste dévastateur.

La France était victorieuse et fière. Mais elle n'était pas rassurée, et elle avait bien raison.

POUR EN SAVOIR PLUS

- *Histoire de l'Europe*, sous la direction de Jean Carpentier et François Lebrun, Le Seuil, 1990 et 1992.
- *Atlas des peuples d'Europe centrale*, d'André et Jean Selzer, La Découverte, 1991.
- *La Première Guerre mondiale*, sous la direction de Paul-Marie de la Gorce, Flammarion, 1991.
- *La Chute de l'Empire austro-hongrois (1916-1918)*, de Bernard Michel, Robert Laffont, 1991.
- *Nations et nationalisme depuis 1870*, d'Eric Hobsbawm, Gallimard, 1992.

Sous la direction de Jean-Pierre Rioux

Prochain épisode : « La vingt-cinquième heure du III^e Reich », par Jean-Pierre Azéma

ÉTRANGER

Avant la conférence de Londres sur le conflit dans l'ex-Yougoslavie

La France et l'Allemagne s'efforcent de coordonner leurs positions

Les ministres français et allemand des affaires étrangères, MM. Roland Dumas et Klaus Kinkel, se sont concertés, jeudi 20 août à Hechingen, en vue de la conférence internationale sur l'ex-Yougoslavie, qui se tiendra à Londres du 26 au 28 août.

Paris et Bonn cherchent à accorder leurs positions sur l'embargo contre la Serbie et le Monténégro que l'Allemagne voudrait voir renforcé et élargi à tous « les territoires tenus par les Serbes ». Alors que M. Dumas a jugé cette rencontre bilatérale « utile pour montrer à nos partenaires que le tandem franco-allemand fonctionne bien », le chef de la diplomatie de Bonn a souligné la nécessité de parvenir à une « position commune des principaux pays européens et des États directement concernés ».

Les deux ministres ont réaffirmé que la conférence de Londres ne reconnaîtrait pas les conquêtes territoriales opérées par la force et ont dénoncé une nouvelle fois la

« théorie honteuse de la purification ethnique ». Ils ont également réaffirmé « une affirmation claire et sans ambiguïté sur les camps dont l'existence ne peut être admise en cette fin de XX^e siècle ». Soulignant que la conférence devrait « se charger des problèmes de fond », à savoir des « droits mais aussi de la protection des minorités », M. Dumas a annoncé que la France formulera à Londres « quelques suggestions ». Pour le ministre français, « les minorités n'ont pas confiance en la protection que leur promettent les autorités des Républiques indépendantes et c'est aussi cela (...) qui est à l'origine de la purification ethnique ».

Si Bonn et Paris ne semblent pas nourrir d'espoirs démesurés quant à cette rencontre diplomatique, le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, qui co-présidera la conférence de Londres avec le diplomate britannique lord Carrington, espère pour sa part « une solution à la fois humanitaire et politique de la crise dans l'ex-Yougoslavie ». A Belgrade, le prési-

dent de la nouvelle Yougoslavie (Serbie et Monténégro), M. Dobrica Cosic, qui a refusé, jeudi 20 août, de participer à la conférence pour ne pas avoir été invité en tant que chef d'État, a espéré que cette réunion ne se transforme pas en « tribunal de l'inquisition au nom du nouvel ordre international, condamnant la Serbie et le Monténégro ». M. Cosic regrette également que la conférence ait lieu alors que « les missiles occidentaux sont pointés sur nous ».

Contingent italien

A Belgrade, où la population s'inquiète des menaces d'intervention militaire et des rumeurs de mobilisation générale circulant depuis quelques jours, les dirigeants militaires ont indiqué, jeudi, qu'ils disposaient de « moyens suffisants pour la défense du territoire et de l'espace aérien » de la nouvelle Yougoslavie. « En cas d'attaques, les bombardiers yougoslaves

sont capables de toucher l'infrastructure de l'adversaire », a averti le commandant en chef de l'armée, Bozidar Stevanovic.

Après la France et la Grande-Bretagne, l'Italie s'est déclarée prête, jeudi, à « fournir 1 000 à 1 500 hommes pour le contrôle des frontières ou la protection des convois humanitaires » en ex-Yougoslavie. Dans une interview publiée, jeudi, par le *Corriere della Sera*, le ministre de la Défense, M. Salvo Andò, a estimé important d'« agir ensemble, avec les autres, à l'intérieur d'un contingent multinational qui vise des objectifs bien déterminés ». Selon la *Stampa*, il aurait toutefois fait marche arrière en précisant à Rome qu'« une éventuelle participation italienne ne sera discutée qu'après le sommet de l'UEO ».

Le ministre français de la Défense, M. Pierre Joxe, s'est réjoui des décisions britanniques et italiennes de participer à la protection des convois humanitaires. « Lorsqu'on est engagé dans une action qui met en cause des facteurs inter-

nationaux si considérables, il vaut mieux ne pas être seul », a-t-il déclaré, jeudi 20 août, à l'issue d'une audition par la commission de Défense de l'Assemblée nationale. Apprenant la décision de l'Italie, M. Joxe a ajouté que l'engagement de ces deux pays représentait « un geste de construction d'une relation nouvelle à travers l'Europe » dont « l'effet d'entraînement » pèserait sur la prochaine conférence de Londres. M. Joxe a précisé que le budget 1992 (en année pleine) consacré par la France aux opérations militaires en ex-Yougoslavie se montait environ, « dans l'état actuel des choses », à 500 millions de francs.

Le ministre de la Défense a par ailleurs indiqué, jeudi soir sur TF1, que les 1 100 militaires français supplémentaires envoyés dans l'ex-Yougoslavie pour protéger les convois humanitaires seront prélevés sur la 15^e division d'infanterie, dont le PC est à Limoges (Haute-Vienne). Dirigée par le général Michel Zeissler, cette division relève de la 1^{re} armée. Forte de

8 000 hommes – en majorité des appelés –, elle est dotée de véhicules de l'avant blindés (VAB) et de chars à roues AMX 10 RC munis d'un canon de 105 mm, comme ceux qui avaient participé à la guerre du Golfe.

A l'issue de l'audition de M. Joxe, le président de la commission, M. Jean-Michel Boucheron (PS, Ile-et-Vilaine), a précisé qu'aucun député ne s'était prononcé pour une intervention militaire d'envergure dans l'ex-Yougoslavie. « Ceux qui sont favorables à une telle intervention doivent dire clairement aux Français qu'ils sont favorables à la mobilisation, sinon ce n'est pas sérieux », a-t-il précisé.

Par ailleurs, le Vatican a annoncé, jeudi, l'établissement de relations diplomatiques avec la Bosnie-Herzégovine, en espérant que la présence du représentant du pape auprès du gouvernement bosnien et des communautés catholiques de Bosnie « aide à mettre fin à la tragédie actuelle ».

Nouvelle journée de combats à Sarajevo

Serbes, Bosniaques, « casques bleus » : un « ménage à trois dans lequel l'ONU est toujours l'accusée de quelqu'un »

SARAJEVO

de notre envoyée spéciale

Les forces des Nations unies ont été une nouvelle fois, jeudi 20 août, la cible des artilleurs qui s'affrontent dans la capitale bosniaque. En moins d'une heure et demie, la partie des bâtiments de la caserne Maréchal-Tito qui abrite le contingent ukrainien de la FORPRONU a été atteinte par une volée d'obus incendiaires qui ont enflammé le toit des locaux de l'état-major. Visibles dans la nuit, les flammes se sont vite étendues aux autres étages, les pompiers, civils ou militaires, étant dans l'incapacité d'intervenir efficacement.

Il n'y a pas eu de blessés; neuf camions de la FORPRONU ont été détruits. Un soldat ukrainien avait par ailleurs été tué dans la matinée par un franc-tireur bosniaque, probablement lorsqu'il se trouvait dans la cour de la caserne. Fort de quatre cents hommes, le contingent ukrainien, installé dans des corps de bâtiments qui abritent aussi des

forces bosniaques, avait déjà en cinq blessés graves dont l'un était décédé ensuite.

Cette attaque ciblée contre les forces de l'ONU n'est pas la première et, le 6 août, c'est le quartier général de la FORPRONU qui avait été touché par trois tirs directs attribués alors aux Bosniaques. Lors de la même opération, quatre soldats du contingent français avaient été blessés, l'un sérieusement.

Comme toujours dans ce genre de situation, souligne-t-on de source onusienne, il est difficile de dire, avec précision, qui est responsable de ces tirs. « Les combattants des deux bords se mentent toujours dans l'exercice des uns et des autres pour tirer, et il est souvent compliqué de faire la part des choses », affirme ainsi un officier. Souvent aussi, accusent en privé les militaires onusiens, les Bosniaques viennent se coller aux troupes de l'ONU pour tirer, dans l'optique d'attirer ainsi une riposte sur le contingent international. « Chacun nous soupçonne toujours d'en faire

plus pour l'autre » confie un officier. « C'est comme un ménage à trois, Serbes, Bosniaques, ONU, nous sommes toujours l'accusé de quelqu'un ».

Une chose est sûre, quatre mois après leur arrivée à Sarajevo, les « casques bleus » ne sont pas loin de là, toujours les bienvenus. Dans leur désir de provoquer une intervention militaire internationale, seule à même selon eux d'arrêter l'agression serbe, les Bosniaques reprochent à la communauté internationale de limiter son action à l'humanitaire. Membre croate de la présidence bosniaque, M. Stjepan Kijacic nous affirmait ainsi, jeudi : « L'Occident nous a reconnus, l'ONU aussi, mais ils nous laissent sans aucune protection contre l'agresseur serbe. Aujourd'hui, ils nous donnent des médicaments et de la nourriture, ainsi nous pouvons mourir à demi affamés ». « Je voudrais que l'aide humanitaire s'arrête, affirme pour sa part une étudiante serbe. Je préfère mourir le ventre vide que pleurer ». Les soldats bosniaques accusent carrément les troupes de l'ONU de fraterniser avec « l'ennemi serbe » et de briser l'embargo en lui fournissant de la nourriture.

Jeudi, l'ONU n'a toutefois pas été la seule cible de la journée et le « feu d'artifice » avait commencé dans l'après-midi par trois tirs directs sur le siège du gouvernement, une tour blanche de vingt étages située dès le début des affrontements. Ce bâtiment, situé en plein centre-ville et dont les niveaux supérieurs ont brûlé durant une partie de la nuit, était devenu un lieu privilégié pour les francs-tireurs bosniaques qui s'élevaient avec tout autant de précision que leurs collègues serbes. Tirs ciblés sans doute aussi, les obus qui se sont abattus en début de soirée tout autour de l'hôpital Kosevo, le plus grand établissement de la ville, celui qui reçoit tous les blessés de Sarajevo. Cinquante-huit ont été admis dans la seule journée de jeudi, et, vendredi matin, les tirs des francs-tireurs et les bombardements se poursuivaient à Sarajevo.

FRANÇOISE CHIPPAUX

Des pilotes de l'ex-armée yougoslave affirment avoir été torturés par les Croates

Des pilotes de l'ex-armée yougoslave, prisonniers du régime de Zagreb et récemment libérés, ont accusé, jeudi 20 août à Belgrade, les Croates de les avoir torturés et maltraités. « Une des spécialités de nos ennemis était de brancher des fils de téléphone à induction sur les oreilles des détenus et de faire passer le courant à volonté pendant deux, trois, voire cinq minutes », a affirmé lors d'une conférence de presse le capitaine Predrag Grandic, qui était incarcéré à Lora, près de Split, sur la côte adriatique croate.

« Le but des tortures n'était pas de nous faire avouer quel-

que ce soit. Les personnes qui nous malmenaient étaient pour la plupart des soldats de l'armée croate revenus du front pour se reposer », a déclaré le capitaine Goran Pantic, dont l'avion a été abattu en avril dernier au-dessus de l'Herzégovine.

Un autre pilote, le major Milan Miodic, lui aussi détenu à Lora, qui affirme avoir été passé à tabac, a déclaré que les officiers (croates) de l'ex-armée yougoslave qui menaient les interrogatoires « se sont conduits correctement ». Deux officiers fédéraux et un civil étaient toujours incarcérés dans la prison de Lora, selon ces pilotes. — (AFP)

SUÈDE : après ses déclarations sur les réfugiés du Kosovo

Le ministre de l'immigration sur la sellette

STOCKHOLM

de notre correspondant

« C'était une expression malheureuse. Si quelqu'un le demande, je suis prêt à présenter des excuses », a déclaré, jeudi 20 août, le ministre suédois de l'Immigration, M. Birgit Friggebo, devant les vives réactions suscitées par les propos qu'elle avait tenus la veille sur les demandeurs d'asile albanais du Kosovo (le *Monde* du 21 août). Commentant les menaces du maire conservateur de la commune du nord de Stockholm de fermer un centre d'accueil à la suite de toutes les plaintes déposées par les commerçants et résidents, et d'exiger l'expulsion « collective » des demandeurs d'asile du Kosovo, M. Friggebo avait indiqué que ce groupe de réfugiés était peut-être plus enclin que d'autres, par « une sorte de tradition », à chaperder

et à voler. Plusieurs députés ex-communistes et de la Nouvelle démocratie (populiste) ont porté plainte contre le ministre pour « incitation à la haine contre un groupe ethnique ». D'autres demandant sa démission pure et simple. L'Association des Albanais de Suède a également protesté contre les propos du ministre. Elle reconnaît néanmoins que parmi les quelque 20 000 demandeurs d'asile originaires de cette province de la Serbie et actuellement en Suède, une « minorité » pose effectivement des problèmes. Le premier ministre, M. Carl Bildt, a indiqué de son côté qu'il existait une délinquance « importante » au sein de ce groupe de réfugiés, mais qu'il fallait se garder de généraliser. « Ce serait cependant de l'hypocrisie manifeste », a-t-il dit, de nier que c'est un problème, et de ne pas en discuter. — F. N.

ALLEMAGNE : le gouvernement va lancer une campagne d'explication sur Maastricht. — Lors d'une réunion avec les militants communistes de la région parisienne, jeudi 20 août, à Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), M. Roland Leroy, directeur de l'Humanité, a déclaré que « la reconnaissance par l'Allemagne de la Croatie et de la Slovaquie a placé la France dans une position difficile ». Il a affirmé que le PCF avait été « le seul, pendant longtemps, à montrer que des deux côtés, il y a des camps basés sur la purification ethnique ».

GRANDE-BRETAGNE : alerte à la bombe dans les gares et le métro de Londres. — Plusieurs stations de métro et les six principales gares du centre de Londres ont été fermées, jeudi 20 août en fin d'après-midi, à la suite d'une alerte générale à la bombe, annoncée par un appel codé de l'IRA à la police. Cette fermeture a provoqué un vaste désordre dans la capitale à l'heure de pointe. Par ailleurs, quatre personnes ont été blessées dans une série d'attentats en Irlande du Nord, dans la nuit de mercredi 19 à jeudi 20 août, a indiqué la police. — (AFP, Reuters)

Pratiquant un « inter-nationalisme » actif, le journal *Présent* dénonce, depuis de nombreuses semaines, « les tumeurs serbo-communistes » et célèbre ses « frères d'armes » croates. Ce quotidien officieux du Front national présente ses articles sur le conflit dans l'ancienne Yougoslavie sous la rubrique « Aux côtés de la Bosnie et de la Croatie martyres ».

Après avoir conduit, en décembre dernier, un convoi humanitaire en « Croatie catholique », M. Bernard Antony, fondateur de la publication, membre du bureau politique du FN et député européen, envisageait d'organiser, en juillet, un camp de Christianité-Solidarité, l'association traditionaliste dont il est le président. Les participants devaient être « politiquement formés et très solides, tant sur le plan moral et spirituel que phy-

sique », précisait le journal d'extrême droite. Ce camp a finalement été remplacé par une « mission » en Croatie de M. Antony et des deux vice-présidents de l'association, qui militent pour la cause tchéiste. Représentatif de la branche politico-religieuse du Front national, *Présent* stigmatise « les insultes – et même nuisibles – soldats de l'ONU », soupçonnés d'aider les Serbes, et vilipende le gouvernement français, auquel il reproche de ne pas être « en pointe dans l'aide desle, apportée aux Croates et aux Bosniaques ». « L'aide réelle » n'ayant pas la même constance que l'aide humanitaire, M. Antony en a donné récemment un éclairage à deux reprises. Une première fois, il a déclaré : « Il faut que les colonnes d'approvisionnement des serbo-communistes soient bombardées et obligées de revenir à leur base. Une intervention militaire est nécessaire pour que ces terres au riche passé ne soient pas détruites ». Il est revenu à la charge, le 18 août, en répétant qu'il faut, « à la fois, aider matériellement l'armée croate, bombardier l'artillerie communiste en Bosnie, ses dépôts de munitions et ses bases » (le *Monde* du 20 août).

Les réactions en France

Le FN entre le refus d'une intervention et la solidarité avec les Croates

Le Front national n'a pas encore officiellement pris position pour ou contre un engagement militaire européen en Bosnie-Herzégovine. Muet sur cette question jusqu'ici, M. Jean-Marie Le Pen prononcera samedi 22 août, à la Trinité-sur-Mer (Morbihan), pour éclairer son électeur, alors que la presse d'extrême droite reflète les hésitations de cette famille politique entre le non-intervention et la solidarité avec les catholiques croates.

M. Le Pen entend mettre l'accent, dans le discours qu'il doit prononcer, comme chaque année, dans sa ville natale de La Trinité-sur-Mer, sur sa campagne en faveur du « non » à Maastricht – le traité européen symbolise, pour lui, « la fin de la France » et l'achèvement de « quinze siècles d'histoire du pays – mais il ne peut ignorer que des voix contradictoires s'élèvent dans son entourage pour lui prodiguer des conseils ou exercer une pression calculée quant à la position qu'il prendra sur le conflit dans l'ex-Yougoslavie.

Après avoir conduit, en décembre dernier, un convoi humanitaire en « Croatie catholique », M. Bernard Antony, fondateur de la publication, membre du bureau politique du FN et député européen, envisageait d'organiser, en juillet, un camp de Christianité-Solidarité, l'association traditionaliste dont il est le président. Les participants devaient être « politiquement formés et très solides, tant sur le plan moral et spirituel que phy-

sique », précisait le journal d'extrême droite. Ce camp a finalement été remplacé par une « mission » en Croatie de M. Antony et des deux vice-présidents de l'association, qui militent pour la cause tchéiste.

Représentatif de la branche politico-religieuse du Front national, *Présent* stigmatise « les insultes – et même nuisibles – soldats de l'ONU », soupçonnés d'aider les Serbes, et vilipende le gouvernement français, auquel il reproche de ne pas être « en pointe dans l'aide desle, apportée aux Croates et aux Bosniaques ». « L'aide réelle » n'ayant pas la même constance que l'aide humanitaire, M. Antony en a donné récemment un éclairage à deux reprises. Une première fois, il a déclaré : « Il faut que les colonnes d'approvisionnement des serbo-communistes soient bombardées et obligées de revenir à leur base. Une intervention militaire est nécessaire pour que ces terres au riche passé ne soient pas détruites ». Il est revenu à la charge, le 18 août, en répétant qu'il faut, « à la fois, aider matériellement l'armée croate, bombardier l'artillerie communiste en Bosnie, ses dépôts de munitions et ses bases » (le *Monde* du 20 août).

Dans l'entourage de M. Le Pen, on souligne que ce conseiller régional de Midi-Pyrénées a exprimé une position personnelle, « bien compréhensible » en raison de l'émotion qu'il avait éprouvée en allant sur le terrain. M. Antony n'a donc pas livré la position du Front national. On peut imaginer que cette dernière s'articule, selon un principe cher au chef de file de l'extrême droite, autour du concept d'intérêt supérieur de la France. C'est-à-dire, en la circonstance, la non-intervention. « Qu'il

lons-nous faire dans ce boulot », s'était interrogé le président du FN au moment de l'engagement de la France dans la guerre du Golfe contre l'Irak.

Un article publié dans le dernier numéro de *Minute-la France* préfigure peut-être ce que sera la ligne choisie par M. Le Pen. Enseignant à l'université Lyon-III et compagnon de route du Front national, M. Bernard Lugan écrit que « tout n'est pas blanc d'un côté et noir de l'autre dans l'effroyable désintégration de la Yougoslavie ». Selon lui, « les Serbes ne sont pas les seuls à développer un mouvement impérialiste ». Alors que *Présent* décrit la Yougoslavie, selon une de ses obsessions, comme un « pays artificiel, créé par les franc-maçons » en 1918, M. Lugan affirme : « Il est inexorable de dire que ce sont les Alliés qui ont créé la Yougoslavie » à la fin de la première guerre mondiale. Et quand *Présent*, selon une autre obsession, raille M^{me} Simone Veil, qui recommande de ne « pas céder à l'émotion », « il est vrai, écrit *Présent*, que ce ne sont que des catholiques et des musulmans qui crévent la base ». M. Lugan soutient, dans *Minute*, que « la plus grande prudence s'impose ».

« La légende n'imposerait-elle pas d'aider simplement les Croates à s'opposer aux offensives serbes ? Fournissons-leur des armes, des vivres, un appui diplomatique, mais n'allons pas nous fourrer dans ce guêpier », conseille, en conclusion, cet historien, qui est pourtant proche des thèses développées dans *Présent*, quotidien auquel il collabore occasionnellement. Du boulot au « guêpier », il y avait une certaine continuité.

OLIVIER BIFFAUD

GRANDE-BRETAGNE : nouveaux soucis pour la reine Elizabeth

Les seins nus de Fergie...

LONDRES

de notre correspondant

Même le flegme traditionnel des Britanniques face aux « sex-scandales » a cette fois un peu craqué. La publication, jeudi 20 août, par le *Daily Mirror*, de photos de la duchesse d'York, les seins nus, en compagnie « rapprochée » du milliardaire texan Johnny Bryan, au bord de la piscine d'une villa proche de Saint-Tropez, est devenue une affaire d'État.

« Nous désapprouvons la publication de photos prises en pareille circonstance », a déclaré le palais de Buckingham dans un très laconique communiqué, signé par la reine et le duc d'York, son fils cadet. Pour la reine Elizabeth, qui vient de célébrer en fanfare ses quarante ans de règne, l'année 1992 est bien morose sur le plan familial. Sa fille Anne a divorcé, son fils aîné Charles connaît de graves difficultés conjugales. Et voilà que son fils cadet Andrew, qui depuis avril vit séparé de Sarah Ferguson, surnommée « Fergie », est ridiculisé.

Lore de « l'affaire Mellors », le ministre du patrimoine national qui avait eu une liaison avec une

actrice –, le Parti conservateur au pouvoir s'était ému des excès de la presse « de caniveaux » qui en avait fait, à des milliers d'exemplaires, une affaire d'État. En revanche, personne n'est venu au secours de l'infortunée duchesse. Plusieurs journaux des deux côtés qui consacrent leurs éditoriaux à ce « drame » soulignent en revanche le danger que constituent les écarts de conduite des plus jeunes membres de la famille royale.

La monarchie est-elle menacée par la publication de ces « very shocking » photos ? « C'est un non-sens », répond le *Daily Telegraph* de vendredi matin, car « une institution qui a survécu à Henri VIII, George IV et Édouard VII peut sûrement surmonter l'indécence de l'une de ses personnalités mineures ». Le quotidien londonien conservateur, qui consacre sa première page à « l'affaire », conclut que, même ceux qui n'ont pas vu les photographies « doivent maintenant sentir qu'il en ont vu plus qu'assez de la duchesse d'York ». — (Ibidem.)



AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : la convention républicaine à Houston

Une réduction des impôts aggraverait un déficit budgétaire déjà important

M. Bush a certainement touché l'opinion publique américaine en déclarant que, s'il était réélu, il proposerait une réduction générale des impôts, ajoutant que M. Clinton déciderait, lui, la plus importante hausse fiscale de l'histoire du pays.

Si le très bas niveau du dollar laisse assez froid les électeurs américains - ceux qui ne voyagent pas actuellement à l'étranger - les précédentes campagnes électorales ont montré leur extrême sensibilité à tout ce qui est dit en matière d'impôts. Lors de la campagne pour la présidentielle de 1984, M. Walter Mondale, le candidat démocrate, avait été battu dans presque tous les États, notamment parce qu'il avait avoué que le prochain président des États-Unis devrait augmenter les impôts. « Reagan vous le cache et moi je vous le dis », avait-il déclaré. Avec une certaine habileté (il bat sa coulpe pour les hausses décidées en 1990), M. Bush adopte une stratégie exactement inverse en annonçant une réduction générale des impôts et en accusant son rival des plus noirs desseins.

Reste maintenant à savoir si les promesses de M. Bush seront prises au sérieux, dans la mesure où le déficit budgétaire est considérable puisqu'il devrait atteindre cette

année 333 milliards de dollars, soit 5,7 % du produit national. Certes l'actuel président fait preuve de sérieux en soulignant que toute réforme fiscale postule des économies de dépenses et en faisant comprendre depuis quelques mois que les économies porteraient notamment sur les dépenses de santé, qui progressent très rapidement. Les observateurs peuvent néanmoins rester sceptiques : les coupes budgétaires devraient être considérables puisqu'il faudrait non seulement compenser les pertes d'impôts mais aussi réduire le déficit des comptes de l'État.

Les difficultés ne seront pas minces. Au début des années 80, lorsque M. Reagan arrive à la Maison-Blanche, le déficit budgétaire n'est que de 74 milliards de dollars. Il dépassera les 200 milliards de dollars en 1983, reviendra aux environs de 150 milliards entre 1987 et 1989 pour à nouveau exploser par la suite : 220 milliards en 1990, 270 milliards en 1991, 333 milliards attendus pour l'exercice qui se terminera à la fin du mois de septembre.

Ces chiffres sont considérables. Ils auraient pu être pire puisqu'au début de l'année un déficit de 400 milliards de dollars - soit 6,7 % du

PNB - avait été envisagé. Le pire sera évité non pas pour cause d'amélioration de la situation mais parce que les opérations - très coûteuses pour le budget - de sauvetage et d'indemnisation des caisses d'épargne ont été momentanément interrompues. Le Congrès a en effet refusé d'accorder des crédits supplémentaires à la RTC (Resolution Trust Corporation) dont l'usage des fonctions est de liquider les caisses d'épargne insolubles. Il en est résulté des économies budgétaires considérables (presque 70 milliards de dollars). L'ennui est que celles-ci ne dureront pas et que dès l'année prochaine le boulet des caisses d'épargne recommencera à peser de tout son poids sur le budget dont le déficit atteindra encore - selon les prévisions de l'OMB (Office of Management and Budget) - 341 milliards de dollars, soit 5,5 % du PNB. Il faudrait attendre 1995 pour voir s'atténuer la charge représentée par le sauvetage des caisses d'épargne et se réduire aux environs de 220 milliards de dollars le déficit budgétaire.

On voit à quel point sera difficile le « financement » d'une véritable réforme fiscale. D'autant plus difficile que les économies envisagées sur les dépenses de l'assurance médicale des personnes âgées (Medicare) et le système de retraite de la sécurité sociale heurteront un électoral qui n'a toujours voulu ménager.

ALAIN VERNHOLLES

Le discours du président

« Ne laissez personne vous dire que l'Amérique est en deuxième position »

Voici les principaux extraits du discours prononcé, jeudi 20 août, par M. George Bush, à la clôture de la convention républicaine de Houston :

« Je veux vous parler ce soir du choix très clair que j'ai l'intention de proposer cet automne aux Américains : un choix entre deux directions différentes et, oui, un choix concernant le caractère de l'homme que vous voulez mettre à la tête de ce pays (...).

« Considérons un instant ce que nous avons accompli [en quatre ans, NDLR] : l'Allemagne a été réunifiée et un pan du mur de Berlin se trouve d'ailleurs juste à l'extérieur de cet Astrodome ; Arabes et Israéliens discutent en tête à tête de la paix ; tous les otages retenus au Liban ont été libérés ; le conflit au Salvador est terminé et des élections libres ont apporté la démocratie au Nicaragua ; des Sud-Africains noirs et blancs se sont mutuellement acclamés aux Jeux olympiques ; l'Union soviétique n'existe plus que dans les livres d'histoire ; les nations captives d'Europe de l'Est et de la Baltique ont été libérées. Cette convention est la première au cours de laquelle un président américain peut dire : la guerre froide est terminée et la liberté l'a emporté (...).

« Mes opposants disent que je m'occupe trop de politique étrangère.

« Économie à la Elvis »

Comme si cela n'avait plus d'importance que les enfants des écoles se soient un jour cachés sous leurs tables lors d'exercices de préparation à une guerre nucléaire. J'ai vu la possibilité de débarrasser les rêves de nos enfants des cauchemars nucléaires et je l'ai saisie (...). L'ours soviétique est peut-être parti mais il y a encore des loups dans les bois. Nous l'avons vu quand Saddam Hussein a envahi le Koweït. Nous avons fait ce qui était juste et nécessaire. Nous avons mis fin à une menace, libéré un peuple et

enfermé un tyran dans la prison de son propre pays (...).

« Mes adversaires disent que l'Amérique est une nation sur le déclin. Ils disent de notre économie qu'elle est quelque part en dessous de l'Allemagne et qu'elle tend à rejoindre la Sri-Lanka. Eh bien, ne laissez personne vous dire que l'Amérique est en deuxième position, surtout quel'un qui est candidat à la présidence. Peut-être ne sait-il pas que nous sommes toujours la plus grande économie du monde. Aucune autre nation ne vend davantage hors de ses frontières (...). Vous n'entendez pas beaucoup ces bonnes nouvelles parce que les médias tendent aussi à ne s'intéresser qu'aux mauvaises (...).

« Nous parlons d'un fait simple : le gouvernement est trop gros et dépense trop (...). Ce fut une erreur d'accepter l'augmentation des impôts voulue par les démocrates [en 1990, NDLR]. Mais voici ma question au peuple américain : à qui faites-vous confiance dans cette élection ? Au candidat qui a augmenté une fois les impôts et le regrette ou à l'autre candidat qui a augmenté les impôts 128 fois [en Arkansas, NDLR] et y a pris plaisir ? Nous n'avons pas besoin du plan de mon adversaire visant à nationaliser le système de santé. Qui veut d'un système qui aurait l'efficacité de la Poste et la tendresse du KGB ? (...).

« On pourrait dire que son plan est du genre « Économie à la Elvis » [NDLR : Bill Clinton est un grand admirateur du King de Memphis]. L'Amérique habillerait à l'hôtel du Cœur-Brisé [titre du tube d'Elvis Presley Heartbreak Hotel].

« Le gouverneur Clinton et le Congrès veulent faire voter la plus grande augmentation d'impôts de toute notre histoire, mais je ne le permettrai pas.

« Il y a quarante-quatre ans, dans une autre période d'incertitude, un autre président s'est embarqué pour une mission comparable. Il s'appelait Harry Truman.

comptes bancaires de personnes proches du président seraient à l'origine de ce retard. - (AFP)

□ CUBA : visite officielle de M. Charasse. - Le ministre français du budget, M. Michel Charasse, est arrivé, mercredi 19 août, à La Havane pour une visite officielle au cours de laquelle il s'entretenra avec les principaux dirigeants cubains. Sa visite est la première d'un membre du gouvernement français depuis 1988. M. Charasse se trou-

Gagner la « bataille économique »

Suite de la première page

M. Bush sait que la croissance a été faible et réaffirme qu'il est partisan - pour assurer la relance - d'une diminution générale de la pression fiscale. Il ne propose pas de chiffres précis, mais une méthode. Pour que cette réduction d'aboutisse pas à des déficits budgétaires encore plus colossaux, il demande au nouveau Congrès, qui sera élu en même temps que le président, le 3 novembre, de voter pour chaque coupe fiscale une coupe correspondante dans les dépenses.

M. Bush rappelle ainsi une vérité qu'il estime avoir été injustement oubliée ces derniers temps. C'est le Congrès, à majorité démocrate, qui a la haute main sur les finances du pays. « Notre politique n'a pas échoué. Elle n'a pas été appliquée », affirme-t-il. Si le Congrès avait en particulier voté en janvier dernier le projet de loi qu'il lui avait soumis, 500 000 emplois auraient été créés. Cette attaque est assortie d'une description des hiérarchies démocrates du Congrès comme autant de prisonniers des groupes de pression et d'intérêts de toute sorte, qui pourraient s'entendre à la fois de nouvelles dépenses.

Le choix est donc clair. D'un côté, les démocrates qui souhaitent des augmentations d'impôts sur les plus hauts revenus, de l'autre les républicains qui proposent, reprenant le slogan du candidat Ronald Reagan en 1980, une diminution générale de ceux-ci. M. Bush a reconnu en privé ces derniers temps que la plus grande erreur de son premier mandat avait été d'avoir rompu en 1990 sa promesse de 1988 de ne jamais augmenter les impôts.

« Le cauchemar de la guerre nucléaire »

L'expression qu'il avait alors utilisée, « lisez sur mes lèvres, pas d'impôts supplémentaires », est devenue une arme de bataille entre les mains des démocrates. Ceux-ci ont planté un énorme panneau publicitaire portant cette seule

phrase sur une des routes menant à l'Astrodome, le stade couvert où se tient la convention.

Le président sortant s'est exécuté publiquement d'être revenu sur sa parole. Il a cependant voulu opposer la faute, venant selon lui, qu'il n'a commis qu'une seule fois, à l'endurcissement de son adversaire démocrate dans le péché mortel. « Il y a une grande différence entre un candidat qui a augmenté les impôts une fois, et le regrette, et un autre qui les a augmentés 128 fois [NDLR : dans l'État de l'Arkansas dont M. Clinton est gouverneur] et y a toujours pris autant de plaisir », a-t-il affirmé.

L'optimisme retrouvé de M. Wilber Thigpen délégué du Nouveau-Mexique

HOUSTON

de notre envoyé spécial

Les conventions relèvent de la thérapie. M. Wilber Thigpen était arrivé à Houston l'humeur triste. Il quitte le grand « happening » républicain avec le moral. M. Thigpen, le soixantaine, est un des seize délégués de l'État du Nouveau-Mexique. Désigné en mars dernier pour siéger à la convention nationale, il avoue que le barrage d'artillerie des sondages (tous favorables depuis un mois à M. Bill Clinton) lui a passablement ébranlé le moral.

« C'était un état d'esprit assez largement partagé », dit-il, chez les 2 210 délégués des cinquante États réunis dans la métropole texane : « On savait qu'il était temps de se battre ». Les militants et les experts n'ignorent pas que les sondages sont peu fiables : aucun pollologue sérieux ne pense que M. Clinton devancerait M. Bush de dix-sept points à l'élection présidentielle devant avoir lieu aujourd'hui. Mais les sondages finissent par modifier la perception de l'électorat dans un sens défavorable au candidat qui est donné perdant.

En concentrant durant quatre jours, du matin au soir, toute

l'attention des médias, la convention, presque mécanique- ment, renforce le statut de son champion dans les sondages. Et ce faisant, redonne le moral aux militants. C'est une de ses fonctions premières. A Houston, raconte Wilber Thigpen, M. Ronald Reagan « a été le délégué », c'est le discours du vieux chef conservateur, charmeur, roublard, gonflé d'optimisme, « qui nous a redonné confiance ».

Les minorités peu représentées

« Les médias ne vous le diront pas, mais l'humour a changé du tout au tout dans notre camp », poursuit le délégué du Nouveau-Mexique. Comme tout bon républicain, il est convaincu que la presse américaine est « partisane », systématiquement pro-démocrate ; ce qui, apparemment, n'a pas empêché le parti de l'éclairant de gagner cinq des six dernières élections présidentielles. « Partisane » ou pas, la presse l'emporte en nombre. A l'Astrodome, il y a sept journalistes pour un délégué. Le délégué méditerranéen est plus impressionnant, omniprésent, que la machine de la campagne républicaine, qui doit tout de

même employer plus de deux mille personnes à plein temps.

M. Wilber Thigpen est à l'image de la majorité des délégués : mâle, blanc. En 1988, selon les chiffres cités par le New York Times, 90 % des délégués républicains étaient blancs ; à Houston, 86 % des délégués sont blancs, 8 % noirs, 4 % hispaniques et 2 % asiatiques. Autre évolution : les évangélistes et les chrétiens fondamentalistes dominent aujourd'hui la base. L'autre grande tendance du parti, les républicains country club, assure les finances. Aux premiers, la « plate-forme », l'idéologie, les armes de la guerre culturelle ; aux seconds - les Brady, Danner, Baker... - les bacons du bushisme : les commandes du l'État.

Le délégué Thigpen ne s'inquiète pas. Le programme est ce qu'il est (très à droite) ; « L'important, dit-il, est que George Bush ne permette à aucune tendance de mettre complètement la main sur le parti ». « L'important, poursuit-il, c'est que le président, après Houston, va entrer dans la bataille et qu'il n'aura pas trop de mal à convaincre les Américains que Bill Clinton ne fait vraiment pas le poids. »

A. Fr.

sance à peu près nulle. Le président a été prudent : il ne formule pas de propositions spectaculaires. Il ne tranche pas entre les deux tendances qui, sur ce chapitre, s'affrontent dans son propre parti. Les conservateurs puristes, comme M. Jack Kemp, le secrétaire au logement, se veulent les seuls vrais héritiers de M. Ronald Reagan et réclament une réduction pure et simple des impôts. Les pragmatiques, qui dominent cette période, ont été responsables de l'économie. M. Nicholas Brady, au trésor, et Richard Danner, au budget, n'en veulent pas : ils redoutent un accroissement d'un déficit budgétaire qu'ils estiment responsable du sous-investissement dans l'industrie américaine.

M. Bush a choisi la voie médiane : pas de réduction des impôts sans réduction correspondante par le Congrès des dépenses de l'État. La méthode porte la marque d'un autre grand pragmatique qui prendra ses nouvelles fonctions lundi à la Maison-Blanche et qui a supervisé la rédaction du discours : M. James Baker. A en croire une rumeur persistante, M. Bush aimait, s'il est réélu, faire de l'ancien secrétaire d'État une sorte de super-ministre de l'économie. Le geste aurait le mérite d'illustrer avec force le changement dans les priorités d'une seconde administration Bush. A en croire la même rumeur, M. Baker serait très réticent, préférant retourner au département d'État.

L'allocation du président est

venue conclure une convention qui a tracé les deux grands axes de la campagne républicaine pour les quelques semaines à venir avant le scrutin du 3 novembre : mettre constamment en parallèle la « personnalité », le caractère, l'expérience de M. Bush et celles de son concurrent démocrate ; marteler que les républicains sont les seuls à défendre les vraies « valeurs » de l'Amérique.

L'ensemble peut paraître l'allure d'une critique caricaturale de M. Clinton : d'une campagne plus négative, que fondée sur une « vision » de l'avenir. Mais l'efficacité semble assurée. Dès jeudi soir, les experts dévoilaient les grandes tendances des sondages qui vont être publiés dans les tout prochains jours : les opinions négatives de M. Clinton ne cessent de progresser, son avance se réduit à grande vitesse.

M. Bush, à la fin de son discours, s'est comparé à un autre président sortant, Harry Truman, qui, à quelques semaines de l'élection, il y a quarante-quatre ans, paraissait en bien mauvaise posture, et l'avait finalement emporté (voir encadré ci-contre). C'est bien ce que voulaient croire les délégués de Houston sous la pluie de ballons et de confetti qui, tradition oblige, s'est abattue sur eux à la fin de la convention.

DOMINIQUE DHOMBRES et ALAIN FRACHON

George Bush, Harry Truman et le Congrès

Les cartes s'embroutent dans la campagne américaine. Après que le Parti démocrate se fut, sous la houlette de M. Bill Clinton, repositionné au centre droit, voilà que le candidat républicain George Bush se propose de suivre l'exemple du président démocrate Harry Truman : « Je vais faire ce qu'il a fait en 1948 : parcourir le pays en demandant un changement de majorité au Congrès ».

Haro donc, sur les parlementaires du parti opposé, des « bons à rien » pour Truman, des « zozos » (« crazy guys ») pour M. Bush, auxquels il reproche d'avoir bloqué la plupart de ses initiatives, économiques notamment. L'inspiration vient peut-être de « Pappe » Reagan, qui était démocrate en 1948 et avait soutenu Truman. A la convention de Houston, le « Grand Communicator » a été plus radical envers l'ancien Congrès : « Il est temps de faire le ménage, d'éliminer les privilèges et les petites ruses, l'arrogance et les grosses têtes, d'en finir avec les scandales et les tergiversations. »

Si le président Bush évoque la mémoire de Truman, c'est surtout parce que ce dernier est l'auteur de l'un des plus surprenants come-back de l'histoire présidentielle américaine. L'ancien vice-président de Franklin Roosevelt, qui lui succéda à sa mort en avril 1945, avait un tel retard sur son adversaire, Thomas Dewey, que les instituts de sondages cessèrent leurs enquêtes d'opinion deux semaines avant le scrutin présidentiel. Truman le gagnait parcourant durant ces quinze derniers jours le pays de long en large, en train. Il l'emporta finalement avec 49 % des voix, contre 45 % pour Dewey.

Mais le programme économique de l'héritier de Roosevelt n'avait rien à voir avec celui de l'héritier de M. Reagan : il s'agissait de stimuler la demande des classes les moins favorisées par un jeu d'impôts et de subventions. L'état des finances publiques était, il est vrai, tout autre.

M. J.

□ BRÉSIL : ajournement du rapport sur la corruption - Le rapporteur de la commission parlementaire d'enquête (CPI) qui doit rendre publiques les accusations de corruption passive contre le président brésilien Fernando Collor de Mello, a reporté de 48 heures la présentation de son projet de rapport. Celle-ci est désormais programmée pour le lundi 24 août. Des erreurs de calcul commises par un groupe de travail sur le montant des chèques déposés illégalement sur les

comptes bancaires de personnes proches du président seraient à l'origine de ce retard. - (AFP)

□ CUBA : visite officielle de M. Charasse. - Le ministre français du budget, M. Michel Charasse, est arrivé, mercredi 19 août, à La Havane pour une visite officielle au cours de laquelle il s'entretenra avec les principaux dirigeants cubains. Sa visite est la première d'un membre du gouvernement français depuis 1988. M. Charasse se trou-

vait auparavant dans l'île franco-hollandaise de Saint-Martin. - (AFP)

□ MEXIQUE : 520 kilos de cocaïne repêchés en mer par la marine. - La marine mexicaine a repêché 520 kilos de cocaïne pure qui avaient été largués dans l'océan Pacifique par trois avions en provenance d'Amérique du Sud, a-t-on appris, jeudi 20 août, de source officielle à Acapulco. Toutefois, les embarcations de trafiquants venues récupérer la drogue ont réussi à prendre la fuite. - (AFP)

PROCHE-ORIENT

IRAK : la réaction au projet occidental visant à protéger les populations chiïtes dans le sud du pays

Bagdad proclame son « droit de s'opposer par tous les moyens » à la mise en place d'une zone d'exclusion

Après la Grande-Bretagne, la France a annoncé, jeudi 20 août, qu'elle envisagerait dans le Golfe une dizaine d'avions de défense aérienne pour contribuer à assurer la mise en place d'une zone d'exclusion dans le sud de l'Irak, afin de protéger les populations chiïtes (le Monde du 20 août).

« Nous sommes disposés à mettre en œuvre des avions de défense aérienne pour assurer la protection de la zone de l'Irak située au-dessus du 32^e parallèle, comme nous le faisons dans la zone au-dessus du 36^e parallèle », a déclaré le ministre de la Défense, M. Pierre Joxe. Le ministre n'a pas précisé le type d'appareils qui seraient envoyés.

Selon une source proche du ministère de la Défense, il devrait s'agir de Mirage-2000, comme ceux qui avaient été envoyés dans la région lors de la guerre du Golfe. Paris dispose déjà de huit Mirage-FICR stationnés à Incirlik en Turquie.

Alors que les modalités de la mise en place de cette zone sont en cours d'élaboration, l'Irak, prenant les devants, a annoncé qu'il usait de son « droit de s'opposer par tous les moyens ». Ce projet est une « agression claire et nette », a déclaré le ministre irakien de la Justice, M. Chebib El Maliki, pour qui sa mise à exécution serait « une violation flagrante du droit international et de la charte des Nations unies ».

Le président irakien, M. Saddam

Hussain, a en tout cas jugé la situation suffisamment grave pour convoquer une réunion des deux plus hautes instances dirigeantes du pays, le Conseil de commandement de la révolution et la direction régionale du parti Baas au pouvoir. Le projet occidental est « illégal » et vise « la partition de l'Irak ». « Les irakiens de toutes les régions sont unis autour de leur commandement », a indiqué un porte-parole officiel à l'issue de la réunion. « Ceux qui s'imaginent pouvoir imposer dans le sud de l'Irak ce qu'ils ont imposé l'année dernière dans le nord se font des illusions », a ajouté le porte-parole cité par l'agence officielle INA.

Parallèlement, le représentant de l'Irak aux Nations unies, M. Abdel Amir El Anbari, accusait Washington de poursuivre les « violations » de l'espace aérien irakien, dans une lettre adressée au secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali. Selon lui, l'aviation américaine a effectué 313 sorties au-dessus de l'Irak entre le 30 juillet et le 13 août. Dans le même temps, les autorités irakiennes proposaient au commandement des activités humanitaires de l'ONU, M. Ian Elasson, de se rendre dans les régions du sud de l'Irak, pour vérifier le caractère fallacieux, selon elles, des accusations portées par les Occidentaux.

Mais M. Boutros-Ghali a demandé à M. Elasson de refuser

la proposition irakienne aussi longtemps que Bagdad n'aurait pas reconstruit l'accord autorisant la présence de personnels humanitaires des Nations unies sur son territoire, à l'indiqué à New-York un diplomate en contact avec M. Elasson. Ce dernier, qui se trouve à Bagdad depuis quelques jours, a affirmé jeudi que « des progrès » avaient été réalisés dans les négociations sur le renouvellement de cet accord, venu à expiration fin juin. « Mais nous n'en sommes pas encore au stade où nous pouvons conclure les négociations », a ajouté M. Elasson, qui devait poursuivre vendredi les pourparlers avec les autorités irakiennes.

Inquiétude dans certains pays arabes

Alors que plusieurs responsables de l'opposition chiïte irakienne ont exprimé leur soutien au projet de création d'une zone d'exclusion dans le sud de l'Irak, des réserves ont été exprimées par certains pays arabes. Ainsi, nous signale notre correspondant au Caire Alexandre Baccant, le ministre égyptien des Affaires étrangères, M. Amr Moussa, « toute mesure adoptée ne doit pas porter atteinte au droit de l'Irak à l'unité de son territoire et de son peuple ». M. Moussa a appelé le gouvernement irakien à « prendre conscience de la gravité de la situation » et à respecter « la légalité internationale et le droit du

peuple irakien », toutes communautés confondues, « à vivre en sécurité à l'abri de la répression et des agressions ».

De son côté, le ministre yéménite des Affaires étrangères, M. Abdel Karim El Idrissi, a qualifié le projet occidental d'« atteinte flagrante à la souveraineté irakienne ». « Un tel acte n'est justifiable ni par les résolutions de l'ONU ni dans le cadre de la légalité internationale », a-t-il indiqué. Le Parlement jordanien a lui aussi condamné et dénoncé le projet dans lequel il voit « un complot visant à démembrer l'Irak ». Les députés jordanais ont invité « les dirigeants et peuples arabes à former un front uni contre ce complot et à exercer la pression l'unité et la souveraineté de l'Irak ». - (AFP, Reuters, AP)

Un Britannique condamné à sept ans de prison - Un ressortissant britannique, M. Paul Ride, a été condamné à sept ans de prison à Bagdad, pour être entré illégalement en Irak (le Monde du 20 août). La Grande-Bretagne a protesté auprès de l'Irak contre la sévérité de la sentence et a demandé la libération de M. Ride. « Dans le passé, les irakiens ont souvent expulsé l'auteur d'un tel délit immédiatement après le procès », a déclaré un porte-parole du Foreign Office. - (AFP)

Le processus de paix

Les Arabes participeront à la prochaine session des négociations bilatérales

Engagés dans les négociations bilatérales de paix avec Israël, la Syrie, le Liban, la Jordanie et l'OLP ont décidé, jeudi 20 août, à l'issue d'une réunion de leurs ministres des Affaires étrangères à Damas, de participer à la prochaine session de ces pourparlers, qui doit s'ouvrir le 24 août à Washington.

Dans un communiqué au ton très modéré, ils ont demandé à leur rôle d'« honnête courtier, afin d'empêcher le processus de paix de s'effondrer ». Ils ont néanmoins jugé que les déclarations du président Bush s'engageant à garantir la supériorité militaire d'Israël dans la région (le Monde du 13 août), étaient « en contradiction totale avec les principes du processus de paix ».

Dans une déclaration à la presse à l'issue de la réunion, le ministre syrien des Affaires étrangères, M. Farouk El Chareh, a estimé que « la prochaine session des négociations bilatérales est extrêmement importante, car elle dévoilera les intentions » du nouveau gouvernement de M. Itzhak Rabin, avec lequel les Arabes négocieront pour la première fois. - (AFP)

entousiasmés à l'égard de ce scrutin : certains, et non des moindres, se sont prononcés pour son annulation. Mais ce n'est certes pas ce qui va décider de la Syrie et la convaincre de se montrer plus conciliante. Car ce sont les plus proches de l'Arabie saoudite qui ont adopté cette attitude.

Damas intraitable

A travers les prises de positions du gouvernement et des plus proches de lui, les ministres, il apparaît toujours en effet, à deux jours du scrutin, qu'à Damas on n'est nullement prêt à perdre la face, même si le discours public consiste à dire que « les élections sont une affaire intérieure libanaise ».

Le dirigeant druze M. Walid Jumblatt lui-même, orfèvre en l'art de doser ses positions, ne vient-il pas de déclarer : « Nous pourrions la préparation des élections ? Alors que M. Nabih Berri faisait valoir que les exigences du camp chrétien étaient « irréductibles » et demandaient « dix à quinze ans pour être satisfaites ». Légalistes dans l'âme, les chrétiens du Liban se retrouvent en état de quasi-dé-

obéissance civile, alors que, paradoxe des paradoxes, le Hezbollah intégriste chiïte, qui remet en cause toutes les structures libanaises, entre dans le giron légal et participe sagement aux élections. En l'état actuel des choses, que les élections aient lieu partout, ou que certaines circonscriptions (chrétiennes) soient exclues pour cause de boycottage, c'est l'impasse qui s'annonce au bout du processus. Le chef du parti Bloc national, M. Raymond Eddé, vient d'annoncer de Paris où il vit en exil depuis seize ans qu'il contestera la légalité du prochain scrutin. Il ne sera pas le seul, mais cela signifierait que le Liban se retrouverait sans Parlement après la tenue des élections, ce qui n'aurait servi à rien dans le chaos de la guerre.

Les grandes puissances, pour leur part, notamment les États-Unis, observent avec circonspection ces tribulations, en évitant de prendre position de façon claire, se réservant ainsi sans doute la possibilité de les exploiter dans un sens ou dans l'autre pour faire éventuellement pression sur la Syrie, au gré de l'évolution de la situation au Proche-Orient, en particulier des négociations pour la paix.

LUCIEN GEORGE

AFRIQUE

CONGO : les résultats de l'élection présidentielle

M. Pascal Lissouba a remporté une nette victoire

Le ministère de l'Intérieur a publié, dans la soirée du jeudi 20 août, les résultats définitifs du deuxième tour de l'élection présidentielle, organisée le 16 août. En obtenant 61,32 % des voix, M. Pascal Lissouba, ancien premier ministre, a emporté une nette victoire, devançant largement M. Bernard Kolelas. Ce dernier, qui conteste le bon déroulement du scrutin, a recueilli officiellement 38,68 % des suffrages.

Le cheveu blanchissant, le regard vif derrière les épaisses lunettes, celui que ses admirateurs appellent respectueusement « le professeur », a, très habilement, durant toute la campagne présidentielle, joué de son image d'homme de science et de politicien modéré pour gagner, sinon le cœur, du moins la majorité des suffrages de l'électorat congolais. Cette réputation n'est pas usurpée.

Les quelque onze années passées à l'étranger, de 1979 à 1990, en France d'abord (comme enseignant à l'université) puis au Kenya (comme fonctionnaire de l'UNESCO), ont porté chance à M. Pascal Lissouba, en l'éloignant de querelles intestines trop récentes et de leurs désagréables retombées. En dépit de cette longue absence, sa passion pour la politique congolaise ne s'est pourtant jamais éteinte.

Marxiste bon teint dans les années 60 et 70, il se convertira sans peine aux thèses du libéralisme économique et du pluralisme politique, aujourd'hui à la mode sur le continent africain. L'ancien ingénieur agronome, titulaire d'un doctorat en sciences naturelles (option génétique) obtenu à la Sorbonne, en 1958, n'est pas seulement atteint par le virus du « savoir ». Celui du pouvoir politique, auquel il a longtemps goûté avant son exil volontaire, ne l'a jamais vraiment quitté.

C'est en août 1963, au lendemain du renversement du premier président du Congo indépendant, l'abbé Fulbert Youlou, que le jeune Lissouba, alors âgé de trente-deux ans, fait son entrée sur la scène gouvernementale. Par la grande porte : nommé ministre de l'Agriculture par le nouvel homme fort du pays, Alphonse Massamba-Débat, il cumulera bientôt ces fonctions ministérielles et celles de chef du gouvernement. Il restera premier ministre jusqu'en mai 1964.

A TRAVERS LE MONDE

AFRIQUE DU SUD

Les négociations constitutionnelles reprendront en septembre

Le président Frederik De Klerk a annoncé, jeudi 20 août, lors d'une conférence de presse organisée à Pretoria, que les négociations constitutionnelles, interrompues depuis la mi-mai, allaient reprendre en septembre. Ces discussions devraient se limiter, a-t-il précisé, à ceux qui « souscrivent aux mêmes points de vues » que son parti, le Parti national (NP), ce qui reviendrait à exclure de ces discussions les représentants du Congrès national africain (ANC).

Fustigeant les « éléments radicaux et communistes » de l'ANC, le chef de l'Etat a estimé que le mouvement dirigé par M. Nelson Mandela portait « la responsabilité de la régression et des dégâts causés à la majorité du peuple sud-africain », depuis la rupture des négociations.

Interrogé enfin sur l'affaire Matthew Goniwe (du nom d'un militant anti-apartheid, assassiné en 1985), M. De Klerk s'est borné à réaffirmer qu'il souhaitait qu'« aucun effort ne soit épargné pour retrouver les meurtriers », tout en évitant de préciser s'il avait, ou non, confiance dans l'actuel chef de la sécurité militaire, le général Van der Westhuizen, accusé par la presse d'avoir lui-même donné l'ordre de faire disparaître Matthew Goniwe. - (AFP)

JORDANIE

Le roi Hussein a subi l'ablation d'un rein

Le roi Hussein de Jordanie a subi, jeudi 20 août, avec succès l'ablation du rein gauche et un désagréement du canal gauche des voies urinaires, à la clinique Mayo de Rochester, dans le Minnesota,

Lors de la Conférence nationale de 1991, ses détracteurs ne manquèrent pas de rappeler ces années sombres et, en particulier, les mystérieux assassinats du président de la Cour suprême, Joseph Poupou, du procureur de la République, Lazare Madzocota, et du directeur de l'Agence congolaise d'information, Anselme Massoumène, commis en 1965. Celui que ses proches présentent aujourd'hui comme une « victime du PCT » (Parti congolais du travail, l'ex-parti unique, dirigé par le président sortant, M. Denis Sassou Nguesso, et dont M. Lissouba fut un dirigeant éphémère mais de haut niveau, au début des années 70) préférait, évidemment, ne pas s'apaisir sur cette époque trouble.

C'est pourtant dans ces années-là que M. Lissouba noua des liens d'amitié avec M. Sassou Nguesso, ainsi qu'avec son (désormais) homologue gabonais, M. Omar Bongo. Ces amitiés anciennes, expliquent-elles aussi, la performance électorale de M. Lissouba. Les électeurs du nord du Congo, dont est originaire M. Sassou Nguesso, et nombre de partisans du PCT - avec lequel le parti de M. Lissouba, l'Union pour l'Afrique pour la démocratie sociale (UPADS), a fait alliance pour le second tour - ont, semble-t-il, fortement contribué au succès du « professeur », originaire du sud du Congo.

Dès l'annonce des résultats définitifs, M. Sassou Nguesso a d'ailleurs salué la « suprématie » de son rival, « dont l'ambition pour le Congo n'est plus à démontrer ». L'évêque Ernest Kumbo, président du Conseil supérieur de la République (CSR, organe législatif durant la période de transition qui s'achève) a fait de même, assurant M. Lissouba de son « soutien sincère » et de son « affection ».

C. S.

SOUDAN : le premier avion de l'ONU se pose sans problème à Juba. - L'ONU a repris, jeudi 20 août, le pont aérien humanitaire vers la ville assiégée de Juba, dans le sud du Soudan, où quelque 300 000 civils sont menacés de famine (le Monde du 19 août). Malgré une mise en garde des rebelles contre la reprise des vols humanitaires de l'ONU, le premier gros porteur a atterri sans incident à Juba, selon un communiqué diffusé au siège des Nations unies à New-York. - (AFP, Reuters)

MAROC

Le roi appelle les électeurs à approuver la réforme constitutionnelle

Dans un discours télévisé adressé à la nation jeudi 20 août, à l'occasion du trente-neuvième anniversaire de la déportation par les autorités françaises de son père, le roi Mohammed V, le roi Hassan II a appelé le peuple marocain à se prononcer en faveur du « oui » au référendum prévu sur la révision de la Constitution, sans toutefois préciser la date de sa tenue.

Le souverain a affirmé que le projet entraînerait « l'avantage de responsabilité pour le gouvernement ainsi qu'un contrôle accru du législatif sur l'exécutif, mais cela ne signifie pas une diminution des prérogatives du souverain ». Le nouveau texte prévoit la création d'un Conseil constitutionnel dont quatre des huit membres et le président sont désignés par le roi.

Par ailleurs, le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, donne « quelques semaines » au Maroc et au Front Polisario pour parvenir à « des progrès réels et concrets » en vue de la réalisation d'un référendum d'autodétermination au Sahara occidental, faute de quoi le plan des Nations unies dans la région ne pourra pas être appliqué sous sa « forme actuelle ». - (AFP, AP)

POINT DE VUE

La France, la Bosnie et le Liban

par Daniel Rondeau

L'ÉTÉ n'a pas fait taire les cris des victimes du vandalisme serbe. Les journaux ont rapporté chaque jour la liste des suppliciés, des affamés, des torturés, des bafoués. La volonté de « purification ethnique » des milices manipulées par l'Etat serbe, connue depuis des mois par les fonctionnaires de toutes les chancelleries, est devenue une évidence que personne ne cherche plus à nier. Et Bernard Kouchner ne trouve qu'un mot pour décrire les camps de prisonniers qu'il a visités dimanche dernier : une porcherie.

Nul ne pourra dire qu'il ignorait que, pendant l'été 1992, un chef d'Etat européen nommé Milosovic s'est conduit comme un porc, gouverné seulement par l'instinct du sang et de la haine. Mais tout se passe comme si cette complainte quotidienne de la souffrance et le vacarme d'une indignation légitime n'avaient fait que mettre l'Europe à genoux.

A Bonn, à Londres comme à Paris, les schémas de la construction européenne, qui ne manquent jamais de courage dès qu'il s'agit de quotas laitiers et d'importation de viande bovine, nous ont rebattu les oreilles avec le « complexe du drame yougoslave ». Cette complexité abstruse une vérité, et très simple, elle, la vérité de ceux qui refusent de distinguer entre agresseur et agressé.

A Paris, on a même pu entendre M. Simone Veil, ancien ministre de l'Intérieur, récapituler des camps nazis nous inviter à « ne pas céder à l'émotion ». Le président de la République lui-même, après avoir fait courageusement don de sa présence aux assaillés de la capitale bosnienne il y a quelques mois, a finalement éteint, par plusieurs votes et beaucoup de confusion, l'espérance qu'il avait allumée dans le cœur des habitants de Sarajevo et a tenté de clore le débat en déclarant, dans un style ecclésiastique, qu'il ne fallait pas « ajouter la guerre à la guerre ».

Silence biaisé

Pendant ce même été 1992, un silence biaisé a entouré le Liban, dont chacun se souciait maintenant comme d'une guigne. A Beyrouth se jouait pourtant une lamentable fin de partie. Dans un pays occupé et privé de toutes les libertés fondamentales, un peuple vaincu dans l'indifférence des nations va être mené aux urnes comme on mène un troupeau à l'abattoir, pour soustraire à sa propre servitude.

La plus grave n'est pas qu'un tyranisme terroriste, Hafez El Assad, tente d'habiller l'annexion du Liban par la Syrie d'une apparence de légitimité. J'oserai dire qu'il achève ainsi son travail de dic-

Les élections de la discorde

Suite de la première page

Des médiateurs et des messagers s'activent encore pour trouver une solution de la dernière chance de nature à sortir le Liban de l'impasse dans laquelle l'ont fourvoyé les hommes politiques de tous bords. A quarante-huit heures du scrutin, leurs démarches n'avaient donné aucun résultat. Les médiateurs sont constitués d'« opposants modérés » : le Parti phalangiste et un groupe de députés sortants. Les messages sont essentiellement le sonne apostolique et l'ambassadeur de France, M. Daniel Husson.

Jusqu'à présent, le gouvernement (et à travers lui la Syrie) n'a consenti qu'un rééchelonnement du scrutin qui, au lieu de se dérouler en trois semaines, serait étalé sur cinq ou six, de sorte que, dans la région électorale de plus forte contestation, le Mont-Liban dans sa partie chrétienne, les opérations électorales seraient reportées de fin août à fin septembre.

Malgré le résultat que cet ajournement de pure forme, là où le « front du refus » chrétien comprendrait les ennemis d'Hitler (Forces libanaises, partisans du général Aoun, de l'ex-président Camille Chamoun et ceux de M. Raymond Eddé) ayant de facto à sa tête le patriarche maronite - prêtre d'ordinaire modéré entre tous et qui se défend d'ailleurs de faire autre chose que de dire le droit et la morale - réclame un report sine die du scrutin, jusqu'à la refonte de la loi électorale et l'évacuation du Liban par les « armées d'occupation ». L'Israélienne est citée en tête, mais la syrienne l'est au même titre, sans oublier pour mémoire les palestiniens iraniens.

C'est en réalité un procès d'intention qui est fait à la Syrie, accusée de vouloir consolider la malaisie qu'elle exerce déjà sur le Liban. La majorité du camp chrétien se retrouve ainsi en état d'épreuve de force avec Damas. Les musulmans ne sont pas pour autant

POLITIQUE

La campagne pour le référendum du 20 septembre

M. Juppé estime que le pouvoir est en proie à la « panique »

Pour M. Alain Juppé, MM. Pierre Bérégovoy et Jack Lang ne manquent pas d'un certain aplomb. Le secrétaire général du RPR a voté au *Monde*, jeudi 20 août, son étonnement devant « l'appel à l'aide maladroite » lancé la veille au soir, sur Antenne 2, par le premier ministre en direction de M. Jacques Chirac. Cette impatience du chef du gouvernement à entendre le président du RPR prendre « franchement » position en faveur du traité de Maastricht, traduit, selon M. Juppé, une « panique ».

Le député de Paris rappelle que M. Chirac s'était prononcé « sans ambiguïté » pour le « oui », le 4 juin, devant les cadres de son mouvement. L'ancien premier ministre a prévu, du reste, de s'exprimer prochainement dans la presse.

M. Bérégovoy n'a pas de souci à se faire, dit-on au RPR, car « nous ferons campagne pour le « oui », et nos discours auront beaucoup de pugnacité contre le gouvernement ».

Au cours des trois semaines de campagne effective, les principaux dirigeants du parti néogaulliste, MM. Chirac, Balladur, Juppé, Pons, Sarkozy et Perben, notamment, feront trois à quatre réunions publiques chacun.

Le ministre de l'éducation nationale et de la culture, « copilote » de la campagne gouvernementale, ayant souligné « qu'il n'y a pas d'alternative » dans un entretien publié dans le *Monde* du 20 août, M. Juppé rétorque qu'« il n'est pas question » pour le RPR de s'associer « aux opérations farces et attrapes » de M. Lang. « Si les socialistes veulent vraiment, pour des raisons d'intime conviction, que le « oui » l'emporte, que M. François Mitterrand annonce que, dans cette hypothèse, sa tâche historique est accomplie, il s'en ira. Et, là, je fais un pronostic : je suis sûr, alors, que le « oui » fera un malheur », a déclaré M. Juppé.

O. B.

Les conditions du vote par procuration

Dans un communiqué publié jeudi 20 août, M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, dénonce « l'incroyable discrimination politique dont sont victimes des millions de retraités français, à qui l'on refuse la possibilité de voter par procuration pour le référendum ».

L'article L.71 du code électoral, introduit par la loi du 31 décembre 1975, limite en effet l'exercice du droit de vote par procuration. Trente-deux catégories d'électeurs peuvent, toutefois, en bénéficier, des marins et maritimes aux femmes en couches, en passant par les commerçants forains, les gardiens de phare, les cheminots ou les journalistes en déplacement par nécessité de service. Le vingt-troisième alinéa de l'article L.71 ouvre également le droit de vote par procuration aux « citoyens qui ont quitté leur résidence habituelle pour prendre leurs congés de vacances », mais la jurisprudence, établie par un arrêt du Conseil d'Etat en date

du 29 décembre 1989, limite ces dispositions aux personnes actives, dont les dates de vacances sont souvent fixées par les entreprises qui les emploient.

Certains retraités peuvent bénéficier cependant d'autres dispositions du code électoral, qui ouvrent le droit de vote par procuration aux « personnes âgées et infirmes bénéficiant d'une prise en charge pour aide d'une tierce personne », ou encore aux « titulaires d'une pension de vieillesse, allouée au titre d'une législation de sécurité sociale, bénéficiant de la majoration pour assistance d'une tierce personne ».

Rappelons, d'autre part, que les jeunes gens qui auront atteint l'âge de dix-huit ans entre le 1^{er} janvier et le 20 septembre 1992 peuvent se faire inscrire sur les listes électorales avant le 10 septembre.

J.-L. S.

EN BREF

□ M^{me} Veil s'inquiète de la progression du « non ». — M^{me} Simone Veil, ancienne présidente du Parlement européen, estime, dans l'*Evénement* du jeudi (daté 20-26 août), que « la progression persistante du « non » est inquiétante ». Elle appelle les « pro-européens », qui restent trop sur la défensive, à « cesser de se culpabiliser », « il faut, déclare-t-elle, que les libéraux, les centristes, les sociaux-démocrates, ceux des gaullistes qui ont grandement contribué à faire l'Europe, que tous cessent de mettre leur drapeau européen dans leur poche ».

□ M^{me} Guigou appelle les élus à se mobiliser. — M^{me} Elisabeth Guigou, ministre déléguée aux affaires européennes, en visite au Creusot (Saône-et-Loire) jeudi 20 août, a appelé les élus favorables au « oui » à se mobiliser. « J'ai un peu l'impression que, sur le terrain, cela n'a pas embrayé », a-t-elle déclaré. Il faut montrer aux gens que, chez eux, l'Europe, c'est quelque chose de concret. On ne gagnera pas en restant les uns dans les autres ».

□ M. Bérégovoy : « Dire « non », c'est provoquer le divorce entre la France et l'Allemagne ». — M. Pierre Bérégovoy souligne, dans un entretien publié par le *Point* (daté 22-28 août), que voter « non » au référendum du 20 septembre, « c'est provoquer le divorce entre la France et l'Allemagne ». « Dire « oui », c'est dire oui à la paix en Europe et dans le monde », ajoute le premier ministre, en insistant sur le fait que « l'union » entre la France et l'Allemagne « a été le socle de la construction européenne ».

POINT DE VUE

Pour un « oui » raisonné et sans complexes

par Robert Grossmann

Pour nous, le jeu semble faussé parce que c'est une question. Nous avons tous, incontestablement, vigoureusement, envie de lui répondre « non ». « Non » à ses scandales, « non » à son chômage, « non » à sa faillite, « non » à la fatalité calamiteuse qu'il incarne. « Non » finalement, par principe, parce que c'est ce chef d'Etat décadent qui nous questionne par référendum. N'est-ce pas ainsi d'ailleurs que les socialistes dans l'opposition avaient réagi, « par principe », et réagiraient demain, soucieux de leurs seuls intérêts partisans et personnels ? En ce qui nous concerne, nous avons le droit de nous montrer différents. L'Europe est une cause trop importante pour nous servir d'exorde.

Nous pourrions dès lors convenir que les « autres » arguments, dits « techniques », en faveur du « non » — sur l'avenir de l'idée de nation, sur le caractère indigeste du texte de Maastricht, sur la perspective inquiétante du règne de la technocratie — nous semblent d'autant plus artificiellement sécurisants qu'ils habillent plus élégamment notre indiscutable volonté de changement de majorité nationale.

En ce qui concerne la nation, une méditation honnête et appro-

fondée sur les notions de frontière et d'identité ne peut qu'inspirer, en 1992, un regard de fraternité et une démarche de solidarité. Maastricht en annonce l'intention. Quant au texte lui-même, il n'est qu'un texte idéologique, dans son style, à tous les textes législatifs, fortement marqués par cet érotisme juridique pratiqué dans toutes les facultés de droit, Parlements, enceintes administratives et judiciaires. Il est donc à la fois troublant et piquant de constater que certains de ceux qui sont censés manipuler cette langue juridique élitiste, qui est en fait le leur, soient les premiers à le dénoncer. Leur rôle, en l'espèce, devrait consister à l'expliquer plutôt que de se réfugier derrière son caractère hermétique.

La bonne vole

Enfin, la peur justifiée de la technocratie devrait être écartée. Nous savons en effet que c'est bien de la volonté des gouvernements de demain que dépendra le sort du traité. Ce sont les gouvernements et les Parlements qui doivent avoir le dernier mot. A chacun de savoir quel gouvernement et quel Parlement il veut donner à la France.

La France, à laquelle, gaullistes, nous sommes chèrement

attachés, ne sera jamais plus grande ni plus belle que généreuse, altruiste, ouverte et fraternelle. C'est d'elle que nous attendons l'élan qui transcendera l'Europe. N'est-il pas de la vocation de la France de donner un cœur et une âme à cette Europe froide, étrangère, un peu hostile même, qui pour l'instant se dégage du texte de Maastricht ? L'Europe ne peut constituer autre chose qu'un grand espoir et un grand dessein.

En ces circonstances, c'est Jacques Chirac, un homme d'Etat, qui nous indique la bonne voie. Pour nous, elle n'est ni facile ni évidente. Pourtant, c'est elle qui correspond aux véritables intérêts de la France dans le monde d'aujourd'hui. C'est elle aussi qui est inspirée par la volonté de conduire l'avenir et de saisir au mieux les aspirations légitimes des plus jeunes générations.

Le refus de l'Europe qui pourrait signifier un « non » à Maastricht ne serait-il pas inspiré chez certains par une inquiétude inavouée, par un manque de confiance en la France face à ses voisins ? Métropole française qui, plus qu'aucune autre en Europe, dispose des titres pour exercer un rôle prédominant de capitale, Strasbourg, où sont écrites ces lignes, attend la consolidation européenne.

Maastricht représente, comme l'a dit Jacques Chirac, un « petit pas dans la bonne direction ». Le manque serait inutile et stérile. Alors, va pour le « oui ». Nous aurons ainsi la satisfaction de servir réellement l'intérêt général par-delà des intérêts partisans ou passionnels puis, en mars 1993, nous donnerons à la France une majorité conforme à nos aspirations et à ses exigences.

Robert Grossmann est secrétaire national du RPR et conseiller régional d'Alsace.

COMMUNICATION

Alors que d'autres groupes sont intéressés

La maison mère de « l'Express » discute de son entrée dans le capital du « Point »

La Compagnie occidentale financière (COF), filiale spécialisée dans la communication du groupe Alcatel-Alsthom, qui contrôle l'hebdomadaire *l'Express*, a indiqué, jeudi 20 août, que des « discussions » ont lieu avec le *Point*, qui pourrait aboutir au rachat de participations minoritaires dans le capital de ce « news magazine ».

M. Bernard Wouts, président-directeur général du *Point*, et M^{me} Françoise Sempere, président-directeur général de la COF et, à ce titre, président-directeur général du groupe *Express* (*l'Express*, *Libre*, *Biba*), s'entrelient depuis plusieurs mois, de trois sujets techniques : l'harmonisation de leur attitude face aux centrales d'achat publicitaires ; la publication mensuelle des chiffres de diffusion qui doit être mise prochainement en place par l'Office de justification de la diffusion (OJD), et enfin l'entrée d'Alcatel dans le capital d'une filiale du *Point*, spécialiste dans la transmission électronique de pages couleur.

Ces discussions ont incité Alcatel, via la COF, à évoquer l'entrée de la COF dans le capital du *Point*. Trois actionnaires minoritaires de la société éditrice du journal, le groupe suisse Ringier (20 %), le quotidien *Sud-Ouest* et les Editions mondiales (10 % chacun), ne font pas mystère de leur volonté de se défaire de leurs parts. La COF pourrait donc acquérir un peu plus de 40 % du capital du *Point*. Mais l'accord n'est pas bouclé, M. Nico-

las Seydoux, actionnaire majoritaire (51 %) du *Point*, étant soucieux de garantir l'indépendance du journal. Au *Point*, on précise que ces discussions ne devraient aboutir que dans la seconde quinzaine de septembre, après la réunion des deux conseils d'administration, et que l'entrée de la COF dans le capital « ne constitue qu'une piste parmi d'autres ». Trois autres groupes industriels sont intéressés. Le groupe Bouygues, un temps en discussions, a décliné l'entrée dans le capital comme partenaire minoritaire.

La COF et le *Point* excluent toute fusion entre les deux titres, en cas d'accord, et préchent « la sauvegarde de l'identité rédactionnelle des deux hebdomadaires ». En revanche, dans un marché déprimé qui se traduit par un nouveau recul de 7 % des recettes publicitaires de la presse-magazine pendant le premier semestre, selon la Secodip, une société cofinçant les deux hebdomadaires et chargée de la fabrication et du commercial pourrait faciliter des économies.

Le *Point*, créé il y a vingt ans par une dizaine de journalistes et cadres dissidents de *l'Express* fête son anniversaire le 25 septembre. En 1992, le *Point* devrait dégager un résultat net positif, comme l'année dernière (8,3 millions de bénéfice pour un chiffre d'affaires de 350 millions).

Y. M. L.

Sous la protection des forces de l'ordre

L'imprimerie de Bernay décide de fabriquer les journaux de M. Ayache

Un numéro spécial en couleur regroupant les deux journaux de M. Alain Ayache, le *Meilleur et Spécial Dernière*, devait être fabriqué à trois cent cinquante mille exemplaires, vendredi 21 août, à l'imprimerie du groupe Meunier à Bernay (Eure). M. Bernard Meunier, directeur de l'imprimerie, déclare « pouvoir désormais honorer le contrat conclu avec M. Ayache », après avoir reçu des garanties du ministre de l'Intérieur « pour la protection des personnes et des sites menacés par le Syndicat du Livre CGT ».

L'imprimerie avait été récemment occupée par le Livre CGT et des dégradation y avaient été commises. Le Livre voulait ainsi protester contre la décision de M. Ayache de quitter l'imprimerie parisienne Offprint, et M. Meunier, compte tenu des risques, avait alors renoncé à imprimer ces jour-

naux (le *Monde* du 13 août). Ces derniers étaient fabriqués en Belgique et au Danemark.

Ce numéro spécial, en plus des pages hippiques habituelles, comprendra des révélations sur le conflit qui oppose M. Ayache au Livre CGT. « C'est, dit-il, la réponse que je fais au Syndicat du Livre qui veut m'empêcher de choisir librement mon lieu d'impression. (...) Je me bats pour faire respecter la liberté de la presse dans la plus stricte légalité et j'espère que le bon sens l'emportera ». Le Comité intersyndical du Livre parisien CGT (CILP) affirme, quant à lui, vouloir « privilégier la méthode de négociation par rapport à toute autre solution » et dénonce « certains qui continuent à prôner l'épreuve de force et espèrent utiliser les mesures répressives comme solution unique ».

Le Monde

Aujourd'hui 1 620 F
au 1^{er} octobre 1 890 F

**ABONNEZ-VOUS
AVANT LA HAUSSE**

OUI, je m'abonne au *Monde* pour la durée suivante :

□ 1 an : 1 620 F, soit une économie de 564 F par rapport à l'achat au numéro.

□ 6 mois : 890 F, soit une économie de 202 F par rapport à l'achat au numéro.

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Votre règlement :

□ Chèque joint.

□ Carte bleue n° _____

Date : _____

et signature obligatoires

Bon à renvoyer impérativement avant le 30 septembre à :
« LE MONDE », Service abonnements,
1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine Cedex.

Sur Minitel 3615 LEMONDE, code ABO

LE DIMANCHE A MIDI SUR ANTENNE 2

23 Août

Marie-France GARAUD
Non à Maastricht

Rediffusion à 1 heure du matin

JUSTICE

La tension dans les prisons

Le garde des sceaux annonce la création de 730 emplois dans l'administration pénitentiaire

Les discussions engagées jeudi 20 août entre les syndicats des personnels pénitentiaires et le ministère de la justice se sont achevées vendredi 21 août, à 1 heure du matin. Le relevé de conclusions prévoit la création, dans le budget 1993, de 730 emplois et une augmentation de 100 % de l'indemnité pour charge de détention créée à l'automne dernier. Les syndicats présents, qui jugent ces mesures « plutôt satisfaisantes », consulteront leurs sections avant de se prononcer, mais l'Union fédérale autonome pénitentiaire (35 % des surveillants), qui n'a pas participé aux discussions, juge ces propositions « très insatisfaisantes ». François Caron, le surveillant principal assésiné à Rouen par un détenu, devait être inhumé vendredi 21 août dans la région de Dieppe.

Au tour de la grande table ronde dressée place Vendôme, au ministère de la justice, il n'y avait qu'un absent : l'Union fédérale autonome pénitentiaire. Dénonçant le « rendez-vous spectacle » du ministre, l'UFAF, qui a obtenu plus de 25 % des voix lors des dernières élections professionnelles, avait annoncé, dans la matinée qu'elle ne discuterait pas avec une administration « discréditée ». « Nous avons demandé des propositions écrites et chiffrées avant toute réunion, expliquait le secrétaire général de l'UFAF, M. Gilles Sicard. Elles ne nous sont pas parvenues. Ce sont des discussions stériles auxquelles nous ne devons pas participer. »

Tous les autres syndicats des personnels pénitentiaires étaient présents : Force ouvrière (1) (32 % des voix), FUSP-CGT (11 %), l'Union de syndicats pénitentiaires

(10 %), la CFDT, et le Syndicat national d'éducation et de probation (SNEAP). Présidé par le garde des sceaux, M. Michel Vauzelle, la réunion a eu lieu, selon les syndicats, dans une ambiance « sereine et saine ». La CGT avait décidé de ne pas se rendre au rendez-vous de l'après-midi, mais les participants ont poursuivi les discussions jusqu'à 1 heure du matin.

Le ministre de la justice résumait alors les principaux points de la discussion : après arbitrage, dans la soirée, de M. Pierre Bérégovoy, le chiffre de 530 créations d'emplois dans l'administration pénitentiaire initialement retenu par le budget 1993 sera porté à 730, un chiffre qui comprend les

200 emplois en « surnombre » accordés à l'administration pénitentiaire dans le cadre du budget 1992. Ces recrutements comprennent 30 emplois de personnels socio-éducatifs et au moins 100 postes administratifs et techniques, ce qui devrait faciliter le retour en détention des surveillants affectés, faute d'effectifs. L'indemnité pour charge de détention créée à l'automne dernier à la suite d'un premier mouvement des surveillants bénéficiera en outre d'une revalorisation de 100 % à partir du 1^{er} janvier 1993. Sera enfin créé un Conseil supérieur de l'administration pénitentiaire chargé d'améliorer la concertation avec les personnels.

En matière de sécurité, le mini-

stère de la justice propose de réviser la classification des établissements, de remettre à plat les régimes de détention actuels, de réformer le régime disciplinaire des détenus, et de revoir les circulaires concernant la prise en charge des détenus particulièrement signalés (DPS). Ces décisions s'accompagnent de mesures qui améliorent la sécurité en détention : les portes de sortie des ateliers de travail seront équipées de portiques permettant de détecter les objets métalliques ; un programme pluriannuel permettra de doter chaque surveillant d'une alarme individuelle de poche ; et les petites maisons d'arrêt, qui, la nuit, ne comptent que deux surveillants – un à la porte et un en détention – seront désormais gardées par trois surveillants. « Pour

cela ne prendra effet que si l'ordre revient dans les prisons, conclut M. Vauzelle. C'est un immense effort de la part du gouvernement. » Les syndicats s'en remettent aujourd'hui aux adhérents. Le relevé de conclusions rédigé dans la nuit a été diffusé dans les établissements afin de recueillir l'avis des sections. « Il s'agit d'acquis non négociables », souligne toutefois M. Rudolf Hugues, l'un des représentants de Force ouvrière. Ils sont, bien sûr, en dessous de nos exigences, mais nous avons constaté des efforts. Les personnels jugent. » Un premier pas symbolique a été franchi à la maison d'arrêt Bonne-Nouvelle de Rouen, la prison où le surveillant principal a été tué : dans un protocole d'accord signé avec l'administration pénitentiaire, les syndicats de la prison se sont engagés à reprendre le travail samedi 22 août, dans la matinée. La seule incertitude reste l'attitude de l'Union fédérale autonome pénitentiaire : le syndicat majoritaire, qui n'a pas participé aux discussions, affirme juger ces négociations « stériles et infamantes ».

La situation dans les prisons restait toujours tendue, jeudi 20 août : neuf détenus de la maison d'arrêt de Besançon (Doubs) sont morts sur les toits après avoir refusé de regagner leurs cellules à l'issue de la promenade, et les forces de l'ordre sont intervenues à Bois-d'Arny (Yvelines) et à Fleury-Mérogis. La journée de vendredi devait cependant être consacrée au deuil : Francis Caron, qui a été cité mercredi à l'ordre de la nation, sera inhumé dans l'après-midi à Dieppe, dans la région de la plaine (Seine-Maritime).

ANNE CHEMIN

(1) Étaient représentés les personnels de surveillance et les personnels de direction, les représentants des personnels administratifs de Force ouvrière n'ayant pu se rendre à temps au rendez-vous de la place Vendôme en raison d'un retard de train.

Un surveillant à la Santé

« Maîtriser sa peur »

« On peut avoir peur des agressions verbales quotidiennes, pour d'incidents plus graves à chaque instant, et malgré cela, toujours se considérer comme le premier maître de la rééducation », surveillant depuis six ans à la prison de la Santé (à Paris), Eric, trente et un ans, grand, barbu, capote sa mission comme un service public. Elle commence par la « maîtrise de la peur ».

À la Santé, comme ailleurs, l'insécurité des effectifs pèse sur les conditions de travail quotidiennes. Le personnel pénitentiaire, certes, ajoute des heures supplémentaires à un salaire mensuel déjà augmenté d'une prime de sécurité – soit un total de 6 800 francs pour un surveillant débutant, 10 000 francs en fin de carrière. Mais ce surplus de travail échappe quasiment toute décharge de fin de semaine. Che-

que rotation hebdomadaire dure en réalité six jours, et, dans ce cycle rythmé 3x8, le jour de repos sert à récupérer du dernier service de nuit.

La surmenage fait donc de la vie familiale. La majorité des gardiens ont moins de trente ans et certains habitent à plus de 100 kilomètres de Paris. Ils se plaignent de ne voir leur famille qu'un week-end sur six. « Cela ne laisse pas beaucoup de temps pour préparer les concours », ajoute Eric. « J'ai réussi celui de premier surveillant, mais tous ne peuvent pas le passer. »

Autre conséquence, les menaces pour la sécurité. Comme leurs confrères de la maison d'arrêt de Rouen, d'où est partie la crise, les gardiens de la Santé ne peuvent pas toujours former des équipes de deux pour le sondage des barreaux. « Normale-

ment, on ne doit pas entrer dans les cellules avec les clés, explique Eric, c'est interdit. Mais quand on est seul, on est bien obligé. » Face au comportement de certains détenus, il dénonce le laxisme dans le domaine des sanctions disciplinaires, mais reconnaît aussitôt qu'une grande partie des incidents est liée à la surpopulation carcérale. On trouve parfois quatre prisonniers par cellule.

Devant la prison bloquée par les forces de l'ordre, les grévistes de la Santé discutent de la marche à suivre. « C'est vrai qu'on n'aurait peut-être pas fait grave s'il n'y avait pas eu le mort de notre collègue de Rouen, dit Eric, mais justement, cela nous donne une occasion de montrer que l'on ne peut pas continuellement faire le travail pour deux. »

G. C.

croisances, où l'on retrouve le christianisme, mais aussi les antiques religions païennes, la psychanalyse, le mysticisme oriental et même l'animisme (5).

Cette fascination pour les conduites magiques, les attitudes pléistes ou syncrétiques, les rites de désenchantement et de guérison n'est pas purement folklorique. Elle traduit sans doute la crise des Églises historiques. Depuis une trentaine d'années, il n'y a plus de vicaires dans les banlieues, de

certitudes doctrinales, les références objectives, normatives et morales.

Si la foi chrétienne est une adhésion intellectuelle à un mystère, le Nouvel Âge propose une démarche radicalement différente : il ne faut croire que ce que l'on a soi-même expérimenté. « C'est vrai si tu le sens, disent ses porte-parole. Et peu importe ce que tu crois, du moment que cela marche pour toi. » Ce religieux sauvage, écrit Tony Anatrella, psychanalyste, est « l'expres-

de la sécularisation, l'organisation du temps scolaire, l'esprit étroitement laïque d'une partie de l'école publique, qui auraient contribué au recul de la culture religieuse et au progrès de la crédulité. « La majorité des jeunes de moins de vingt-cinq ans n'ont plus de références judéo-chrétiennes fermes, ni pour y adhérer, ni même, c'est nouveau, pour les contester », dit le Père Hippolyte Simon, auteur d'un document remarqué pour l'épiscopat français (7).

Aujourd'hui dans le cabinet des psychanalystes, les névroses, les délires sont toujours renvoyés à des interventions extérieures : un voisin qui jette des sorts, un démon, un Dieu représenté sous des traits terrifiants et vengeurs. Ce refus de la responsabilité personnelle et aux lois du hasard, l'angoisse devant l'avenir sont, bien les ressorts de ce néo-paganisme sublimant.

Sans expérience religieuse réelle, les valeurs d'une société, écrit Paul Ricoeur, sont comme « des fleurs coupées dans un vase » (8). Cette montée de l'irrationalisme menacerait-elle les fondements de l'éthique collective ? « N'ayant jamais ouvert la Bible, comment les jeunes pourraient-ils deviner que la question ancestrale, celle de Caïn – « Suis-je responsable de mon frère ? » – peut appeler une réponse positive ? », explique Hippolyte Simon. N'est-elle pas le prétexte à des emballages politiques, dont témoignerait le léninisme ? « C'est la tendance spontanée du paganisme qui de sacrifier les pouvoirs politiques et c'est ce que refusent, précisément, tous les prophètes oubliés de la Bible. »

HENRI TINCO

(2) Le premier colloque en avril 1992 à l'initiative de la faculté d'anthropologie et de sociologie de Lyon. Le deuxième, les 25 et 26 septembre, à Bagnoles-de-l'Orne.

(3) Selon une enquête du service Études de Bayard-Press et de l'institut Faits et Opinions, discutée au colloque de l'Association française de sociologie religieuse, en février 1992, sur les jeunes et la religion.

(4) Dans un numéro spécial de la revue Cahiers pour croire aujourd'hui, mai 1992, 14, rue d'Assas, Paris-6.

(5) Sa dernière traduction à paraître au Cerf s'intitule : Les animaux ont-ils une âme ?

(6) Dans un article intitulé : « Les religions de la mère ou la tentation fusionnelle », extrait d'une revue juvénile, Christianisme, avril 1992.

(7) Documents-Épiscopat sur les vocations, mai 1992, 106, rue du Bac, Paris-7.

(8) Dans Du sacre à l'action, au Seuil.

Paganisme, le retour

Suite de la première page

La question fait l'objet de savants colloques sur « le satanisme et l'occultisme dans les sociétés contemporaines » ou sur « la possession » (2) et alimente même la rubrique des faits divers. On se souvient du drame de Faltot en Polynésie, où, en 1987, six villageois avaient été brûlés vifs après l'arrivée sur l'île de trois prêtresses se revendiquant du Renouveau charismatique. Depuis, au moins deux meurtres rituels ont été commis au nom d'une « mission divine » en 1991, non pas dans des villages à l'écart du monde, mais à Strasbourg et à Montpellier (le Monde du 1^{er} octobre 1991). Et, début août, un disciple de Krishna, à Nice, a incendié une librairie pour la « purifier de ses effluves magiques ».

Le cabinet des exorcistes, charismatiques ou appointés par l'Église catholique, ne désemplit pas, comme celui des radiesthésistes. Dans un bois parisien, on a récemment détecté les restes d'un rite sacrificiel vaudou. Pour faire face à l'inflation des prières et rituels de guérison, prospèrent les marabouts africains, les faux prêtres, voire les faux évêques comme ceux du Fréchoy en Lot-et-Garonne, qui ont été traduits en justice.

Le « bazar » du Nouvel Âge

Si la littérature ésotérique compte déjà une centaine d'éditeurs, si on s'est attaché Le Pendule de Foucault d'Umberto Eco, que dire de la floraison des astrologues, des voyants, des cabinets d'étude de thèmes astraux, des Minutels proposant des consultations à distance ou des horoscopes spécialisés (amour, santé, affaires) ? Selon un sondage SOFRES de 1989, 40 % des Français croient aux différences de tempérament par les astres et, rien n'est venu démentir une précédente enquête du début des années 80 selon laquelle un Français sur cinq croit à la réincarnation.

Jamais les jeunes n'ont autant parlé de sorcellerie, de jeux de hasard, d'astrologie, de spiritisme, rapportent des enseignants et des

adultes. 38 % des adolescents de douze à quinze ans croient à la transmission de pensée et 13 % à la réincarnation. Si 29 % admettent l'existence de Dieu, la grande majorité – 56 % – croit « en quelque chose, mais je ne sais pas quoi » (3). Ce flot d'écoulement des phénomènes de « réveil » charismatique ou pentecôtiste, mais fait toute leur place aux croyances magiques ou parallèles.

Cette génération est « en mal d'héritage », résume Luc Faryd, jésuite (4). Elle est étrangère aux débats d'Église. Elle n'est pas anticléricale comme celle de ses parents, mais est séduite par « les solutions toutes prêtes et les répétitions pieuses ». Elle est mère pour les stages du Nouvel Âge, qui, ont été encensés, ont attiré en France des centaines de païens. D'un niveau culturel et social élevé (la facture y est lourde), ils apprennent, par des techniques mentales et corporelles, à dépasser les limites de leur « état de conscience », à développer leurs « facultés sensorielles », à maîtriser leur énergie vitale en vue d'une « auto-guérison » ou d'un « réveil ».

Étude des cristaux, bioénergétique, moxibustion (une technique de perfectionnement tarifée 9 000 F par semaine dans la région toulousaine), channelling (mise en place de « canaux » intérieurs pour faire passer en soi l'énergie universelle), utilisation de l'énergie des mains et de la lumière blanche, rééquilibrage des « chakras » : il y a du bon et du moins bon dans ce « bazar » du Nouvel Âge, que ses contempteurs présentent comme une gentille escroquerie et ses adeptes comme la religion universelle du XXI^e siècle, synthèse de toutes les autres, non-violente et cosmique.

Un défi aux Églises

Dans un tout autre genre, le succès fondamental des œuvres du théologien Eugen Drewermann – en Allemagne plus qu'en France où il commence à être traduit – n'est pas sans rapport avec ce mélange hétéroclite des repères et des

moins en moins de prêtres dans les paroisses, les cantons ruraux. Après avoir assésé, des décennies durant, des certitudes toutes faites, rarement éprouvées par les fidèles, la catéchèse moderne (qui touche quatre enfants de l'âge du primaire sur dix) privilégie une pédagogie plus inductive, sans doute mieux adaptée, mais au détriment d'un savoir systématique et structuré.

Les pratiques missionnaires des Églises sont elles-mêmes en pleine révision. Elles s'adressaient hier à des acteurs de la société marqués par la sécularisation et l'incroyance (« Réformons chrétiens nos frères »). Elles doivent faire face aujourd'hui à une religiosité diffuse, à un « zapping » angoissé entre les propositions de bien-être et de sens, à un besoin de thérapeutiques immédiates, miraculeuses, ignorant les

sion d'un narcissisme dominant qui privilégie les émotions, la dépendance aux leaders charismatiques, l'effusion, l'immédiateté de la présence divine, la croyance sans trop de raisons et l'imaginaire au détriment de la parole. Les sectes, comme certains mouvements de spiritualité, sont des religions du narcissisme totalitaire (6).

Les fondements d'une éthique collective

Mais l'Église est-elle seule responsable de cette régression culturelle ? Les autres modes de transmission de valeurs et des héritages, comme l'école ou la famille, la science et la médecine également traversées de doutes, n'en sortent pas indemnes. Certains hommes d'Église se font fort à présent de dénoncer les excès de la raison et

Stéphane Delabrière placé en hôpital psychiatrique

« Troubles du comportement »

Stéphane Delabrière, le détenu de la maison d'arrêt Bonne-Nouvelle de Rouen qui avait mortellement blessé un surveillant principal à coups de barre de fer lors d'une inspection des barreaux de sa cellule, samedi 16 août, a été placé jeudi 20 août, par décision du préfet du département du Val-de-Marne, à l'hôpital psychiatrique Paul-Graud de Villejuif (Val-de-Marne). Il a ainsi quitté la maison d'arrêt de Fresnes où il séjournait depuis son transfert précipité de Rouen, dans la nuit de mardi à mercredi.

Stéphane Delabrière, qui avait décapité un clochard en novembre 1991 avant de s'accuser du meurtre d'une greffière égarée un an et demi auparavant, avait fait l'objet de deux rapports d'expertise psychiatriques à la demande des deux juges d'instruction saisis de ces dossiers au mois de décembre 1991. L'objet de ces rapports était de décrire l'état psychiatrique du détenu, mais aussi d'éclairer le juge d'instruction sur son état mental au moment des faits. S'il avait été « en état de déraison au temps de l'action » ou « contraint par une force à laquelle il n'a pas pu résister », l'inculpé serait tombé sous le coup de l'article 64 du code pénal, qui supprime toute possibilité de sanction pénale. Stéphane Delabrière aurait alors été placé – sans limite de durée – en hôpital psychiatrique.

Daté du 13 avril 1991, le premier rapport remis au juge d'instruction recommandait un placement en hôpital psychiatrique dans une « unité pour malades difficiles ». Le juge d'instruction du Havre recevait cependant, trois semaines plus tard, un second rapport, daté, lui, du 7 mai, qui estimait que Stéphane Delabrière était « accessible à la sanction pénale » et qu'il ne tombait donc pas sous le coup de l'article 64. Une troisième expertise avait donc été demandée. Délais et attentes s'étaient accumulés, et cette troisième expertise était en cours au moment du drame.

Manque d'effectifs

Conformément à la réglementation, ces rapports n'avaient pas été transmis à la direction de la maison d'arrêt Bonne-Nouvelle de Rouen, mais celle-ci avait été avertie de la dangerosité de Stéphane Delabrière. Avant son arrivée dans cet établissement, il avait été incarcéré à la prison du Havre, où plusieurs incidents avaient eu lieu. Stéphane Delabrière avait notamment rempli son lavabo d'eau puis déversé la prise d'électricité avant d'être interrompu par un surveillant. On avait ensuite découvert sous sa montre un morceau de lame de rasoir qu'il disait vouloir utiliser contre lui lorsqu'il en « aurait marre ». Les rapports rédigés à l'époque par les surveillants sur ces deux incidents concluaient cependant plus à des tentatives de suicide qu'à des tentatives d'agression.

À la maison d'arrêt de Rouen, Stéphane Delabrière, qui était suivi par un psychiatre du service médico-psychologique de Rouen, était en cellule seule, au rez-de-chaussée, mais il n'était ni en quartier disciplinaire ni en quartier d'isolement. En vertu d'un classement « interne » de la prison, il était étiqueté « troubles du comportement » mais il ne faisait pas partie de la quinzaine de détenus classés « risques majeurs » de la maison d'arrêt Bonne-Nouvelle. Il n'était pas non plus classé détenu particulièrement signalé (DPS) – la maison d'arrêt en comptait un seul, – mais il faisait l'objet d'une note de service qui insistait sur sa dangerosité et prévoyait, pour tout déplacement dans la prison, l'accompagnement d'un gradé et de deux surveillants. Les manques d'effectifs n'ont pas permis de respecter cette règle, notamment lors de l'opération de « sondage » des barreaux au cours de laquelle Francis Caron, qui était seul, a été tué.

A. C.

S A N S V I S A

Rabelais

« Trop rares sont les endroits où un livre et sa terre se confondent. » En Touraine et surtout en Vendée, parcours chez Rabelais en compagnie de l'écrivain François Bon, qui propose une nouvelle lecture de l'auteur de Pantagruel.

C'EST de son installation sur un oratoire ancien que la maison natale de François Rabelais tient son appellation de Devinière. L'intuition dont elle a fait preuve en abritant l'inventeur d'une langue et d'une écriture est à lui compter en sus. D'autant que l'homme a fait mieux que relayer les dires d'avenir : il a alimenté celui-ci, en lui offrant la source intarissable où viendraient s'abreuver les plus assoiffés des possédés du verbe. A quelques contemporains près. Flaubert : « Voilà la grande fontaine des lettres françaises ; les plus forts y ont puisé à pleines tasses » ; Chateaubriand : « Rabelais, génère-mère de la langue française ».

Du sanctuaire, La Devinière a adopté la tenue contemporaine de musée. Elle rassemble, enroule, autant dans des attentions aux-quelles aucun siècle n'a échappé que dans leurs contradictions mêmes, ce qui converge d'enthousiasme militant et d'éclat mesuré vers l'abbaye de Maillezeaux, portraits, publications et illustrations, dans un paysage qui, d'être découvert d'un intérieur incontestable, paraît ne pouvoir être démenti ni par l'auteur ni par ses personnages. Autant de hors-textes qui, pour toutes assurances, ne font que lever quelques interrogations nécessaires.

Le portrait, par exemple. Est-ce suite d'une autorité aussi incontestée que celle d'un Diderot disqualifiant tout Erasme ultérieur ? On n'a jamais cessé de peindre (graver, dessiner, sculpter) Rabelais. Rapidement, au prétexte d'une gravure fruste, on a refusé de reconnaître son visage osseux et austère au front haut, sa lippe discrètement ironique, son œil clair, rond, un peu les et fût lon, hors d'attente. On allait s'activer pour que l'homme de La Devinière échappât à ce Rabelais-là, qu'on ne trouvait pas assez « rabelaisien », qu'il se mit à respirer ces vertus « françaises » qu'on voulait lui voir vendre : la gaucherie et la table.

Les fidèles allaient le « budifier », le « calviniser », le « volturiser », le « balzacifier ». Les autres, l'ignoraient, n'ayant de cesse d'arrondir ses traits. On aurait identifié les sources successives de cette normalisation, l'invention d'un Rabelais pour tous, comme à Saint-Sulpice. Joie des conventions. Devant la réalité nite, les portraits ouvertement imaginaires peuvent s'écarter en majesté, comme celui offert par Matisse, homme vrai d'un intime, aussi peu railleur que celui de Picasso versant au culte de Staline.

Quant au paysage, on le verra s'installer en métaphore des avatars du texte rabelaisien. On proclamera, comme tel guide, qu'il « n'a guère changé depuis maître François. Au fond, le château du Coudray-Montpensier (XV^e) domine la région de sa silhouette médiévale », focalisant sur un repère incontesté pour étendre la partie au tout. Alors qu'entre La Devinière (où Rabelais naît en 1494) et l'abbaye de Scailly (où il va faire ses classes) le remembrement a dissous les reliefs séculaires pour livrer des hectares ininterrompus à ces nouveautés : le maïs, le tournesol, et, dernièrement, le melon.

Tout comme on pratique à coups de morceaux choisis une lecture de rapport, le rendement s'est emparé des sols. Avec sa mutation publicitaire en Rabelaisie, c'est la contrée entière qui entend récolter désormais cet hybride nouveau : du rabelais. Le Chiconnais a investi dans l'imposture. Son succès, qui n'est malheureusement pas à écarter, risquerait de voir se lever bientôt une Flaubertie, en atten-



La Devinière, maison natale de l'écrivain, en Indre-et-Loire.

mier platane. Pour quelque temps encore absent des itinéraires-clichés rabelaisiens, ce haut lieu semble d'autant plus secret d'être si paisible. Au-dessus des terrasses vertes cascades vers l'étroite Longèves (affluent de la Vendée), demeure une robuste tour qui paraît marquer la solidité, la durabilité, de l'attachement des deux hommes. Rabelais ne reviendra-t-il pas s'y réfugier en 1535 de crainte de représailles après son *Gargantua* ?

Entre Vendée et Sèvre niortaise, François Bon est ici chez lui, en terre (et en eau) d'enfance. Il lui a arraché son dernier roman, *L'Enfermement* (1), et a parcouru chaque kilomètre de ses canaux et de ses routes, certaines au tracé quasi inchangé depuis que Rabelais les affrontait à dos de mule. De Damvix, dans le Marais poitevin, où son grand-père, instituteur, serait en sa bibliothèque un Rabelais sorti des tranchées, l'« on conservait cette espèce d'abbaye de Maillezeaux à vue d'œil, et ce nom de Rabelais qui y était lié ». L'enfant en conclut que « s'il existe des livres c'est parce que quelqu'un les écrit. Associant, avant même de l'avoir lu, le nom de Rabelais à l'idée de faire des vers ».

A Angers, l'ado cent demeure six ans interne à l'école des arts et métiers. Son lit est dans l'ancien dortoir des moines et sa table d'études dans le cloître de ce qu'il découvrirait être le couvent jumeau de celui de La Baunette où Rabelais fut envoyé au sortir de Scailly. Alors, d'avoir « traversé les mêmes conditions » que Rabelais, il tire « le sentiment que le regard porté sur la vie et sur l'enfance tient à ce moment où l'on n'échappe peut-être pas à un enfermement, mais à une collectivité aux lois très serrées ». Au-dehors, des inflexions le touchent, lorsqu'il vend des journaux dans les bourgades et les fermes isolées du Saumurois et du Chiconnais : celles de la « prononciation patoise », où il retrouve « une structure complètement classique du français, dans une langue extrêmement pure ».

En 1983, à Paris, après l'expérience de son premier roman, *Sortie d'usine* (2), il reprend tout Rabelais. En tête, l'idée de « retrouver un endroit fondateur de la littérature », la surprise bientôt de « découvrir que cette phrase ancienne qui paraît si loin de nous n'était autre que le parler familial, le patois que j'entendais quotidiennement », et une énigme : « son côté hypnotique ». « Il y a cette espèce de flottement dans le rythme des mots ou dans les images qui fait qu'on les garde vraiment en tête, dit-il. Ces livres ne travaillent pas tant par le sens que par cette qualité d'hypnose qui a à voir avec notre parler local. Si on lit Rabelais ici, ou si on le fait lire à des gens d'ici, à haute voix, ça tombe tout seul, presque dans la manière des chansons locales ». Le premier pays de Rabelais, c'est sa langue.

« Il y avait quelque chose de très important pour moi qui se jouait dans le fait que c'était une langue d'enfance. J'avais l'impression de bénéficier d'un privilège d'accès direct au texte. » Le sentiment d'élection se double de la perception accrue d'une immense injustice, pis : d'un glâcis. Que les richesses de cette « machine musicale » aient trop souvent disparu sous l'épaisseur d'une glose inversement proportionnelle au nombre, à la qualité, de ses lecteurs réels. « On a tous une idée de Malherbe, ou de Balzac, comment en avoir une du Quart Livre lorsqu'il n'est même pas disponible en livre de poche ! »

De notre envoyé spécial
Jean-Louis Penlier
Lire la suite page 11

le vendangeur de mots

dant une Proustie (de culture plus délicate) et ainsi de suite. A quoi bon lire Rabelais quand une demi-journée d'autocar permet de le « faire » ? L'un des intellectuels les plus complets de son temps, dont chaque ouvrage est encyclopédie, amenant ses lecteurs aux bords extrêmes des univers connus, est réduit à la dimension d'un terroir — au demeurant fort estimable.

A suivre François Bon (né en 1953), l'un des romanciers les plus exigeants de la jeune génération, dont le chemin croisant celui de Rabelais est devenu lent cheminement de compagnie, début pied à pied, c'est texte en main, fort du réel, que l'on doit oser renverser les propositions et regarder au présent : « Le géant [Gargantua] est toujours ici, il passe la tête à l'exact endroit de Thélème. Où commence la forêt, avec ses échelles de fer, sous les vapeurs blanches des échangeurs thermiques, le haut des énormes cubes, en gris : la centrale nucléaire... »

Le reste n'est affaire ni de fléchage, ni de recatés « d'époque », ni de costumes « médiévaux », mais d'une attention sans complaisance : « Trop rares sont ces endroits où un livre et sa terre se confondent, écrit François Bon. [A La Devinière] comme à L'Herménault ou Maillezeaux, l'écart et l'abandon sauvent ce qui n'aurait pas dû l'être : rien ne survit du Paris de Rabelais, que se tombe. Il faut élever l'inqualifiable sentiment : qu'à de certains endroits, ce n'est pas le monde vrai qu'on regarde, mais l'idée qu'un livre nous en a donnée. A ce prix, on peut peut-être parler d'un réalisme

de Rabelais : s'il remplace le monde vrai par la force d'un livre ».

Lois de Rabelaisie, le bas Poitou, où Rabelais d'ailleurs séjournera sensiblement plus longtemps qu'en Touraine, marque la suite et la fin de son enfermement. Fontenay-le-Comte est alors, avec Poitiers, un pôle intellectuel national. Fief humaniste, la cité abrite Pierre Lamy, — avec qui Rabelais pratiquera le grec et correspondra avec Guillaume Budé, — le juriste Tiraqueau, et, plus tard, ce François Viète, l'un des fondateurs de l'algèbre, introducteur des variables et de la notation des puissances — inséparable du développement de l'imprimerie. Sur la région (et les idées) plane le puissant Geoffroy d'Estissac, évêque de Maillezeaux, qui libérera Rabelais des tentilles franciscaines en le prenant à son service, puis le fera entrer dans la suite de Jean du Bellay. Direction Rome.

Geoffroy d'Estissac ne séjourne guère dans son grand-œuvre de Maillezeaux, et Rabelais encore moins, qui n'y fut jamais même, bien qu'on y montre son « cachot ». Les pierres ayant échappé au zèle fortificateur d'Agrippa d'Aubigné un demi-siècle plus tard n'en ont pas moins permis de bâtir une sorte d'ancrage aussi efficace que symbolique de Rabelais dans ce qui était alors presque. Mais son ancrage réel est à rechercher quelques kilomètres plus au nord, dans le château familial où l'été ramenait Geoffroy d'Estissac, à L'Herménault.

C'est là où Rabelais écrit à son bienfaiteur, là où il lui fait parvenir de Rome ces graines nouvelles — là où, peut-être, grandit le pre-

CUBA CHOC 4.990 F.

OFFRE SPECIALE SUR LE VOL DU 6 SEPTEMBRE

HOTEL RANCHO LUNA

Offre spéciale :
pour le prix d'une semaine (8 jours, 6 nuits), nous vous offrons la deuxième semaine, gratuite, selon disponibilité.
*Inclus : vol, séjour plage, transfert aéroport-village-aéroport

POUR EN SAVOIR PLUS, FAITES 3615 OT. CUBA
TÉLÉPHONEZ AU (1) 44 79 00 66
OU CONTACTEZ VOTRE AGENCE DE VOYAGE



(1) Verdier, 108 p., 68 F.
(2) Editions de Minuit, 160 p., 45 F.

En terrasse



POUR une raison énigmatique, l'écrivain F. décida d'aller choisir loin l'épigraphie de son essai sur les terrasses de café parisiennes : « Je crois que je ne verrai jamais une vache sans pouvoir résister à l'envie de tresser une phrase autour du malheureux animal. » Il l'avait extraite du roman de Jim Harrison, *Faux Soleil*. Il chercha pourquoi, finalement trouva : il était le dernier écrivain à travailler à une terrasse de café à Paris.

Un peu comme le dernier des Mohicans. Les autres regardaient, étaient des touristes ; ils n'écrivaient pas, ils envoyaient des cartes postales, griffonnaient dans des journaux. On leur avait appris que les Parisiens étaient particulièrement... Quoi ? F. voulut noter ce stéréotype, se mélangea entre trois ou quatre idées différentes. Redit un sourire mécanique à la petite Anglaise qui devait penser que ce Parisien n'était pas typiquement parisien.

Il était la grenouille qui annonçait une météo erronée.

L'Anglaise (« sortie tout droit du dernier Duras », avait-il écrit) lui dit qu'elle était... « une Américaine, du Middle West... Yes ». Elle avait lu les livres de « Scott Fitzgerald, John Taylor et les autres ». F. se frotta les yeux. La petite Américaine l'acheva : « Nous sommes à Paris pour un spectacle d'éléphants roses. »

Pour une raison désormais obscure, F. décida de troquer son *Ethnologie de la terrasse* contre un *Roman de la terrasse*. Il travaillait en un lieu dont, en y réfléchissant bien, il pensait le plus grand mal : c'était le bistrot du coin, pas beaucoup de places, quatre à dix tables, parfois une table de chaque côté de l'entrée, une pour lui, une pour tel inconnu, qu'il attendait longtemps. Bruits, air pollué, à se demander pourquoi les gens venaient là, soi-disant prendre l'air. Là, l'air.

F. décida d'appeler le livre *Roman*.

La suite de l'histoire est comique. A une terrasse de Belleville, il vit passer, ouvrit de grands yeux, la bouche, comme d'habitude il avait très peu bu, il vit passer deux éléphants. Ils avaient de grandes oreilles, des petites trompes, et ils étaient roses. L'accompagnateur des pachydermes répétait aux badauds ahuris : « Vous savez, c'est pour les studios, vous savez, la télévision... »

F. suivit les éléphants, histoire de vérifier où ils allaient. Il prenait des notes en marchant. Il avait mis son carnet dans sa poche de blouson, écrivait la main dans la poche. Afin de mieux passer inaperçu : lunettes noires, déguisement de détective. C'est ainsi qu'hommes et bêtes atterrirent rue des Alouettes, à la SFP, la Société française de production.

Quand F. s'aperçut de la présence de l'Américaine, il se cabra, se fâcha contre lui-même, rebrousse chemin, coupa par la rue Malher et rue Saint-Antoine. » F. avait atteint l'âge où il n'avait plus aucune chance que le chauffeur pensât qu'il fut élève du lycée Charlemagne, élève non, prof oui, proviseur peut-être... Bref, rien qu'à l'idée d'imaginer qu'un jour... un jour, peut-être, toutes les terrasses pourraient être interdites à Paris, en France, dans le monde, F. frémit. Il pensa à sa fille qui l'attendait au centre aéré.

Il se souvint des terrasses de Montréal, au Québec, rue Saint-Denis : on dispose les chaises autour de la table, on se fait face, on parle, on se regarde, on regarde les autres... Et les terrasses de Strasbourg, de Tel Aviv, les terrasses... Il pensa au midi de la France, à Pagnol... Qu'est-ce donc cette activité qui consiste à s'asseoir devant la rue et à regarder les éléphants passer ? F. sortit du taxi, sauvé de l'horreur de l'inexistence des terrasses à Paris.

F. prit un taxi : « A Saint-Paul, s'il vous plaît, dans le Marais. Au métro Saint-Paul. Au Dôme Saint-Paul, plus exactement. Angle rue Malher et rue Saint-Antoine. » F. avait atteint l'âge où il n'avait plus aucune chance que le chauffeur pensât qu'il fut élève du lycée Charlemagne, élève non, prof oui, proviseur peut-être... Bref, rien qu'à l'idée d'imaginer qu'un jour... un jour, peut-être, toutes les terrasses pourraient être interdites à Paris, en France, dans le monde, F. frémit. Il pensa à sa fille qui l'attendait au centre aéré.

Il se souvint des terrasses de Montréal, au Québec, rue Saint-Denis : on dispose les chaises autour de la table, on se fait face, on parle, on se regarde, on regarde les autres... Et les terrasses de Strasbourg, de Tel Aviv, les terrasses... Il pensa au midi de la France, à Pagnol... Qu'est-ce donc cette activité qui consiste à s'asseoir devant la rue et à regarder les éléphants passer ? F. sortit du taxi, sauvé de l'horreur de l'inexistence des terrasses à Paris.

Avec sa fille, il alla brûler un cerise à l'église Saint-Paul. C'était la première fois. Ils prirent la porte de gauche, puisèrent une autre cerise, puis une autre, jusqu'à la gauche. La petite dut grimper sur

un tabouret pour attraper le cerise. Papa mit les sous dans le trou, demanda : « Tu ne l'allumer toute seule, ma chérie, t'es d'accord ? » Elle était d'accord.

« Papa ? »

« Oui ? »

« Comment elle s'appelle la dame ? »

« Marie. »

« Comment s'appelle son Prince ? »

« Son Prince ? Hein... Joseph. »

Elle voulait réchauffer la Princesse qui avait froid, c'était l'été, elle voulait rester là, comme d'autres veulent rester à des terrasses de café, de bistrot, de restaurant, regarder passer les chalandes, les vaches, les grenouilles, les éléphants, les thés qui vont enlever des points aux neurones.

« Mort aux riches », cria-t-elle.

Elle répète ce qu'elle a entendu dire. N'importe quoi, elle répète.

Puis F. amena sa fille à la terrasse. A quatre ans (« quatre ans et demi », rectifia-t-elle), elle avait déjà intériorisé la norme : s'asseoir face à la rue. Pour parler aux voisins, torticolis. Elle s'assit. Différemment. L'écart est de tourner le dos à la rue, on peut aussi. Elle désobéit. La disposition des chaises et des tables apprend tout à l'enfant. Et le spectacle aussi : à Saint-Paul, on ne voit pas passer, comme à Belleville, ces groupes de femmes avec des bébés accrochés sur le dos, les hommes en djellaba. F. regretta de n'avoir pas choisi une terrasse de Belleville.

Il pensa à une autre terrasse, dans le quatorzième arrondissement : Les Cascades, angle avenue du Maine, rue Auguste-Milla, rue Cels. Pas les mêmes journaux, où il travaillait : *Revue hebdo*. Rue Cels,

au numéro 24, une association avait, sur la façade d'un petit hôtel, rappelé que Simone de Beauvoir et Jean-Paul Sartre vécurent là, entre 1937 et 1939. « Dans deux chambres séparées », précise l'inscription. Face au cimetière Montparnasse, où F. avait toujours rêvé d'avoir une place. Rêveur concret, F. pensa aux inconvénients de cette terrasse.

Et le bruit. Et le reste : manger à la terrasse (les microbes, on interdit bien aux enfants d'entrer dans les services de chirurgie des hôpitaux). Une terrasse remplacée par un petit bout de jardin ? Au prix fort en plus : tarifs en terrasse qui donnent la nostalgie des tarifs au comptoir.

« Sans compter l'inconfort », dit à F. un ami qui a horreur des terrasses. « La terrasse donne des idées », assure un amateur. « Le rite de la terrasse est irremplaçable », réchiffra-t-elle. Point de vue crypto-écologique : « On ne se soûle pas aux terrasses, tout y est léger, prise de conscience, l'été les femmes sont habillées légères... » Un collègue de F. lui souffla un titre de chapitre : « Terrasse et météo ».

Les passants jettent un coup d'œil. Les touristes assis regardent passer les autocaristes. De la place qu'il occupait, F. regretta de ne pouvoir observer la lumière d'après-midi sur l'Opéra de la Bastille. Dans ses bras, sa fille se réveille. Pour une surprise, c'était une surprise : la petite Américaine des éléphants roses venait de s'installer à côté d'eux. « Hi ! » Elle avait « fait » (disait-elle) Lipp, le Flore, les Deux-Magots, la Rhumerie, Belleville, les Champs-Élysées, la terrasse de la fontaine Stravinski à Beaubourg, elle travaillait sur les terrasses de café parisiennes, elle était devenue indigène.

F. dit à sa fille : « T'es fait une bonne sieste ma chérie ? » Elle répliqua : « Pas la sieste, papa ! Je me suis reposée. »

Jean-Claude Charles

ESCALES

Tipis québécois

Ils s'appellent les Abénakis, les Hurons, les Montagnais, les Cris, les Algonquins et les Mohawks. Autant de communautés indiennes du Québec, véritables nations autochtones. Depuis la nuit des temps, elles vivent en harmonie avec la grande nature nord-américaine, au milieu des immenses forêts d'épinettes, parmi les ormes (élans), les caribous, les ours et les castors. Un voyageur local, nommé Wawati et installé en Abitibi, au nord de la Belle Province (CP 118, Val-d'Or, Québec, tél. : 1-811 (819) 824-7652), programme des circuits aventure de huit jours destinés à mieux les connaître. Nuits en hôtel, en auberge mais aussi en campement indien, sous des tipis, avec repas traditionnels, balades en canot et, le soir, autour du feu de camp ou dans la « maison longue », légendes racontées par les plus anciens. Un univers situé aux marges du Grand Nord et que l'on parcourt en minibus. Le circuit de près de 2 000 km s'effectue en boucle de Montréal à Montréal. Les deux derniers départs ont lieu les 30 août et 27 septembre. Sur place, il en coûte 900 dollars canadiens avec l'hébergement, les repas, les diverses activités et un guide-accompagnateur. On peut également opter pour huit jours de marche à travers bois, descente de la Sagouéwaik en canot traditionnel, trappage, observation des castors et des orignaux, sous la conduite d'Indiens du Nord québécois. Un circuit proposé de la mi-juillet à septembre, au départ de Val-d'Or, pour 800 dollars auxquels il faut ajouter 200 dollars pour l'aller et retour en avion de Montréal. A noter que ces circuits sont également vendus en France par les voyagistes Trafic Tours (tél. : 43-55-44-11) et Voyageurs au Canada (40-15-06-60). Deux autres pistes pour les amoureux de grande nature. D'abord, toujours au Québec, le domaine de Louvain, à 325 km de Montréal, dans les Hautes



Camp montagnais à Mingan.

Laurentides : 160 km carrés, trente-deux lacs et deux rivières pour marcher, pagayer, photographier, pêcher et pêcher. Une exclusivité du voyageur Jumbo America (agences de voyages, agence Air France, 38, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-06-92) qui, jusqu'au 3 octobre, y propose des séjours d'une semaine en chalet traditionnel, de 9 300 à 10 750 F en chambre double, au départ de Paris. Ensuite, en Ontario cette fois, deux circuits de sept jours en canot (4 000 F environ plus acheminement) dans les parcs Algonquin et Quetico, ou, à 800 km au nord de Toronto, près de la baie James, des séjours pêche d'une semaine (de 4 000 à 10 700 F selon l'hébergement, plus acheminement) au lac Kessagam, royaume du brochet et du doré, accessible uniquement en hydravion. Des propositions contenues dans la brochure Set Set 1992. Renseignements dans les agences et

au 42-89-18-00. Quant aux adeptes du confort, ils consulteront le guide des établissements de la chaîne Hôtellerie de villégiature, qui regroupe les meilleures adresses de campagne et hôtels de séjour du Québec. Une brochure réalisée en collaboration avec le voyageur Vacances Air Canada (9, rue du Mont-Tabor, 75001 Paris, tél. : 42-86-89-38) qui y présente une sélection de forfaits variés. Pour de plus amples informations : Office du tourisme du Québec, 4, avenue Victor-Hugo, 75116 Paris, tél. : 45-00-95-55.

Mer à thème

Voilà belle lurette qu'il est de plus en plus difficile de bronzer idiot. En ira-t-il de même dans le domaine des croisières maritimes, formule de vacances apparemment de plus en plus en vogue. A consulter le menu concocté par les croisières Paquet,

on peut le supposer. A croire que désormais la houle sera studieuse (ou animée d'une manière ou d'une autre) ou ne sera pas. Ainsi le fleuron sentimental de Paquet, le vénérable *Mermoz* (278 cabines), qui a roulé sa coque blanche sur toutes les mers du globe, paraît ne plus pouvoir lever l'ancre sans hisser un thème au sommet de son plus haut mâât. En mai, il affichait les stars de la danse. Du 1^{er} au 14 septembre, il accueillera son 36^e Festival de musique en mer (à partir de 25 180 F par personne dans une cabine intérieure à trois lits), une longévité qui témoigne du succès d'une manifestation qui allie récitals sur les flots et concerts à terre, cette année en Italie, en Turquie et en Grèce. A l'affiche, notamment, *Zaïde* de Mozart en version concert. Les musiciens cèderont ensuite la scène aux acteurs qui, du 14 au 25 septembre, prendront part au 17^e Festival de théâtre en mer (à partir de 15 640 F) avec, pour décor, l'Italie et la Grèce. Là encore, représentations à bord et à terre avec, par exemple, *Phédre* à Delphes et *le Bourgeois gentilhomme* (avec Michel Galabro) à Syracuse. Également au programme, répétitions et cours de comédie. Le rideau à peine refermé, *Mermoz* mettra le cap sur Malte, la Sicile et l'Italie pour sa 3^e croisière de la gastronomie et du vin (à partir de 6 700 F), du 25 septembre au 2 octobre. Au menu, causeries, dégustations et dîners de gala préparés par une brochette de chefs étoilés. Place ensuite à l'histoire, discipline à laquelle sera consacrée la croisière du 17 au 30 octobre (à partir de 13 420 F), la huitième du genre. Avec escales en Grèce, Syrie et Cappadoce. Enfin, du 30 octobre au 12 novembre, 5^e croisière des beaux-arts (à partir de 15 440 F) vers des côtes plus lointaines : Égypte, Yémen et Djibouti. Les prix indiqués comprennent l'acheminement aérien, quand il est prévu, mais non le prix des excursions, facultatives. Renseignements dans les agences de voyages.

Montgolfières à Metz pour le 10^e challenge Piffre de Rozier. Du 24 au 30 août, une centaine d'aérostats français et européens glisseront dans le ciel messin, renouvelant le vol de l'aéronaute français qui relia, en 1783, le château de la Muette à la Butte-aux-Cailles en aérostat. Programme des manifestations au 87-64-08-08.

Vos vacances intéressent le voyageur Jet Tours, filiale touristique d'Air France qui reconduit cette année son Grand Prix de la Photo destiné à récompenser les meilleures photos de voyage et de vacances. Pour participer à ce concours ouvert aux résidents français de plus de dix-sept ans et doté de séjours à l'étranger et de divers prix, il faut, d'ici le 15 septembre, envoyer à Jet Tours (22, quai de la Mégisserie, 75001 Paris) une sélection de 5 photos maximum sur tirage papier, format 13 x 18 cm, avec, au dos et en majuscules, nom, prénom et adresse de l'auteur.

Croisière au bout de l'univers du 22 au 29 août dans le cadre du 8^e Festival de l'astronomie qui se déroule dans la Vanoise. Conférences (La découverte de la galaxie, La vie dans le cosmos, La vie des étoiles) suivies de lectures du ciel et d'observations aux instruments, ateliers (construction de micro-fusées, de radiotélescope et de cadran solaire), initiation à la photo astronomique, expositions, planétarium (observation du Soleil) et causeries (Légendes de la Lune) sont organisées dans plusieurs villages de haute Mauricie. Pour s'informer sur le programme, les conditions d'hébergement, le forfait tout compris : Haute-Mauricie Informations, 73480 Landebourg, tél. : 79-05-91-57.

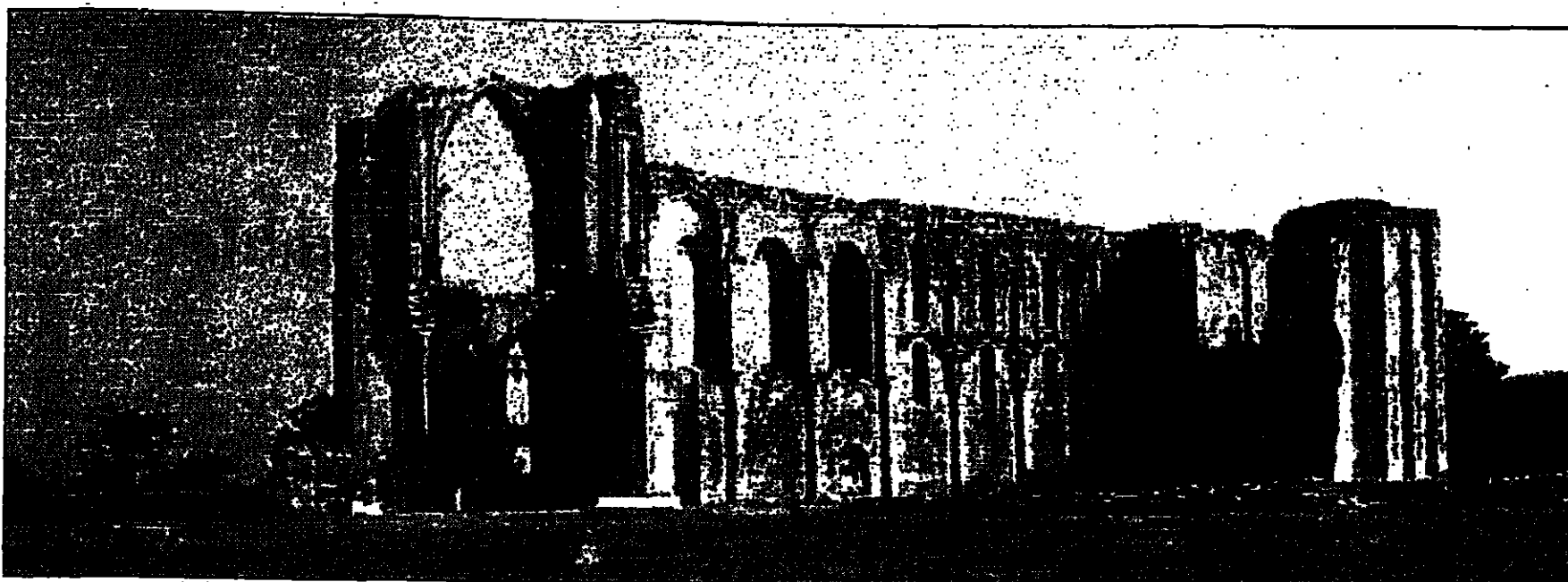
Ballades du terroir en Seine-et-Marne, un panier pique-nique dans le coffre de la voiture et un petit guide historique à la main. Le panier est

rempli de solides produits fermiers (rillettes ou pâté, œufs durs, salade, boîte de radis, fromage de chèvre, dessert, fruits, le tout accompagné de pain, cidre ou jus de pomme, bouteille d'eau et vaisselle en carton) devant nourrir quatre appétits pour 200 F. Variantes à 250 et 280 F. Prévenir la cuisinière quarante-huit heures à l'avance et garder le panier. Renseignements et liste des producteurs préparant ces saines nourritures auprès de la Maison départementale du tourisme (Château Soubiran, 174, avenue Henri-Barbusse, 77194 Dammarie-les-Lys, tél. : 64-37-19-36) qui diffuse également la plaquette proposant divers itinéraires à thèmes à travers ce département qui abrite notamment les châteaux de Fontainebleau, Vaux-le-Vicomte et Blandy-les-Tours.

Le château de Chambord est l'un des premiers titres d'une nouvelle collection, « La Mémoire des lieux », consacrée aux grands sites historiques et publiée par les éditions Complexe, en collaboration avec la Caisse nationale des monuments historiques et des sites. Anne Denis, historienne de la Renaissance, y fait revivre les grandes heures du château de François I^{er}. Maquette aérée, belles illustrations en noir et blanc et en couleurs, tableau généalogique, chronologie. L'ouvrage (144 p., 69 F) mentionne, en appendice, ce que l'on peut voir autour de Chambord et donne quelques adresses d'hôtels et de restaurants. A Chambord même, une halte-garderie d'œuvres artistiques accueille gratuitement, de 10 h à 18 h tous les jours jusqu'au 1^{er} septembre, les enfants de deux à six ans.

Sélection établie par Patrick Francis et Danielle Trannoy.

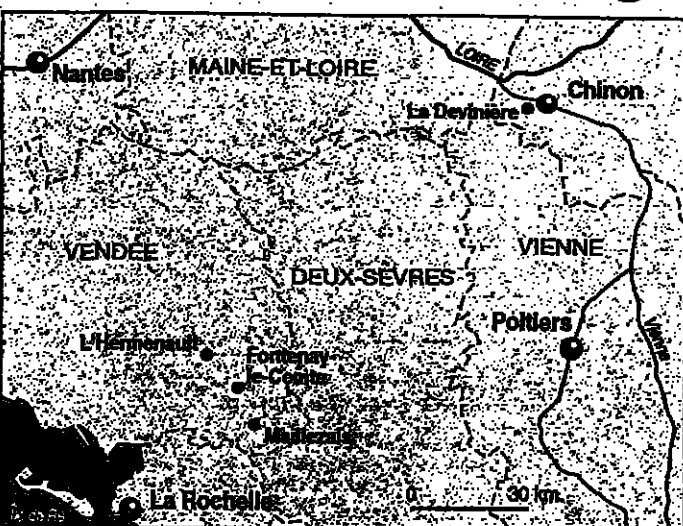
TÉLEX



B. CHEMIN/HOA-QUI

L'église de l'ancienne abbaye Saint-Pierre de Maillezais, en Vendée.

Rabelais, le vendangeur de mots



Suite de la page 9

Le romancier s'insurge : « On nous présentait Pantagruel comme une préhistoire du roman. Alors que le roman est une branche de la littérature postérieure à Rabelais. Saint-Simon c'est une autre branche. Celine avait bien saisi cela quand il a dit en substance : « Il y a le côté Amyot, il y a le côté Rabelais, et Amyot a gagné. » Aujourd'hui, ça nous paraît plus compliqué parce qu'Amyot n'est pas non plus le français classique, c'est quand même aussi cette pâte de langue. Montaigne vient d'Amyot et ce n'est pas du français sage. La solution pour nous, après la déconstruction du grand monument romanescque du dix-neuvième siècle par Proust, Joyce, Musil, pour que nous puissions continuer sans que ce soit simplement une négativité au travail,

pouvait être de revenir à l'embranchement d'avant, c'est-à-dire à une langue qui est quand même une langue de fiction, mais aussi la langue se regardant elle-même sans question de genre, plus proche du théâtre écrit. Cet embranchement-là, dans son côté brut, pouvait nous apporter beaucoup, y compris dans la forme. L'engagement peut-être dans un statut incertain de la langue. »

La « restauration » de Rabelais entreprise vient à l'appui. Elle passe par une remise en ordre, puis un ravalement prudent qui, sous les notes et commentaires, ferait réapparaître les pierres d'origine. En commençant par le commencement, le premier livre écrit : *Pantagruel*. Et non pas, comme on le pratique habituellement au nom d'œuvre complet (un concept postérieur à Rabelais) ou, sous prétexte de chronologie du récit, en le faisant succéder à *Gargantua*. « On ne peut pas comprendre Pantagruel qui ne décrit que le mouvement d'accès à une histoire, si on le lit après »,

estime François Bon. Et les éditions « bilingues », qui « mettent la narration au premier plan, alors que Rabelais garde toujours sa distance avec elle, ne font que renforcer ce travers. »

Une distance que l'on peut maintenant mesurer en lisant la version inédite de *Pantagruel* qu'il vient de faire paraître, « bloc » sans notes, au plus près du texte original de 1532 : non reponctué. « En typographie, il n'y avait presque rien : le point, la virgule, la barre. Donc les changements de locuteurs, les glissements de sens et de syntaxe sont indiqués, de l'intérieur du texte, par la sonorité même des mots, comme chez Thomas Bernhard par exemple. Le retour à une forme brute simplifie la lecture car on retrouve le sens de la surprise. Et c'est un système de notation très théâtral. N'oublions pas que la période où Rabelais accède à l'écriture de fiction est aussi celle où il s'est investi à fond dans la farce du Moyen Âge. » Le pari de François Bon n'est pas, on

l'a compris, de faire venir Rabelais à nous, de l'assimiler, mais de nous inciter à emprunter le chemin tout embroussaillé, de tracé parfois fort incertain, qui conduit vers lui. De se souvenir que lecture est aventure. En une manière de nous redonner soit d'une langue, la nôtre, et manière de l'échanger. Alors entrons, avec « maître Alcofrybas Nasier » dans la gorge du bon Pantagruel. En nous, « Car Pantagruel en grec vault autant à dire comme tout : & Gruel en langue hagarene vault autant comme alteré, voulant inferer qu'à l'heure de sa nativité le monde estoit tout alteré. Et voyant en esprit de prophétie qu'il seroit quelque jour dominateur des alterez... »

De notre envoyé spécial
Jean-Louis Perrier

► Le *Pantagruel* « restitué » est publié en poche chez POL (164 p., 59 F.). Dans la même collection, sont en préparation *Gargantua*, le *Tiers Livre* et le *Quart Livre*, tous préparés par François Bon. La *Folle Rabelais* (l'invention du Pantagruel) de François Bon, est aux Éditions de Minuit (258 p., 125 F.). Le vibrant et toujours actuel *Rabelais de Manuel de Diegues* est paru au Seuil (« Écrivains de tous jours », 188 p., 54 F.).

► Le Musée de La Devinière, à 7 km de Chinon (Indre-et-Loire), est ouvert toute l'année, sauf en décembre et janvier. Excellentes visites guidées (tél. : 47-95-91-18). A moins de 1 kilomètre, l'abbaye de Seuil, qui abrite un centre d'initiation à l'environnement, propose le vivre et le couvert, et, sous le beau titre de « Rabelais, perpétuel », des lectures de l'auteur de *Gargantua* (tél. : 47-95-93-15). L'abbaye de Saint-Pierre de Maillezais (Vendée) est ouverte de Pâques à septembre (tél. : 51-87-21-87). Le parc du château de L'Hermenault est accessible l'été, à l'exception de deux semaines en août.

TABLE

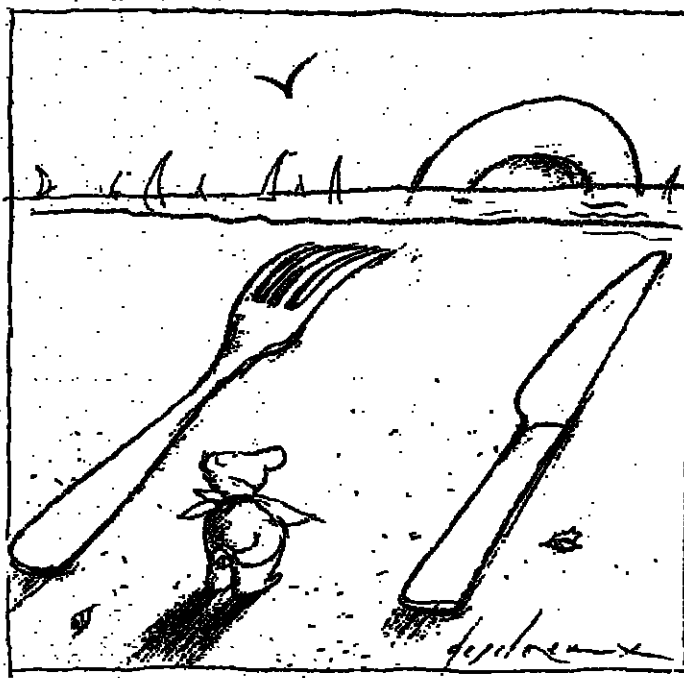
Loire et Atlantique

Le TGV Atlantique rapproche désormais La Baule de Paris (pas même trois heures !). La Baule, ce sont les « phares » connus, *Le Castel Marie-Louise* (Relais et Châteaux) et *L'Hermitage* (qui vient de se pourvoir d'un nouveau chef, Marc Bayon - connu à Paris du Sofitel-Bourbon au Royal-Monceau). Mais c'est aussi, plus modeste, *La Marquanderie* (5, avenue d'Agne, tél. : 40-23-03-12) où Jean-Luc Giraud cuisine « ce qui vient de la mer » avec sagesse et savoir.

Mais La Baule, c'est aussi le cœur de la Côte d'Amour, de Guérande au sel célèbre à Pornichet, du Croisic au Pouliguen où vous découvrirez l'excellente cuisine de Tristan Arhan avec ses cinq petits feuilletés « terre et mer », ses saint-jacques rôties, les pigeonneaux du pays au miel et vinaigre. (La Voile d'or, avenue de la Place, tél. : 40-42-31-68, fermé dimanche soir et lundi.)

En voiture, découvrez les terres. Vous passerez par Nantes, bien sûr, aux innombrables musées. C'est dans ses environs que vous découvrirez d'excellentes tables.

A Saint-Julien-de-Concelles, en l'arrière de la Chebrette, une cuisine, Clémence, crée le beurre blanc. C'était en 1890. Aujourd'hui, son auberge Clémence (tél. : 40-54-10-18) est la « chose » de Patrice Loisel, qui perpétue la tradition du brochet (ou du sandre) au beurre blanc et du canard au muscadet. Fermé dimanche soir et lundi. A l'entour nantais, on citera un autre Relais et Châteaux, le *Domaine d'Orvault*, mais aussi, à Sucé-sur-Erdre, *La Châtaigneraie*, où Jean-Louis Delphin a pris, au « piano », la suite de son renommé



papa Joseph (fermé dimanche soir et lundi, tél. : 40-77-90-95). A Basse-Goulaine, en bord de Loire, votre rêve sera *Mon Rêve* (tél. : 40-03-55-50), où Gérard Ryngel propose le sandre (au beurre blanc bien sûr !), les cuisses de grenouille au gros-plat, le canard de Challans au muscadet, souvent accompagnés de bonnes petites pommes de terre de Noirmoutiers.

Vous pourrez aussi remonter la Loire, vers Angers, avec un détour pour *La Possonnière* en souvenir

d'un beurre blanc rival (d'aucuns l'ont dit être né ici et non à la Chebrette). C'est celui probablement dont vous vous délecterez aux Rosiers-sur-Loire, chez *Jeanne de Laval* (tél. : 41-51-20-17, fermé lundi) où Michel Augereau a succédé à son père, le célèbre Albert Augereau, sans démentir, loin de là. Et quelle admirable cave de vins de Loire (1) !

Mais si vous entendez rester dans le département de la Loire-Atlantique, arrêtez-vous à Ancenis. Notez

en passant qu'il suffit de passer le pont pour découvrir le « petit Liré » (mont Joachim du Bellay préférerait au mont Palatin). Ancenis mérite un double arrêt pour saluer en passant les restes du château où Louis XI et le duc de Bretagne signèrent, en l'an 1468, l'union de la Bretagne et de la France, puis le petit beffroi des halles et quelques maisons anciennes. Arrêt enfin à l'*Auberge du Bel-Air* (route d'Angers, tél. : 40-83-02-87, fermée dimanche soir et lundi). Autour de la cheminée, en cette saison simple ornement d'une salle aux poutres anciennes, la cuisine signée Jean-Paul Gasnier est pleine de fraîcheur savoureuse, du sandre aux algues marines et jus d'huître à la salade de petites anguilles fumées, du colvert aux olives au crachelin de pommes au sirop d'érable. Belle cave de vins de Loire.

Mais comment, Parisien évoquant La Baule, ne pas parler ici de F. Mathieu ? Il est de là-bas et venu, on le sait, s'installer avec sa délicate épouse Brigitte au 44, rue des Acacias... à l'enseigne de *La Côte d'Amour* (tél. : 42-67-15-40). Double petit bistro dont l'un voué aux huîtres et poissons. Cuisine de délicatesse et d'imaginaire. Prix mesurés (de 250 F. à 300 F.).

La Reynière

(1) A propos des Augereau (originaires des environs de Cholet), Jacques-Louis Delpey les « raconte » dans son admirable dernier album, *Val de Loire* (Nathan éditeur). Promenade historique et actuelle dans cette gourmande et artiste région.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

NICE
HÔTEL VICTORIA***
33, boulevard Victor-Hugo
06000 NICE - Tél. : 93-88-39-60.
Plais centre-ville, calme.
Petit parking, grand jardin,
chambres TV couleur, club.
Téléphone direct, minibar.

Midi-Pyrénées

15600 MAURS-LA-JOLIE
LA CHÂTELLERAIE,
une hôtellerie de charme, d'espace et
de loisirs, autour d'un petit château et
sur 8 hectares de parc et de prairies
(piscine, practice de golf...)
Pour découvrir les vallées du Lot et
de la Dordogne, les monts du Cantal,
ou tout simplement se reposer.
Tél. : 71-49-09-89.

Montagne

05350 MOLINES-EN-QUEYRAS
HTES-ALPES - STATION VILLAGE
A 5 km de Saint-Véran
HÔTEL LE CHAMOIS**
Soleil, calme, toutes randonnées
dans le parc régional du QUEYRAS
Tél. : 92-45-83-71.
Fax : 92-45-80-58.

Paris

SORBONNE
HÔTEL DIANA**
73, rue Saint-Jacques.
Chambres avec bains, w.-c.
Tél. direct, TV couleur. De 300 F à 430 F
Fax : 46-34-24-30.
Tél. : 43-54-92-55.

Provence

MAUSSANE-LES-ALPILLES
Au pied des Baux-de-Provence
VAL-BAUSSENC hôtel***
Une grande maison provençale en pierre
des Baux vous ouvrira ses portes :
21 chambres tout confort, restaurant,
piscine, proximité promenades à
cheval, golf et tennis. 122, avenue de la
Vallée-des-Baux, 13520 MAUSSANE-
LES-ALPILLES. Tél. : 90-54-38-98.
Fax : 90-54-33-36.

Italie

VENISE
Hôtel LA FENICE
ET DES ARTISTES***
San Marco N. 1936
Tél. : (41) 52-32-333. Fax : 52-03-721
et son restaurant
nouvelle ambiance « bohème »
Taverna LA FENICE
Tél. : (41) 52-23-856. Fax : 52-37-866.

Suisse

MORGES
RIVES LAC LÉMAN
A 4 heures 1/4 en train de Paris,
10 km de Lausanne et 50 km de Genève.
LA FLEUR DU LAC (****)
exhale une atmosphère de paix et de
sérénité qui réchauffe l'âme. La joie de
vivre y règne, il fait bon y séjourner.
On souhaite pouvoir y retourner un
jour, pour y écrire - gâté par son
confort et sa restauration - ses Mémoires.
Eloë et Rodolphe Schöberl vous attendent.
Tél. (19 41) 21 802 43 14 - Fax 21 802 34 74
LA FLEUR DU LAC - CH 1110 MORGES

(Publicité)

HÔTEL DU RHÔNE
GENÈVE

Parce que
votre succès est
notre affaire.

The Leading Hotels of the World

Tél. (41 22) 731 98 91
Fax (41 22) 732 45 58

INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER

CHAMPS-ÉLYSÉES	CONVENTION	GOBELINS	PARC MONCEAU	PL. PÉREIRE
RELAIS BELLMAN, 37, r. Franc-J., 47-23-54-42. Jusq. 22 h 30. Cadre élég. (F. du 31 juillet au 31 août inclus.)	LE DEY 109, rue Croix-Nivert, 15° Tél. : 48-28-81-64 Bonnes vacances à tous. Rendez-vous le 4 septembre.	ENTOTTO 6-87-08-51 - F. dim. 143, r. L.-M. Nodding, 13° Spécialités éthiopiennes.	LA LUNA 69, rue du Rocher F./dim. 42-93-77-61 Spécialités de poissons et de coquillages.	LE NEM Tél. : 47-66-54-41 F./sam. midi et dim. 67, rue Rennequin, 17°. Vietnam.
COPENHAGUE, FLORA DANICA	CRETEIL	MAUBERT	PONT NEUF	TRINITÉ
(Fermé en août, 1 ^{er} étage) SAUMON, RENNE, CANARD SALÉ, 142, av. des Champs-Élysées, 43-59-20-41 (Ouvert tout l'été.)	LA TERRASSE DE CRÉTEIL - 42-87-15-94 39, avenue de Verdun, 94000 CRÉTEIL « LA SANTÉ PAR LA MER ». Spéc. de poissons carte suggestions à 180 F. Terrasse d'été.	LA COUR COLBERT, 12, rue Hôtel-Colbert. 5. 43-54-61-99. T.J.L. Cadre XVII ^e authent. PMR 220 F.	LOUIS XIII Tél. : 43-26-75-96 F./dim., lundi midi 8, rue des Grands-Augustins, 6°	LE SUQUET, 48, rue de Clichy (9°). Tél. : 48-74-25-66. Cuis. du Sud-Est. F./sam. et dim.

Bridge

n° 1498

DÉFENSE NORVÉGIENNE

Le coup de flanc joué par le Norvégien Kjaernsrod a été considéré comme la défense la plus brillante de l'année 1990 car, même en regardant les quatre jeux, elle n'était pas facile à trouver.

♠ R 8 7 4 2	♥ A D 6
♦ 7 5	♥ 9
♣ A 10	♥ R 9 4 3
♠ R V 5 3	♣ D 10 9 8 6

Ann. : E. don. Pers. vuln.
Ouest Nord Est Sud
Lorentz X... Kjaern Y...
passe passe passe 4

Quest a entamé le 7 de Trèfle pour le 3, le 9 et l'As de Sud qui a joué le Roi de Cœur, puis la Dame de Cœur prise par l'As sur lequel Est a défoué un Trèfle. Ouest a alors contre-attaqué le 5 de Carreau (4^e meilleure) prise par l'As du mort. Le déclarant ayant rejoint le 10 de Carreau, Est a mis le Roi, Sud la Dame et Ouest le 2. Comment Est a-t-il fait chuter QUATRE COEURS ?

Réponse :

Supposons que Est fasse le flanc normal de continuer Carreau, Sud coupera et tirera tous ses atouts jusqu'à cette situation :

♠ R 8 7 4 2	♥ A D 6
♦ V 5 10 8 2	♣ A D 10

Sur le dernier Cœur et la défense automatique du 8 de Pique, Est est victime d'un squeeze placement, car, s'il jette la Dame de Pique, Sud le met en main à Pique pour l'obliger à se jeter dans la fourchette à Trèfle du mort.

Comment empêcher cette fin de coup ? Kjaernsrod a compris que, s'il jouait Trèfle (au lieu de Carreau), il donnerait la levée du Valet de Trèfle, mais ce cadeau serait empoisonné ! Effectivement le déclarant n'a plus été en mesure de faire la levée du Roi de Trèfle puisque Ouest avait encore un atout pour couper ce Roi !

Ainsi, malgré la défaite du 5 de Pique sur le Roi de Trèfle, le déclarant dut concéder encore la coupe du Roi de Trèfle et un Pique, c'est-à-dire une chute (As de Cœur, Roi

de Carreau, 8 de Cœur et As de Pique...)

LE TROISIÈME AGE

Cette manche a été gagnée par un dentiste new-yorkais qui a attendu d'avoir soixante-quatre ans pour apprendre à jouer au bridge. Mais ses progrès furent très rapides comme le montre le contrat qu'il a réussi dans un tournoi par paires à New-York.

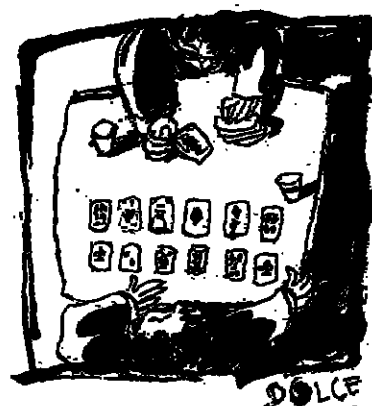
♠ R D V 4 2	♥ 8 6 3
♦ V 3	♥ 8 7 5 2
♣ A 7 5	♦ 4 3
♠ V 5 3	♣ A R 10 7

Ann. : N. don. N-S. vuln.
Ouest Nord Est Sud
passe 1 passe 2 V
passe 2 passe 3 D
passe 3 passe 4 V

Quest a entamé le 2 de Trèfle (quatrième meilleure) pris par le Roi d'Est, qui a tiré l'As de Trèfle et a cru bon de continuer avec le 7 de Trèfle. Le déclarant a coupé et a joué le 5 de Pique pour le Valet qui a fait la levée. Comment Davidoff en Sud a-t-il ensuite joué pour gagner QUATRE COEURS contre toute défense ?

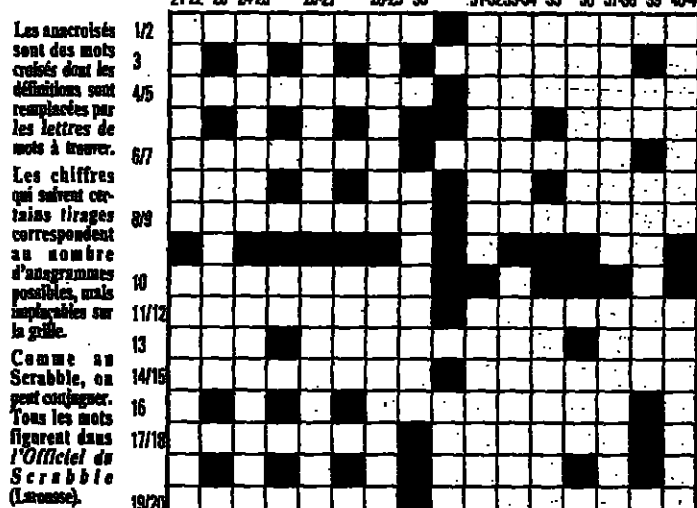
Les enchères sont parfaites, toutefois elles auraient été plus difficiles si Sud avait été donneur. Il aurait ouvert de « 1 Cœur », mais qu'aurait-il déclaré au tour suivant sur la réponse de « 1 Pique » ? Les experts sont aujourd'hui d'accord pour dire « 2 Carreaux » (plutôt que « 2 Cœurs ») malgré la différence de qualité des deux couleurs. Le véritable problème aurait été alors l'enchère de Nord sur la redoublement de « 2 Carreaux ». Heureusement il y a une convention très pratique pour ce genre de situation : « la quatrième forcing ». Effectivement ici l'enchère de « 3 Trèfles » (la quatrième couleur) ne garantit pas une vraie couleur, mais promet au moins 12 points. Sud redira alors « 3 Cœurs » et Nord « 4 Cœurs ».

Philippe Brugnon



Anacrosés

n° 729



- HORIZONTALEMENT**
- DEEILRSU - 2. AENORR - 3. EHNOP - 4. ACDEOSTU - 5. AENRST - 6. EERRTU - 7. DEFNOR - 8. AENRSTU - 9. AAEIRRS - 10. AAEIRRS - 11. AAEIRRS - 12. ADEISTV - 13. AAEIRRS - 14. EENNOOR - 15. EENPSTU - 16. EENLRST - 17. AENOPRT - 18. EILLOU - 19. AEEIPSS - 20. EEEINRST
 - LOUEUSE - 6. CELADONS (CALENDOS DECALONS DELACONS) - 7. ISEROIS - 8. IRISERA - 9. CARACO (ACCORA) - 10. RUDE - 11. GEMEAUX - 12. SOMMIERS - 13. APACHES - 14. DANNOISE (ADONIS ANOISS) - 15. PLANTARD - 16. PROTHESE (TROPHES) - 17. REQUISSE (ESQUIRE) - 18. RANCIO (CORNAI) - 19. ERREURS (SERURE) - 20. SILCOSE - 21. BUILDING - 22. ADVERBE - 23. ENTOUR - 24. PASSEUR (PARUSSE) - 25. ACMEISME, école littéraire russe (ECIMAMES) - 26. COUPURE (COUPURE POUCEUR) - 27. SERRURES - 28. SIDERAUX - 29. SETTERS - 30. LACIDES - 31. SPIESENS - 32. ROYALTY - 33. CAMARADE - 34. NAPALMS - 35. EVADER (ORAVE) - 36. ISOTOPE - 37. TATOUAGE - 38. ASIAGO, fromage italien - 39. CORMORAN - 40. EVASIONS - 41. DISQUE
- VERTICALEMENT**
- DEEILRSU - 2. AENORR - 3. EHNOP - 4. ACDEOSTU - 5. AENRST - 6. EERRTU - 7. DEFNOR - 8. AENRSTU - 9. AAEIRRS - 10. AAEIRRS - 11. AAEIRRS - 12. ADEISTV - 13. AAEIRRS - 14. EENNOOR - 15. EENPSTU - 16. EENLRST - 17. AENOPRT - 18. EILLOU - 19. AEEIPSS - 20. EEEINRST

SOLUTION DU N° 728

- BEARDS - 2. PIACETTE - 3. CUEILLIR - 4. DIACONAT

Michel Charlemagne et Michel Dagnet

Scrabble

n° 403

LE TRAVAIL PAR LE TRÉSOR

Dès 1882 parut en Angleterre le *Thesaurus of English Words and Phrases* (Trésor des mots et expressions anglaises), de Peter Roget. Tombé dans le domaine public, cet ouvrage est actuellement publié dans neuf éditions différentes ! Or c'est seulement en 1991 que Larousse se décide à sortir un *Thésaurus* français, rédigé par Daniel Péchoin (300 F.).

Cet ouvrage vous permet, que vous soyez écrivain amateur ou professionnel, de trouver le mot ou l'expression juste : vous cherchez par exemple un mot un peu littéraire synonyme d'étrange. Vous consultez étrange dans l'index situé à la fin de l'ouvrage (et qui en occupe près de la moitié) et vous tombez sur deux références. La première vous renvoie page 15 à *excentrique*, à part, original, particulier singulier ; la deuxième, page 29, à *anormal, paranoïaque, surréaliste, bizarre* (INSOLITE, fantasmatique, merveilleux). Il est regrettable que l'index propose souvent plusieurs références « en aveugle » : le lecteur perd du temps à trouver la bonne. L'index du *Thésaurus*, en revanche, précise le champ sémantique de chaque référence : ainsi pour étrange l'index distingue le sens d'exceptionnel, celui de merveilleux et celui de

ridicules. Notons enfin que le *Petit Robert*, à l'entrée étrange, propose 18 adjectifs qui s'en rapprochent, et le *Grand Robert*, 33.

Cependant, le *Thésaurus* a sur son oncle anglais un gros avantage : il s'intéresse aux mots concrets aussi bien qu'aux mots abstraits, avec une préférence pour les mots modernes : il y a 18 cactus, dont VRAQUIER, BUTANIER, BANANIER, TANKER et GRUMIER, plus quelques mots absents du *PODS* : « ébéniste, ébénier » ; en revanche, pas le mot *potiche* !

Voire devoir de vacances : ouvrir grâce à leur onguent tous les primaires « joutistes » offerts par le *Thésaurus* : AGINGU, RUSHER, IOSTU, ICEED, BOELO, AAELOTU, ACCINPU, EEELAT, RANMAT, AADMS, MAGASIN, DEGNOP, AADHILP, AURIGES, ARMOTW, AENQU, ADULMR, DEILORS.

Solution des anagrammes :
SAGOUIN - RHESUS - GUSTIFI
CEBIDE - COLORE - ALOUATE
CAPUCIN - ENTELLE - TAMARIN - SAIMRI - SIAMANG
PONGIDE - HAPALIDE - SARIQUE - WOMBAT - NASIQUE
MANDRILL - LORISIDE

Menton, 8 octobre 1991. Retour à la Maison des loisirs, les mercredis à 14 h 30 ; Résidence du Louve, les mardis et vendredis à 14 h 30

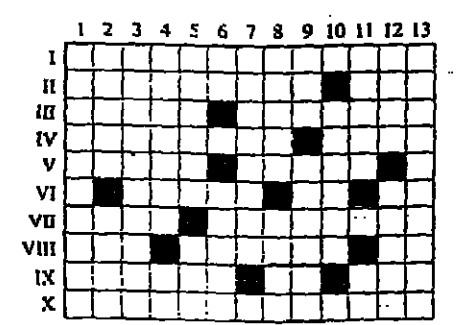
Utilisez un cache afin de ne voir que le premier tirage. En baissant le cache d'un cran, vous découvrirez la solution et le tirage suivant. Sur la grille, les rangées horizontales sont désignées par une lettre de A à O ; les colonnes, par un numéro de 1 à 15. Lorsque la référence d'un mot commence par une lettre, il est horizontal ; par un chiffre, il est vertical. Le tiret qui précède parfois un tirage signifie que le rang du tirage précédent a été rayé, faute de voyelles ou de consonnes. Le dictionnaire de référence est l'*Officiel du Scrabble* (Larousse).

N°	TIRAGE	SOLUTION	POS.	PTS
1	CEEEERY	CREVES	H 4	28
2	EAABINO	BONACE	A 12	20
3	AAEELCT	EGALERA	E 14	27
4	AEERORT	TRAHIQUE	O 4	69
5	EEHESMR	PHONES	N 10	46
6	AEEOFTZ	ORMILLES	E 4	89
7	AEEOHRS	ZEST	L 5	69
8	ABIORJ	FROLASSE	K 5	94
9	ADMTUV	BOIRAS	L 13	71
10	DMNTUH	VA	J 10	28
11	IMCENST	INDULT	A 4	24
12	AAGNOU	MINGTES	A 4	63
13	DEENUWK	GANDOURA	M 2	72
14	DEEWERY	LUXE	E 2	25
15	ERWELIT	DERNY	H 11	46
16	TEULTWT	OR	L 2	23
17	TWHEHMT	ELLEGIT	J 10	18
18	MTUWJPS	EUIH	L 4	31
19	MOTW+H	WUS	H 1	38
20	LMOPT+K	ROJA (b)	E 6	28
21	MOPT	LEK	L 2	6
22		TOP	C 12	19

(a) ETARQUA, N2, ne peut que 9 pts sans assemblée ; (b) vin espagnol.

Mots croisés

n° 728



HORIZONTALEMENT

- Don Juan, accessoirement.
- Vieux pots. Une mer déchaînée.
- La pauvre... On y recevait, il y a longtemps.
- Remarques. Leurs cris furent remarquables.
- V. Gaz.
- N'obtient pas.
- Guide. Se trouvent rarement en démocratie.
- VIII. Irreprochable. Faire un pas vers autre chose.
- IX. Rafranchit ou défranchi. Poussé. Saint.
- X. Ferions face aux appétits.

VERTICALEMENT

- Fariboles.
- On la voit souvent enroulée. Remplit-elle ses fonctions ainsi ?
- Efficaces.
- Du côté de Scieries. Dans la nuit.
- Bien attirée. Dure encore aujourd'hui.
- Appel. Dans la Ruhr.
- Furent longs à trouver leur destination.
- Va jusqu'aux Pays-Bas. Equipé.
- Dieu. Dit la concentration.

VERTICALEMENT

- Tourterelles.
- Arrière. Art.
- Ubu. Naucor.
- Rincos. Us.
- Orat. Sua. P.S.
- Met. Epig.
- Aseptisés. Ta.
- Siens. Sein.
- IX. Ha. Ester.
- Mot. X. Hor. Ensaible.
- XI. Encas.

François Dorlet

OLYMPIADE DE MANILLE, 1992

Bleus : A. Schabarov (Lettonie).
Noirs : I. Smirnov (Israël).
Défense sicilienne.
Système Ruzer.

1. e4
2. d4
3. e5
4. cxd4
5. c3
6. f3
7. d4
8. e4
9. f4
10. e4
11. d4
12. e4
13. f4
14. e4
15. f4
16. e4
17. f4
18. e4
19. f4

NOTES

1. e4, f4, g4, h4, i4, j4, k4, l4, m4, n4, o4, p4, q4, r4, s4, t4, u4, v4, w4, x4, y4, z4.
2. e4, f4, g4, h4, i4, j4, k4, l4, m4, n4, o4, p4, q4, r4, s4, t4, u4, v4, w4, x4, y4, z4.
3. e4, f4, g4, h4, i4, j4, k4, l4, m4, n4, o4, p4, q4, r4, s4, t4, u4, v4, w4, x4, y4, z4.
4. e4, f4, g4, h4, i4, j4, k4, l4, m4, n4, o4, p4, q4, r4, s4, t4, u4, v4, w4, x4, y4, z4.
5. e4, f4, g4, h4, i4, j4, k4, l4, m4, n4, o4, p4, q4, r4, s4, t4, u4, v4, w4, x4, y4, z4.
6. e4, f4, g4, h4, i4, j4, k4, l4, m4, n4, o4, p4, q4, r4, s4, t4, u4, v4, w4, x4, y4, z4.
7. e4, f4, g4, h4, i4, j4, k4, l4, m4, n4, o4, p4, q4, r4, s4, t4, u4, v4, w4, x4, y4, z4.
8. e4, f4, g4, h4, i4, j4, k4, l4, m4, n4, o4, p4, q4, r4, s4, t4, u4, v4, w4, x4, y4, z4.
9. e4, f4, g4, h4, i4, j4, k4, l4, m4, n4, o4, p4, q4, r4, s4, t4, u4, v4, w4, x4, y4, z4.
10. e4, f4, g4, h4, i4, j4, k4, l4, m4, n4, o4, p4, q4, r4, s4, t4, u4, v4, w4, x4, y4, z4.
11. e4, f4, g4, h4, i4, j4, k4, l4, m4, n4, o4, p4, q4, r4, s4, t4, u4, v4, w4, x4, y4, z4.
12. e4, f4, g4, h4, i4, j4, k4, l4, m4, n4, o4, p4, q4, r4, s4, t4, u4, v4, w4, x4, y4, z4.
13. e4, f4, g4, h4, i4, j4, k4, l4, m4, n4, o4, p4, q4, r4, s4, t4, u4, v4, w4, x4, y4, z4.
14. e4, f4, g4, h4, i4, j4, k4, l4, m4, n4, o4, p4, q4, r4, s4, t4, u4, v4, w4, x4, y4, z4.
15. e4, f4, g4, h4, i4, j4, k4, l4, m4, n4, o4, p4, q4, r4, s4, t4, u4, v4, w4, x4, y4, z4.
16. e4, f4, g4, h4, i4, j4, k4, l4, m4, n4, o4, p4, q4, r4, s4, t4, u4, v4, w4, x4, y4, z4.
17. e4, f4, g4, h4, i4, j4, k4, l4, m4, n4, o4, p4, q4, r4, s4, t4, u4, v4, w4, x4, y4, z4.
18. e4, f4, g4, h4, i4, j4, k4, l4, m4, n4, o4, p4, q4, r4, s4, t4, u4, v4, w4, x4, y4, z4.
19. e4, f4, g4, h4, i4, j4, k4, l4, m4, n4, o4, p4, q4, r4, s4, t4, u4, v4, w4, x4, y4, z4.
20. e4, f4, g4, h4, i4, j4, k4, l4, m4, n4, o4, p4, q4, r4, s4, t4, u4, v4, w4, x4, y4, z4.
21. e4, f4, g4, h4, i4, j4, k4, l4, m4, n4, o4, p4, q4, r4, s4, t4, u4, v4, w4, x4, y4, z4.
22. e4, f4, g4, h4, i4, j4, k4, l4, m4, n4, o4, p4, q4, r4, s4, t4, u4, v4, w4, x4, y4, z4.
23. e4, f4, g4, h4, i4, j4, k4, l4, m4, n4, o4, p4, q4, r4, s4, t4, u4, v4, w4, x4, y4, z4.
24. e4, f4, g4, h4, i4, j4, k4, l4, m4, n4, o4, p4, q4, r4, s4, t4, u4, v4, w4, x4, y4, z4.
25. e4, f4, g4, h4, i4, j4, k4, l4, m4, n4, o4, p4, q4, r4, s4, t4, u4, v4, w4, x4, y4, z4.
26. e4, f4, g4, h4, i4, j4, k4, l4, m4, n4, o4, p4, q4, r4, s4, t4, u4, v4, w4, x4, y4, z4.
27. e4, f4, g4, h4, i4, j4, k4, l4, m4, n4, o4, p4, q4, r4, s4, t4, u4, v4, w4, x4, y4, z4.
28. e4, f4, g4, h4, i4, j4, k4, l4, m4, n4, o4, p4, q4, r4, s4, t4, u4, v4, w4, x4, y4, z4.
29. e4, f4, g4, h4, i4, j4, k4, l4, m4, n4, o4, p4, q4, r4, s4, t4, u4, v4, w4, x4, y4, z4.
30. e4, f4, g4, h4, i4, j4, k4, l4, m4, n4, o4, p4, q4, r4, s4, t4, u4, v4, w4, x4, y4, z4.
31. e4, f4, g4, h4, i4, j4, k4, l4, m4, n4, o4, p4, q4, r4, s4, t4, u4, v4, w4, x4, y4, z4.
32. e4, f4, g4, h4, i4, j4, k4, l4, m4, n4, o4, p4, q4, r4, s4, t4, u4, v4, w4, x4, y4, z4.
33. e4, f4, g4, h4, i4, j4, k4, l4, m4, n4, o4, p4, q4, r4, s4, t4, u4, v4, w4, x4, y4, z4.
34. e4, f4, g4, h4, i4, j4, k4, l4, m4, n4, o4, p4, q4, r4, s4, t4, u4, v4, w4, x4, y4, z4.
35. e4, f4, g4, h4, i4, j4, k4, l4, m4, n4, o4, p4, q4, r4, s4, t4, u4, v4, w4, x4, y4, z4.
36. e4, f4, g4, h4, i4, j4, k4, l4, m4, n4, o4, p4, q4, r4, s4, t4, u4, v4, w4, x4, y4, z4.
37. e4, f4, g4, h4, i4, j4, k4, l4, m4, n4, o4, p4, q4, r4, s4, t4, u4, v4, w4, x4, y4, z4.
38. e4, f4, g4, h4, i4, j4, k4, l4, m4, n4, o4, p4, q4, r4, s4, t4, u4, v4, w4, x4, y4, z4.
39. e4, f4, g4, h4, i4, j4, k4, l4, m4, n4, o4, p4, q4, r4, s4, t4, u4, v4, w4, x4, y4, z4.
40. e4, f4, g4, h4, i4, j4, k4, l4, m4, n4, o4, p4, q4, r4, s4, t4, u4, v4, w4, x4, y4, z4.
41. e4, f4, g4, h4, i4, j4, k4, l4, m4, n4, o4, p4, q4, r4, s4, t4, u4, v4, w4, x4, y4, z4.
42. e4, f4, g4, h4, i4, j4, k4, l4, m4, n4, o4, p4, q4, r4, s4, t4, u4, v4, w4, x4, y4, z4.
43. e4, f4, g4, h4, i4, j4, k4, l4, m4, n4, o4, p4, q4, r4, s4, t4, u4, v4, w4, x4, y4, z4.
44. e4, f4, g4, h4, i4, j4, k4, l4, m4, n4, o4, p4, q4, r4, s4, t4, u4, v4, w4, x4, y4, z4.
45. e4, f4, g4, h4, i4, j4, k4, l4, m4, n4, o4, p4, q4, r4, s4, t4, u4, v4, w4, x4, y4, z4.
46. e4, f4, g4, h4, i4, j4, k4, l4, m4, n4, o4, p4, q4, r4, s4, t4, u4, v4, w4, x4, y4, z4.
47. e4, f4, g4, h4, i4, j4, k4, l4, m4, n4, o4, p4, q4, r4, s4, t4, u4, v4, w4, x4, y4, z4.
48. e4, f4, g4, h4, i4, j4, k4, l4, m4, n4, o4, p4, q4, r4, s4, t4, u4, v4, w4, x4, y4, z4.
49. e4, f4, g4, h4, i4, j4, k4, l4, m4, n4, o4, p4, q4, r4, s4, t4, u4, v4, w4, x4, y4, z4.
50. e4, f4, g4, h4, i4, j4, k4, l4, m4, n4, o4, p4, q4, r4, s4, t4, u4, v4, w4, x4, y4, z4.
51. e4, f4, g4, h4, i4, j4, k4, l4, m4, n4, o4, p4, q4, r4, s4, t4, u4, v4, w4, x4, y4, z4.
52. e4, f4, g4, h4, i4, j4, k4, l4, m4, n4, o4, p4, q4, r4, s4, t4, u4, v4, w4, x4, y4, z4.
53. e4, f4, g4, h4, i4, j4, k4, l4, m4, n4, o4, p4, q4, r4, s4, t4, u4, v4, w4, x4, y4, z4.
54. e4, f4, g4, h4, i4, j4, k4, l4, m4, n4, o4, p4, q4, r4, s4, t4, u4, v4, w4, x4, y4, z4.
55. e4, f4, g4, h4, i4, j4, k4, l4, m4, n4, o4, p4, q4, r4, s4, t4, u4, v4, w4, x4, y4, z4.
56. e4, f4, g4, h4, i4, j4, k4, l4, m4, n4, o4, p4, q4, r4, s4, t4, u4, v4, w4, x4, y4, z4.
57. e4, f4, g4, h4, i4, j4, k4, l4, m4, n4, o4, p4, q4, r4, s4, t4, u4, v4, w4, x4, y4, z4.
58. e4, f4, g4, h4, i4, j4, k4, l4, m4, n4, o4, p4, q4, r4, s4, t4, u4, v4, w4, x4, y4, z4.
59. e4, f4, g4, h4, i4, j4, k4, l4, m4, n4, o4, p4, q4, r4, s4, t4, u4, v4, w4, x4, y4, z4.
60. e4, f4, g4, h4, i4, j4, k4, l4, m4, n4, o4, p4, q4, r4, s4, t4, u4, v4, w4, x4, y4, z4.
61. e4, f4, g4, h4, i4, j4, k4, l4, m4, n4, o4, p4, q4, r4, s4, t4, u4, v4, w4, x4, y4, z4.
62. e4, f4, g4, h4, i4, j4, k4, l4, m4, n4, o4, p4, q4, r4, s4, t4, u4, v4, w4, x4, y4, z4.
63. e4, f4, g4, h4, i4, j4, k4, l4, m4, n4, o4, p4, q4, r4, s4, t4, u4, v4, w4, x4, y4, z4.
64. e4, f4, g4, h4, i4, j4, k4, l4, m4, n4, o4, p4, q4, r4, s4, t4, u4, v4, w4, x4, y4, z4.
65. e4, f4, g4, h4, i4, j4, k4, l4, m4, n4, o4, p4, q4, r4, s4, t4, u4, v4, w4, x4, y4, z4.
66. e4, f4, g4, h4, i4, j4, k4, l4, m4, n4, o4, p4, q4, r4, s4, t4, u4, v4, w4, x4, y4, z4.
67. e4, f4, g4, h4, i4, j4, k4, l4, m4, n4, o4, p4, q4, r4, s4, t4, u4, v4, w4, x4, y4, z4.
68. e4, f4, g4, h4, i4, j4, k4, l4, m4, n4, o4, p4, q4, r4, s4, t4, u4, v4, w4, x4, y4, z4.
69. e4, f4, g4, h4, i4, j4, k4, l4, m4, n4, o4, p4, q4, r4, s4, t4, u4, v4, w4, x4, y4, z4.
70. e4, f4, g4, h4, i4, j4, k4, l4, m4, n4, o4, p4, q4, r4, s4, t4, u4, v4, w4, x4, y4, z4.
71. e4, f4, g4, h4, i4, j4, k4, l4, m4, n4, o4, p4, q4, r4, s4, t4, u4, v4, w4, x4, y4, z4.
72. e4, f4, g4, h4, i4, j4, k4, l4, m4, n4, o4, p4, q4, r4, s4, t4, u4, v4, w4, x4, y4, z4.
73. e4, f4, g4, h4, i4, j4, k4, l4, m4, n4, o4, p4, q4, r4, s4, t4, u4, v4, w4, x4, y4, z4.
74. e4, f4, g4, h4, i4, j4, k4, l4, m4, n4, o4, p4, q4, r4, s4, t4, u4, v4, w4, x4, y4, z4.
75. e4, f4, g4, h4, i4, j4, k4, l4, m

CULTURE

EXPOSITIONS

Ce qui reste de l'Homme

Mélanges arts plastiques, photo et sociologie,
le Musée d'art contemporain de Lausanne explore les avatars modernes du corps

LAUSANNE

de notre envoyé spécial

En juin, le *Daily Mirror*, de Londres, publiait une photo en gros plan de Michael Jackson, en concert à Munich, le visage visiblement couvert de cicatrices. Titre du quotidien populaire : « *Scarface* ». Le balafre, le journal décrivait une rock star « littéralement défigurée » par la chirurgie esthétique, et en rajoutait dans le détail sordide : « Un trou dans le nez, une joue plus haute que l'autre et une mâchoire bicarrement pendante ».

Le profil de Michael Jackson figure, en meilleur état, dans le catalogue de l'exposition présentée par le Musée d'art contemporain de Lausanne et intitulée : « *Post Human* ». Commentaire : « D'ici trente ans, la peur de ne pouvoir distinguer les vrais humains de leurs répliques ne relèvera plus de la science-fiction. » Et le catalogue de montrer, à corps d'exemples spectaculaires, combien la chirurgie esthétique, voire les simples changements d'apparence (coiffure, vêtements, maquillage), sont d'actualité. Au point de servir de thème à de nombreux artistes plasticiens, de Jeff Koons à Cindy Sherman, de Dennis Adams à Charles Ray, de Clegg et Guttmann à Ashley Bickerton.

Les vedettes (américaines) sont au premier plan de « *Post Human* » : la chanteuse Cher raconte ses opérations du sein, Ivana Trump évoque le brassage de réalité et de fantasme nécessaires pour former une personnalité de

fiction, précédant Zsa Zsa Gabor, liée à mort sous l'œil des caméras de télévision. Suivent Jane Fonda retrouvant sa silhouette de Barbie après des stances acharnées d'aérobic, ou Madonna, dont on ne compte plus les changements de « look » (joggeuse, Marilyn, mariée, adolescente, *bubble gum*, négligée, mutante à la mode Jean-Paul Gaultier). Mais aussi David Duke, ancien membre du Ku Klux Klan, dont la métamorphose en élu républicain responsable coïncide avec la réfection de son visage.

On trouve également dans « *Post Human* » l'énumération des techniques destinées à « embellir » le corps. Et « apaiser » son esprit : pilules en tous genres, cosmétiques en cascade, appareils à bronzer, lunettes « synchro-énergétiques » (?), hipposudation, musculation, cures thermelles, régimes, caissons chauffants, masques de beauté, simulateurs informatisés de modification du visage, tissages faciaux, aérobic, stretching... Aucun résultat ne nous est épargné, du genre « avant-après » : nez, fesses, seins, croupe abdominale, lèvres, oreilles, cheveux, peau, dents.

Le phénomène est vieux comme Cézanne et le monde du spectacle y a toujours tenu une bonne place. « *L'augmentation des seins est née aux États-Unis dans l'après-guerre*, explique le chirurgien Julien Glickenstein. *L'actrice Jane Russell avait fait scandale avec son décolleté plongeant dans le bain. Ce film, relayé par les bandes dessinées, a lancé la vogue des seins plantureux aux États-Unis* » — pour laquelle

Mac West avait déjà beaucoup travaillé. Peu à peu, une espèce de « femme idéale » apparaît ainsi, au gré des modes et des époques. L'exposition de Lausanne affirme que le stéréotype féminin de notre fin de siècle ne serait plus vraiment humain, mi-homme, mi-femme, « post-humain ».

Le faux, la sophistication, la transformation de la personnalité : ces thèmes devaient attirer les artistes dès lors que la chirurgie esthétique cessait de constituer un problème médical pour devenir un phénomène de société. Tous ces artifices, on les retrouve « digérés » ou interprétés par les plasticiens, jamais l'appellation n'a été aussi juste : présents à Lausanne, Finland, les *Women vieillissantes et obèses*, couvertes de verrous, que sculptait Duane Hanson dans les années 70. « Avec la vogue de l'artifice, le réalisme tel que nous le connaissons n'est sans doute plus possible », explique Jeffrey Deitch, le commissaire de l'exposition.

Des figures lisses sans émotion

S'agit-il, à la place, des figures plus lisses, sans émotion, immenses, parfaites, au classicisme inquiétant. Des sculptures apolloniennes de Jeff Koons, des poupées Barbie géantes et expressives de Charles Ray, des enfants de chair de Martin Horner, un saint Stéphane hyperéaliste par Wim Delvoye, des hôtes de l'air en plastique blanc aspié de Fischli et Weiss, un « *grand homme* avec une tête de chien » de Robert Rauschenberg (l'uniforme des années 80) de

Stephan Balkenhol. Jusqu'à John Armleder, qui expose des costumes sombres sur cintres, comme autant de clones d'un homme-uniforme.

Et ce n'est pas un hasard si la photographie, médium idéal de la reconnaissance et de l'apparence, donne ici les œuvres les plus abouties. Jeff Koons (enlaid avec la Cécilia) utilise des grands formats en couleur pour étaler son ego, son « moi » narcissique, bref son corps idéal coupé de toute émotion. Les portraits de dirigeants de société par Clegg et Guttmann révèlent un vide effrayant des personnalités au profit de leur apparence (costume, pose, sourire). Les photos d'identité exagérément agrandies de Thomas Ruff insistent sur la surface lisse des visages (cadres serrés, regards impersonnels). Jeff Wall reconstitue les stéréotypes de la consommation avec des personnages aux attitudes robotisées.

Mais c'est Cindy Sherman qui a poussé le plus loin — et la première — les artifices de l'Occidental Way of Life, qu'elle interprétait à merveille dans ses autoportraits. Son dernier travail est effrayant : la femme est réduite à un mannequin de bois, désarticulé, les yeux exorbités, le sexe en avant. Automate déshéant, elle mime ce qu'il reste de l'amour. Et ce qui reste de l'Homme.

MICHEL GUERRIN

► Musée d'art contemporain, 85, avenue du général Guisan, Pully, Lausanne. Tél. : 19/41-21-23-31-48. Jusqu'au 13 septembre.



Mannequin Fall 91, de Charles Ray

La quête de l'impossible perfection

Condamné à subir le châtiment de la culture, déjà largement infligé à la nature, le corps s'est conformé aux canons des siècles successifs. Il s'est ainsi couvert de stigmates d'une impossible perfection. Le musée imagine des accessoires de sa transformation recèle mille objets d'un quotidien révolu.

Comme l'incroyable crinoline de 1860 qui obligeait les femmes à s'aler de cordons reliés à la ceinture pour relever les kilos d'étoffe ; ou encore ces « édifices inouïs qui mettaient les yeux au milieu du corps » qu'étaient devenues les coiffures au XVIII^e, évoqués par le livre de Philippe Perrot, *Le Travail des apparences*. Il faudrait y exposer, en vrac et sans souci chronologique, les paniers de formes diverses qui pouvaient atteindre 3 ou 4 mètres de large ; les chaussures avec des talons d'un pouce et demi qui donnaient une haute silhouette aux dames de la cour sous Louis XVI tout en rendant leur déplacement on ne peut plus aléatoire. Sans oublier le célèbre corset, de préférence celui qui causa la mort d'une jeune fille, le foie perforé par ses côtes brisées, le soir même du bal où la finesse de sa taille avait

étonné. Pour conclure cette visite loin d'être complète, on devra réserver une place d'honneur à l'inquiétante chirurgie esthétique, née plus ultra de la longue négation du corps naturel. Si les appareils de contention ont disparu aux environs de 1910, la peau et les muscles sont devenus eux-mêmes l'enjeu du paraître. On comprend alors le travail effréné de modelage du corps : régime, *body building* et infimes variations gymniques.

Le paroxysme de ce besoin de métamorphose est atteint avec la chirurgie esthétique. Elle fait ressembler en nous la peur d'une science prométhéenne. Les vieux mythes de Frankenstein et du Golem réapparaissent sous les traits de Michael Jackson. Le premier post-humain à avoir totalement vaincu son apparence originelle.

CHRISTOPHE MONTAUCIEUX

► *Le Travail des apparences*, de Philippe Perrot, Seuil, 280 p.

► *La Mode : art, histoire et société*, de Grazietta Butazzi, Hachette.

► *Encyclopédie illustrée du costume et de la mode*, de Ludmilla Kybalova, Olga Ierbenova et Milena Lamrova, Gründ.

L'Été festival

Un siècle d'utopie

A Bussang, François Rancillac invite deux Amphitryon pour préserver l'identité du théâtre de bois de la famille Pottecher

LA NUIT AU CIRQUE et AMPHITRYON au Théâtre du peuple de Bussang (Vosges)

Coup double de François Rancillac à Bussang. Sous la carène de bois du Théâtre du peuple, le metteur en scène enchaîne deux histoires jumelles de vol d'identité, *La Nuit au cirque*, de l'auteur contemporain Olivier Py, et *Amphitryon* de Molière. Un plaisir jeu d'échos pour célébrer le centenaire d'une tradition de théâtre populaire dans ce village des Vosges : une autre comédie de Molière, le *Médecin malgré lui*, avait réuni pour la première fois les habitants de Bussang devant des tréteaux de fortune, dans un pré, un jour de septembre 1892.

L'instigateur de cette première était un poète de vingt-cinq ans — fils d'un prospère fabricant d'étrilles du pays — que ses belles relations dans les milieux littéraires parisiens avaient laissé insouciant. Il s'appelait Maurice Pottecher. Trois ans plus tard, il faisait construire une scène couverte, en bois de sapin, sur un terrain donné par son père, et fondait le Théâtre du peuple. Une affaire de famille et de paternalisme industriel bien comprise, puisque trois générations de Pottecher — dont le célèbre chroniqueur judiciaire Frédéric Pottecher — ont créé là les pièces du patriarcat, été après été, avec une troupe d'ouvriers de la fabrique. Une utopie, aussi, partagée par une partie de l'avant-garde intellectuelle du début du siècle : celle d'un art convivial tel que Romain Rolland l'avait rêvé, capable d'éduquer le peuple en suscitant une communauté d'émotions.

Quand François Rancillac est arrivé à Bussang pour perpétuer la tradition, en 1991, il a trouvé un impressionnant bâtiment classé monument historique et en voie de rénovation. Couvert d'abord d'un vélum puis d'une toiture de bois, le théâtre a subi plusieurs réaménagements depuis son ouverture : transformé en finit et en écurie en temps de guerre, il a reçu une pluie d'obus en 39-45 avant d'être reconstruit et doté d'un cadre de scène fonctionnel. En dépit des améliorations techniques, il a gardé quelque chose du décor fin de siècle de ses origines : les ogives des issues latérales, les entrées de branchages du manteau d'Arlequin.

L'esprit du lieu s'est-il aussi bien conservé ? C'est moins sûr. Aussi longtemps que les villageois de Bussang ont joué et applaudi les œuvres de Maurice Pottecher — des pièces

humanistes, folkloriques au bon sens du terme, qui promettent une sagesse populaire en ravivant les légendes et les traditions du terroir — la mission éducative des origines a pu être remplie. Mission qui n'exclut pas l'ambition artistique, puisque des musiciens et acteurs professionnels apportèrent régulièrement un renfort aux amateurs vosgiens. Le plus illustre, Pierre Richard-Willm, ancien ami d'école du fils décédé de Maurice Pottecher, anima durant plusieurs décennies les fêtes de Bussang.

A partir des années 60, après la mort du patriarche et de son épouse, effacées formidables d'acteurs, il est devenu un peu plus difficile de servir l'utopie en mobilisant les troupes locales. La meilleure façon d'être fidèle à Maurice Pottecher serait peut-être de monter en alternance ses pièces et des œuvres résolument contemporaines ; de conjuguer, en somme, la conservation et la création, en améliorant le rapport de forces entre les amateurs de Bussang

et les professionnels parisiens... Dans le spectacle de François Rancillac, la part vosgienne et le génie du lieu paraissent, cette année, bien réduits.

Un coin de nature

Cette réserve faite, le public qui affine à Bussang, les après-midi de fin de semaine, passe un agréable moment : la convivialité ne manque pas aux entrées sur la pelouse, et les deux *Amphitryon*, l'ancien et le moderne, sont servis avec esprit par les acteurs, de Samuel Labarthe à Danièle Chinsky, d'Olivier Py (en piqueur travesti) à Elisabeth Manon (en poétesse clownesque). Pour les amateurs d'atmosphère, il y a les barriques foraines sèves de *La Nuit au cirque*. Pour ceux qui aiment à lire entre les lignes des classiques, Rancillac exprime avec finesse la mélancolie d'un *Amphitryon* flétri et les états d'âme d'un Sosie confronté aux vertiges du moi. La fin du spectacle, particulièrement réussie, res-

pecte une des traditions les plus appréciées par les fidèles de Bussang. Maurice Pottecher avait fait installer des portes coulissantes, en fond de scène, pour ouvrir le théâtre sur un coin de nature champêtre, des herbes folles étalées comme des gradins, un très vieux hêtre au tronc noueux... Quand l'effet attendu se produit, dans les dernières minutes d'*Amphitryon*, ce morceau de colline apparaît comme le leurre suprême d'une comédie des illusions. Et l'ultime tour de passe-passe de Jupiter, vieux cabot rendu à sa décrépitude dans la solitude de ce jardin, n'aurait sans doute pas déçu au fondateur du Théâtre du peuple : pour améliorer la vie, le patriarcat faisait confiance au courage des hommes plutôt qu'à la puissance des dieux.

BERNADETTE BOST

► Prochaines représentations les 22, 23, 28 et 30 août, à 18 heures, et le 29 à 20 heures. Tél. : 29-61-50-48.

Les « Noces » recommencées

A Salzbourg, la Philharmonie de Vienne au-delà de sa légende

SALZBOURG

de notre envoyé spécial

Le vrombissement des cordes, le thème des bois *planissimo*, et un premier *forte* à réveiller les morts : il s'en faut pas plus, dans les *Noces de Figaro*, pas plus que les quinze premières secondes de l'ouverture, pour savoir si l'on vivra, quatre actes durant, un paradis ou un enfer.

L'ouverture des *Noces*, sous la direction de Bernard Haitink au Festival de Salzbourg (dernière, le 29 août), est quelque chose qu'il faut avoir entendu en direct une fois dans sa vie : la Philharmonie de Vienne y est au-delà de sa légende — poésie, douceur, humanité, les archets comme savonnés, et les vents qui interviennent comme des acteurs, chacun sa diction, son humeur, et le basson qui préfigure déjà la voix de Figaro. Haitink, chef hollandais dont on ne dira jamais assez combien la France l'a sous-estimé, tient jusqu'à la dernière mesure les promesses de l'ouverture.

Haitink, bien sûr, c'est le Mozart à l'ancienne. Entendez qu'un chef, immense par sa technique et sa culture (sa *Troisième* de Bruckner,

très attendue, occupera le Wiener Philharmoniker le prochain week-end), se fonde avec humilité dans une tradition perpétuée depuis cent cinquante ans par les musiciens viennois, avec les pontes de la baguette. Contrairement à ce que font, dans des styles opposés, un Harmoncourt ou un Muti, l'ancien patron du Concertgebouw n'entend pas, pour commencer, laisser son empreinte sur les tempos et les phrasés. Mais, tout classicisme assumé, il rattrape les Autrichiens au bord de la sophistication, de l'excès de grâce, leurs seuls défauts peut-être. Son Mozart n'est ni trop lisse ni trop sucré. Il chante, il chante toujours.

Mozart, à Salzbourg, est l'affaire d'État que l'on sait. L'oreille de tous est ici si acérée, si habituée aux meilleurs chanteurs, dans des œuvres connues note à note, qu'il ne s'agit pas de plaisanter avec une distribution, dans les *Noces* en particulier. Gérard Mortier, le nouvel intendant, s'en est bien gardé. Il signe Thomas Allen en Arlequin (impeccable, comme toujours), Lucie Popp en Rosine (un très joli trou de mémoire dans le duo de la lettre du troisième acte, quelques réchissements dans l'aigu, comme à

Paris, mais le style, et la mélancolie) ; et aussi Ferruccio Furlanetto dans le rôle de Figaro (on ne l'avait jamais entendu, même au disque, aussi en forme) et une exquise Suzanne (l'Américaine Sylvia McNair, qui fut Anne Truelove dans le *Rake's Progress* à Glyndebourne, l'une des voix les plus nuancées et lumineuses du moment) ; sans oublier Monica Beccelli, le Chérubin de Mehta à Séville — on trouvera bientôt l'enregistrement chez Sony — et qui, à vingt-neuf ans, a gardé une fougue, une brusquerie formidables.

Alors, un Mozart parfait ? A ceci près que les seconds rôles ne méritent même pas d'être cités, à l'exception du Basilio, tout de même un peu usé, de Robert Tear c'est cependant aux emplois secondaires que l'on reconnaît une production exemplaire. Et avec le gros bémol de la mise en scène de Michael Hampe. On croyait que Gérard Mortier avait sorti ces bosquets en plastique et ces meubles cory des réserves du Festival, comme une pièce d'archéologie. Mais non : la production date de l'an dernier. Elle vit ses derniers moments est été.

ANNE REY

MUSIQUES

La mort de Jean Hubeau

Le pianiste et compositeur Jean Hubeau est mort le 19 août à Paris. Il était âgé de soixante-quinze ans.

Il devait animer au milieu du mois d'août un stage de musique de chambre au Festival de La Roque d'Anthéron. Comme chaque été, de nombreux ensembles de musiciens s'étaient inscrits pour travailler, avec lui, sous les arbres séculaires du parc de Florans, certains de trouver auprès de ce grand maître les conseils qui leur auraient permis d'accéder à la voie royale de l'interprétation musicale. Jean Hubeau était un révélateur de talents.

Né à Paris le 22 juin 1917, il entre à l'âge de neuf ans au Conservatoire de Paris dans la classe de Jean et Noël Gallon, puis dans celles de Paul Dukas et de Lazare Levy, qui lui enseignent la composition et le piano. En 1934, il remporte le deuxième Grand Prix de Rome, l'année suivante le Concours Louis-Dièmer, compétition organisée de loin en loin pour distinguer les meilleurs pianistes parmi les premiers prix du Conservatoire de Paris. Deux ans plus tard, il part travailler la direction d'orchestre à Vienne, auprès de Felix Weingartner, élève et ami de Franz Liszt, célèbre pour ses interprétations de Beethoven, Brahms et Berlioz, dont il sera l'infatigable défenseur. En 1942, Jean Hubeau est nommé directeur du Conservatoire de Versailles. Quinze ans plus tard, il entre à celui de Paris

comme professeur de musique de chambre.

Son savoir immense qui, loin de se limiter à la musique française, englobait la totalité de la musique, son ouverture d'esprit, son oreille infatigable, sa gentillesse et son dédain des choses de l'argent, lui ont attiré de nombreux élèves qui lui sont restés fidèles. Une bonne moitié des jeunes musiciens français (tous instruments confondus) qui font carrière aujourd'hui sont passés par la classe de Jean Hubeau.

Dans un second temps, il enregistrera, beaucoup, pour Erato, éditeur pour lequel il sera, en outre, un chasseur de têtes avisé. Dès 1938, il avait obtenu un Grand Prix du disque pour l'enregistrement, avec le violoncelliste Pierre Fournier, de la *Sonate pour arpeggione et piano* de Schubert, mais sa carrière discographique ne démarre vraiment qu'en 1970. Cette année-là, il reçoit un autre grand prix pour son intégrale de la musique de chambre de Fauré. Dès lors, les disques et les prix se succèdent avec une régularité de métronome : intégrale de la musique de chambre de Schumann, de la musique pour piano de Fauré et de Dukas, quintettes et sonates de Franck, Vienne, Pierné, etc.

Compositeur, Jean Hubeau laisse une œuvre symphonique importante, dont un concerto pour violon, enregistré en 1947, par Henry Merckel et Eugène Bigot ; un autre Grand Prix du disque.

ALAIN LOMPECH

AGENDA

THÉÂTRE

SPECTACLES NOUVEAUX

ISABELLE LEPRINCE DANS CÉLIBATAIRE. Théâtre de Dix-Heures (46-06-10-17) (dim., lun.). 22h (20).
CHEVALIER ET LASPALLAS DANS: C'EST VOUS QUI VOYEZ. Palais des glaces (Grande salle) (42-02-27-17), ven., sam., dim. 18 h.
VAN GOGH: VINCENT. Marie Stuart (45-08-17-80) (dim., lun.). 19h15 (29).

ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-08-77-71). Le Fils sur la banquette arrière: ven., sam., mar., mer., jeu. 20 h 45; dim. 15 h 30.
ARTISTIC-A THÉVAINS (48-06-36-02). L'Eloge de la folie: ven., sam., mar. 21 h; dim. 18 h.
BERRY-ZEBRE (43-57-51-55). Les Champions de la vie: dim. 20 h 30.
BOBINO (43-27-75-78). Télé-folies: 21 h, Rel. dim.
BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24). Sans mentir: ven., sam., mar., mer., jeu. 21 h; dim. 18 h; dim. 15 h 30.
CAPÉ DE LA SÈRE (42-78-52-51). Le Graphique de Boscop: 21 h, Rel. dim., lun.
CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). Y a-t-il un communiste dans la salle?: 21 h; dim. 15 h 30. Rel. lun., dim. soir.
COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Voltaire's Folies: ven., sam., mar., mer., jeu. (dimanche) 21 h; dim. 19 h.
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-23-37-21). Pétauchok: 21 h, Rel. dim., lun.
CRYPTE SAINT-AGNÈS (EGLISE SAINT-EUSTACHE) (47-00-19-31). Les Larmes: dim. 15 h; lun. 20 h, mar. 18 h 30. Le Livre d'heures: sam. 18 h 30; lun. 18 h 30; mar. 20 h 45. Le Livre: ven., sam. 18 h 15; dim. 17 h.
ESPACE MARAIS (48-04-91-55). Le Mariage de Figaro: 18 h; dim. 17 h 30. Rel. dim. soir, lun. Feu la mère de madame: 20 h; dim. 18 h. Rel. mer., dim., lun. La Mouette: 20 h; dim. 19 h 30. Rel. lun. Danse avec les fous: ven., mar. 21 h; sam. 23 h; dim. 19 h.
GRAND EDGAR (43-20-90-08). Qui va à la chasse...: ven., sam., lun., mar., mer., jeu. (dimanche) 20 h 15. Eric Thomas: 22 h, Rel. dim.
HUCHETTE (43-28-38-99). La Cantatrice chauve: 19 h 30. Rel. dim. Le Lézard: 20 h 30. Rel. dim.
LUCCERNAIRE FORUM (45-47-57-34). Théâtre noir. Le Petit Prince: 18 h. Rel. dim. Feu la mère de madame: 20 h. Rel. dim. Le Rire de Tchekhov: 21 h. Rel. dim. 20 h 30. Rel. Théâtre rouge. Bereshit: 18 h. Rel. dim. Adieu monsieur Tchekhov: 20 h. Rel. ven., sam., dim. Le Bestiaire: 21 h 30. Rel. dim.
MARIE STUART (45-08-17-80). Sevege Love: mar. 21 h 15. Van Gogh: Vincent: mar., mer., jeu. 19 h 15.
MICHEL (42-65-35-02). Les Auteurs: 21 h, Rel. dim., lun.

MICHOUDIERE (47-42-95-22). La Puca à l'oreille: 20 h 30; sam. 17 h; dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun.
NOUVEAUTÉS (47-70-52-78). Les Jumeaux: 20 h 30; sam. 18 h, 21 h. Rel. dim., lun.
PAIS DES GLACES (GRANDE SALLE) (42-02-27-17). Chevalier et Las-pallas dans: C'est vous qui voyez: ven., sam., mar. 20 h 30.
PAIS-ROYAL (42-97-59-81). Sans rancune: 20 h 30; sam. 17 h 30. Rel. dim., lun.
POCHE-MONT-PARNASSE (45-48-92-97). Salle I. Madame de La Carrière: ven., sam., mar., mer., jeu. (dimanche) 21 h; dim. 18 h.
PIRE-CATALAN. JARDIN SHAKES-PIRE (43-71-14-28). 29 degrés à l'ombre: sam., dim. 15 h. Le Théâtre de Clara Gazul: jeu., ven., sam., dim. 17 h 30.
RANELAGH (42-89-64-44). Exercices de style: mar. 20 h 30.
RENAISSANCE (42-08-18-50). La Jave des mémoires: 21 h; sam. 17 h. Rel. dim., lun.
ROSEAU-THÉÂTRE (42-71-30-20). Clovis et les Muscogodins: 21 h, Rel. dim., lun.
SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-83). Charité bien ordonnée: 20 h 30. Rel. dim., lun.
THÉÂTRE DE DIX-HEURES (46-06-10-17). Christian Brizard dans Tout est show-bais: 20 h 30. Rel. dim., lun. Isabelle Leprince dans Céli-bataire: ven., sam., mar., jeu. 22 h.
THÉÂTRE DE NESLE (46-34-61-04). Douce violence: ven., sam., lun., mar., mer., jeu. (dimanche) 20 h 15.
THÉÂTRE DU TAMBOR ROYAL (48-06-72-34). Un jeune homme pressé: On purge bébé: 21 h; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.
THÉÂTRE MAUBEL-MICHEL GAI-BRIU (42-23-15-65). Gérard David: 20 h 30. Rel. dim., lun. La Peur des couples: 22 h. Rel. dim., lun.
TOURTOUR (48-87-82-48). Les Trois Sœurs: 18 h 45. Rel. dim., lun. Candide: 20 h 30. Rel. dim., lun. Dédé à deux: 22 h 15. Rel. dim., lun.
TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). Batailles: 21 h, Rel. dim.

RÉGION PARISIENNE
CHATEAU DE THOIRY (34-87-52-25). Les Chasseurs de rêves: ven., sam. 19 h.
CINÉMA
LA CINÉMATHEQUE
PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24). VENDREDI
 Une histoire du film policier français: Ascenseur pour l'échafaud (1957), de Louis Malle. 18 h 30; le Trou (1960), de Jacques Becker. 21 h.
PALAIS DE TOKYO (47-04-24-24). VENDREDI
 Le Cinéma anticolonial regarde ses indiens: Fort Bravo (1953, v.o.), de John Sturges. 18 h 30; The Battle at Elderburg (1913, v.o.), de D. W. Griffith; le Massacre de Fort Apache (1948, v.o.), de John Ford. 21 h.

PARIS EN VISITES

SAMEDI 22 AOUT
 «Le parc des Buttes-Chaumont», 10 heures, Maison de La Villette, angle de l'avenue Corentin-Carlier et du quai de la Charente (Maison de La Villette).
 «Le marché aux Puces à Saint-Ouen. Le plus important marché mondial d'antiquités (conférence déposée)», 10 h 30, métro Porte-de-Clichy, au faubourg Paris autrois.
 «Le parc de La Villette, l'eau et les sons», 10 h 45, métro Porte-de-Pantin, devant la fontaine aux lions (Régards).
 «Le chatinot du treizième arrondissement», 11 heures et 14 h 30, métro de Châtelet, devant le BNP (C. Merle).
 «L'île Saint-Louis pas à pas», 11 heures, 15 heures et 17 h 30, métro Pont-Marie (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
 «L'Opéra Garnier: l'art du Second Empire (limité à trente personnes)», 11 h 30, dans le vestibule, statue de Lili (Monuments historiques).
 «La Conciergerie: du vieux palais des Capétiens à la prison de la Terreur», 14 h 30, 1, quai de l'Horloge, dans le vestibule d'accueil, près de la caisse (Monuments historiques).
 «Les passages couverts et galeries marchandes du dix-neuvième siècle (premier parcours)», 15 heures, 1, rue du Louvre (Paris autrois).
 «Le Palais-Royal: Conseil d'Etat», 14 h 30, grilles du Conseil d'Etat (Sauvegarde du Paris historique).
 «Le vieux Versailles», 14 h 30, 1, rue de l'Indépendance-Américaine (Office de tourisme de Versailles).
 «Fastes et mystères de l'Opéra Garnier», 14 h 30, en haut des marches à l'extérieur (Connaissance de Paris).
 «L'étrange quartier de Saint-Sulpice», 15 heures, sortie métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).
 «Visite du couvent des Carmes et de ses prisons», 15 heures, 70, rue de Valenciennes (Paris autrois).
 «L'ancien monastère, maison d'éducation de la Légion d'honneur», 16 heures, 2, rue de la Légion-d'Honneur, à Saint-Denis (Office de tourisme).

«La basilique de Saint-Denis. Architecture et tombeaux royaux», 14 h 30, entrée de la basilique (Office de tourisme).
 «Le vieux village de Belleville», 14 h 30, métro Pyrénées (Europ expro).
 «L'esplanade des Invalides: parades militaires et expositions universelles», 14 h 45, métro Champs-Élysées-Clemenceau, devant le statue de Georges Clemenceau (Regards).
 «L'hôtel de Rochefort, actuel ministère de l'éducation nationale (limité à trente personnes)», 15 heures, 110, rue de Grenelle (Monuments historiques).
 «Saint-Cloud: évocation de l'ancien château (musée) et visite du parc et de ses fontaines», 15 heures, terminus des bus 52 et 72, côté pont de Saint-Cloud (Monuments historiques).
 «Le marché aux Puces à Saint-Ouen à l'ère du premier centenaire. Conférence déposée», 15 heures, métro Porte-de-Clichy, au faubourg Paris autrois.
 «Salons de l'ambassade de Pologne (hôtel de Monaco) en salons et jardin de l'hôtel de Broglie (nombre limité)», 15 heures, sortie métro Invalides, côté esplanade (D. Bour-chard).
 «Notre-Dame, témoin de l'évangile des temps, la chapelle cachée de la cathédrale. Découverte de la triple enceinte de l'édifice», 15 heures, sortie métro Cité (J. Hault).
 «Académie française et Institut», 15 heures, 23, quai Conti (C. Merle).
 «Le château royal de Vincennes», 15 heures, entrée (Paris et son histoire).
 «De Louise de France à Louise Michel: l'ancien carmel et la chapelle de Saint-Denis», 16 heures, musée, 22 bis, rue Gabriel-Péri à Saint-Denis (Office de tourisme).

CONFÉRENCES

SAMEDI 22 AOUT
 30, avenue Corentin-Carlier (salle Jean Bartin), 15 heures: «Une astro-naute raconte...», rencontre avec des astronomes et C. André-Deshays, scénariste et médecin. Entrée libre (Cité des sciences et de l'industrie).
DIMANCHE 23 AOUT
 1, rue des Prouvaires, 15 heures: «L'Europe de Saint-Bernard», par C. Gion; «Orphée et les mystères grecs», par Natya (Conférences Natya).

Nous publions le **rendredi** (daté samedi) la liste des spectacles présentés à Paris et en région parisienne. Une sélection commentée figure dans notre supplément «Arts et Spectacles» du mercredi (daté jeudi).

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie pour Saint-Eustache Forum des Halles (46-76-82-00)
VENDREDI
 Portraits de Paris: Mode: Lettre de Paris (1948) de Roger Leenhardt, le Paradis perdu (1958) d'Abel Gance, 14 h 30; Danse: Caramba (1988) de Philippe Decouflé, Ours Bourbon (1987) de Luc Riolon, Yvette Chauvire pour l'exemple (1988) de D. Delouche, 18 h 30; Mode: le Mode révisé (1988) de Mireille L. Hachoir, Fables (1944) de Jacques Becker, 18 h 30; Jazz: Janine (1982) de Maurice Pialat, Autour de minuit (1985-1988) de Bertrand Tavernier, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

L'AMANT (Fr.-Brit. v.o.): Images d'ailleurs, 6 (45-57-18-09); Grand Pavois, 15 (45-54-46-85); v.f.: Les Montpar-nose, 14 (43-27-52-37).
LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.): Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); Denfert, 14 (43-21-41-01).
AMAZON (Fr. v.o.): Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82); UGC Montpar-nose, 14 (43-27-52-37).
APRÈS L'AMOUR (Fr.): UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40).
ARMÉE FATALE 3 (A. v.o.): Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); UGC Danton, 1 (42-26-10-30); Bretagne, 6 (38-55-70-37); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82); UGC Montpar-nose, 14 (43-27-52-37).
LA BASTILLE (Fr.): La Bastille, 11 (43-07-48-60); Gaumont Grand Ecran, 13 (45-80-77-00); 14 Juillet Beaugrenelle, 16 (45-75-79-79); UGC Molière, 17 (40-68-00-18); v.f.: Rex, 2 (42-36-83-93); UGC Convention, 15 (45-74-94-94); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Montpar-nose, 14 (43-27-52-37); Saint-Lambert, 15 (45-82-41-48); UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40); Mistrail, 14 (43-20-12-12); UGC Danton, 1 (42-26-10-30); UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); UGC George V, 8 (45-82-41-48); UGC Convention, 15 (45-74-94-94); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Montpar-nose, 14 (43-27-52-37); Saint-Lambert, 15 (45-82-41-48); UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40); Mistrail, 14 (43-20-12-12); UGC Danton, 1 (42-26-10-30); UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); UGC George V, 8 (45-82-41-48); UGC Convention, 15 (45-74-94-94); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Montpar-nose, 14 (43-27-52-37); Saint-Lambert, 15 (45-82-41-48); UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40); Mistrail, 14 (43-20-12-12); UGC Danton, 1 (42-26-10-30); UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); UGC George V, 8 (45-82-41-48); UGC Convention, 15 (45-74-94-94); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Montpar-nose, 14 (43-27-52-37); Saint-Lambert, 15 (45-82-41-48); UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40); Mistrail, 14 (43-20-12-12); UGC Danton, 1 (42-26-10-30); UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); UGC George V, 8 (45-82-41-48); UGC Convention, 15 (45-74-94-94); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Montpar-nose, 14 (43-27-52-37); Saint-Lambert, 15 (45-82-41-48); UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40); Mistrail, 14 (43-20-12-12); UGC Danton, 1 (42-26-10-30); UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); UGC George V, 8 (45-82-41-48); UGC Convention, 15 (45-74-94-94); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Montpar-nose, 14 (43-27-52-37); Saint-Lambert, 15 (45-82-41-48); UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40); Mistrail, 14 (43-20-12-12); UGC Danton, 1 (42-26-10-30); UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); UGC George V, 8 (45-82-41-48); UGC Convention, 15 (45-74-94-94); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Montpar-nose, 14 (43-27-52-37); Saint-Lambert, 15 (45-82-41-48); UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40); Mistrail, 14 (43-20-12-12); UGC Danton, 1 (42-26-10-30); UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); UGC George V, 8 (45-82-41-48); UGC Convention, 15 (45-74-94-94); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Montpar-nose, 14 (43-27-52-37); Saint-Lambert, 15 (45-82-41-48); UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40); Mistrail, 14 (43-20-12-12); UGC Danton, 1 (42-26-10-30); UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); UGC George V, 8 (45-82-41-48); UGC Convention, 15 (45-74-94-94); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Montpar-nose, 14 (43-27-52-37); Saint-Lambert, 15 (45-82-41-48); UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40); Mistrail, 14 (43-20-12-12); UGC Danton, 1 (42-26-10-30); UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); UGC George V, 8 (45-82-41-48); UGC Convention, 15 (45-74-94-94); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Montpar-nose, 14 (43-27-52-37); Saint-Lambert, 15 (45-82-41-48); UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40); Mistrail, 14 (43-20-12-12); UGC Danton, 1 (42-26-10-30); UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); UGC George V, 8 (45-82-41-48); UGC Convention, 15 (45-74-94-94); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Montpar-nose, 14 (43-27-52-37); Saint-Lambert, 15 (45-82-41-48); UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40); Mistrail, 14 (43-20-12-12); UGC Danton, 1 (42-26-10-30); UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); UGC George V, 8 (45-82-41-48); UGC Convention, 15 (45-74-94-94); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Montpar-nose, 14 (43-27-52-37); Saint-Lambert, 15 (45-82-41-48); UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40); Mistrail, 14 (43-20-12-12); UGC Danton, 1 (42-26-10-30); UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); UGC George V, 8 (45-82-41-48); UGC Convention, 15 (45-74-94-94); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Montpar-nose, 14 (43-27-52-37); Saint-Lambert, 15 (45-82-41-48); UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40); Mistrail, 14 (43-20-12-12); UGC Danton, 1 (42-26-10-30); UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); UGC George V, 8 (45-82-41-48); UGC Convention, 15 (45-74-94-94); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Montpar-nose, 14 (43-27-52-37); Saint-Lambert, 15 (45-82-41-48); UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40); Mistrail, 14 (43-20-12-12); UGC Danton, 1 (42-26-10-30); UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); UGC George V, 8 (45-82-41-48); UGC Convention, 15 (45-74-94-94); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Montpar-nose, 14 (43-27-52-37); Saint-Lambert, 15 (45-82-41-48); UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40); Mistrail, 14 (43-20-12-12); UGC Danton, 1 (42-26-10-30); UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); UGC George V, 8 (45-82-41-48); UGC Convention, 15 (45-74-94-94); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Montpar-nose, 14 (43-27-52-37); Saint-Lambert, 15 (45-82-41-48); UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40); Mistrail, 14 (43-20-12-12); UGC Danton, 1 (42-26-10-30); UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); UGC George V, 8 (45-82-41-48); UGC Convention, 15 (45-74-94-94); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Montpar-nose, 14 (43-27-52-37); Saint-Lambert, 15 (45-82-41-48); UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40); Mistrail, 14 (43-20-12-12); UGC Danton, 1 (42-26-10-30); UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); UGC George V, 8 (45-82-41-48); UGC Convention, 15 (45-74-94-94); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Montpar-nose, 14 (43-27-52-37); Saint-Lambert, 15 (45-82-41-48); UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40); Mistrail, 14 (43-20-12-12); UGC Danton, 1 (42-26-10-30); UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); UGC George V, 8 (45-82-41-48); UGC Convention, 15 (45-74-94-94); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Montpar-nose, 14 (43-27-52-37); Saint-Lambert, 15 (45-82-41-48); UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40); Mistrail, 14 (43-20-12-12); UGC Danton, 1 (42-26-10-30); UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); UGC George V, 8 (45-82-41-48); UGC Convention, 15 (45-74-94-94); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Montpar-nose, 14 (43-27-52-37); Saint-Lambert, 15 (45-82-41-48); UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40); Mistrail, 14 (43-20-12-12); UGC Danton, 1 (42-26-10-30); UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); UGC George V, 8 (45-82-41-48); UGC Convention, 15 (45-74-94-94); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Montpar-nose, 14 (43-27-52-37); Saint-Lambert, 15 (45-82-41-48); UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40); Mistrail, 14 (43-20-12-12); UGC Danton, 1 (42-26-10-30); UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); UGC George V, 8 (45-82-41-48); UGC Convention, 15 (45-74-94-94); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Montpar-nose, 14 (43-27-52-37); Saint-Lambert, 15 (45-82-41-48); UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40); Mistrail, 14 (43-20-12-12); UGC Danton, 1 (42-26-10-30); UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); UGC George V, 8 (45-82-41-48); UGC Convention, 15 (45-74-94-94); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Montpar-nose, 14 (43-27-52-37); Saint-Lambert, 15 (45-82-41-48); UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40); Mistrail, 14 (43-20-12-12); UGC Danton, 1 (42-26-10-30); UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); UGC George V, 8 (45-82-41-48); UGC Convention, 15 (45-74-94-94); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Montpar-nose, 14 (43-27-52-37); Saint-Lambert, 15 (45-82-41-48); UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40); Mistrail, 14 (43-20-12-12); UGC Danton, 1 (42-26-10-30); UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); UGC George V, 8 (45-82-41-48); UGC Convention, 15 (45-74-94-94); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Montpar-nose, 14 (43-27-52-37); Saint-Lambert, 15 (45-82-41-48); UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40); Mistrail, 14 (43-20-12-12); UGC Danton, 1 (42-26-10-30); UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); UGC George V, 8 (45-82-41-48); UGC Convention, 15 (45-74-94-94); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Montpar-nose, 14 (43-27-52-37); Saint-Lambert, 15 (45-82-41-48); UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40); Mistrail, 14 (43-20-12-12); UGC Danton, 1 (42-26-10-30); UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); UGC George V, 8 (45-82-41-48); UGC Convention, 15 (45-74-94-94); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Montpar-nose, 14 (43-27-52-37); Saint-Lambert, 15 (45-82-41-48); UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40); Mistrail, 14 (43-20-12-12); UGC Danton, 1 (42-26-10-30); UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); UGC George V, 8 (45-82-41-48); UGC Convention, 15 (45-74-94-94); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Montpar-nose, 14 (43-27-52-37); Saint-Lambert, 15 (45-82-41-48); UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40); Mistrail, 14 (43-20-12-12); UGC Danton, 1 (42-26-10-30); UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); UGC George V, 8 (45-82-41-48); UGC Convention, 15 (45-74-94-94); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Montpar-nose, 14 (43-27-52-37); Saint-Lambert, 15 (45-82-41-48); UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40); Mistrail, 14 (43-20-12-12); UGC Danton, 1 (42-26-10-30); UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); UGC George V, 8 (45-82-41-48); UGC Convention, 15 (45-74-94-94); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Montpar-nose, 14 (43-27-52-37); Saint-Lambert, 15 (45-82-41-48); UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40); Mistrail, 14 (43-20-12-12); UGC Danton, 1 (42-26-10-30); UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); UGC George V, 8 (45-82-41-48); UGC Convention, 15 (45-74-94-94); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Montpar-nose, 14 (43-27-52-37); Saint-Lambert, 15 (45-82-41-48); UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40); Mistrail, 14 (43-20-12-12); UGC Danton, 1 (42-26-10-30); UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); UGC George V, 8 (45-82-41-48); UGC Convention, 15 (45-74-94-94); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Montpar-nose, 14 (43-27-52-37); Saint-Lambert, 15 (45-82-41-48); UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40); Mistrail, 14 (43-20-12-12); UGC Danton, 1 (42-26-10-30); UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); UGC George V, 8 (45-82-41-48); UGC Convention, 15 (45-74-94-94); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Montpar-nose, 14 (43-27-52-37); Saint-Lambert, 15 (45-82-41-48); UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40); Mistrail, 14 (43-20-12-12); UGC Danton, 1 (42-26-10-30); UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); UGC George V, 8 (45-82-41-48); UGC Convention, 15 (45-74-94-94); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Montpar-nose, 14 (43-27-52-37); Saint-Lambert, 15 (45-82-41-48); UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40); Mistrail, 14 (43-20-12-12); UGC Danton, 1 (42-26-10-30); UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); UGC George V, 8 (45-82-41-48); UGC Convention, 15 (45-74-94-94); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Montpar-nose, 14 (43-27-52-37); Saint-Lambert, 15 (45-82-41-48); UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40); Mistrail, 14 (43-20-12-12); UGC Danton, 1 (42-26-10-30); UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); UGC George V, 8 (45-82-41-48); UGC Convention, 15 (45-74-94-94); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Montpar-nose, 14 (43-27-52-37); Saint-Lambert, 15 (45-82-41-48); UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40); Mistrail, 14 (43-20-12-12); UGC Danton, 1 (42-26-10-30); UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); UGC George V, 8 (45-82-41-48); UGC Convention, 15 (45-74-94-94); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Montpar-nose, 14 (43-27-52-37); Saint-Lambert, 15 (45-82-41-48); UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40); Mistrail, 14 (43-20-12-12); UGC Danton, 1 (42-26-10-30); UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); UGC George V, 8 (45-82-41-48); UGC Convention, 15 (45-74-94-94); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Montpar-nose, 14 (43-27-52-37); Saint-Lambert, 15 (45-82-41-48); UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40); Mistrail, 14 (43-20-12-12

ÉCONOMIE

BILLET

Turbulences sur les marchés des changes

La Bourse et les sondages

La Bourse broie du noir depuis le début de l'été et, plus grave, elle s'ennuie. Aux espoirs déçus, quant à la reprise de la croissance économique, l'amélioration de la rentabilité des entreprises et la baisse des taux d'intérêt, a succédé la défiance. Tant et si bien qu'après avoir gagné jusqu'à 15 % lors des cinq premiers mois de l'année dans des marchés actifs, la tendance s'est brutalement inversée pour devenir négative en juillet. L'heure est à la prudence, d'autant que sur les incertitudes économiques se sont greffées les aléas politiques relatifs à l'union européenne.

Pour tromper leur oisiveté et tenter d'animer ce marché apathique, certains des investisseurs présents se sont lancés dans une nouvelle activité, la chasse aux sondages. Il s'agit pour eux de connaître, ne serait-ce que quelques heures voire quelques minutes à l'avance, l'évolution des intentions de vote des Français dans la perspective du référendum du 20 septembre. A eux ensuite d'adapter avant les autres leurs stratégies en fonction du résultat pour gagner de l'argent, c'est-à-dire vendre si le « non » progresse et acheter si le « oui » est de plus en plus nombreux. Cette pratique n'est pas nouvelle, pulvérise, à l'approche de chaque consultation nationale importante, les investisseurs sont à l'affût du moindre résultat. Mais c'est la première fois qu'une échéance électorale importante se déroule au sortir des vacances. Les sondages sont donc faits durant une période où traditionnellement les marchés sont désertés par les investisseurs. Il est alors plus facile, avec, peu de dures, de faire varier fortement la tendance. Ce fut le cas plusieurs fois récemment, et notamment le 5 août dernier.

Devant les interrogations suscitées par ce nouveau jeu lucratif qu'est la prédiction électorale, et l'écart qui se réduit entre les partisans et adversaires de Maastricht, la Commission des opérations de Bourse (COB) est sortie de son silence jeudi 20 août. Pour elle, le sondage n'est pas une information privilégiée en raison de son caractère aléatoire. Le possesseur d'un tel résultat avant les autres n'est pas susceptible d'être poursuivi pour délit d'initié. En revanche, s'il parvient à influencer sur les cours en l'utilisant avant sa publication officielle, il pourra être sanctionné. Une manière de rappeler que la chasse aux sondages prématurément ouverte est strictement réglementée. Mais, par ces propos, le gendarme de la Bourse est-il vraiment capable d'éviter tout braconnage d'ici au 20 septembre ?

DOMINIQUE GALLONS

Les recommandations de la COB

La Commission des opérations de Bourse (COB) a estimé jeudi 20 août que le résultat des sondages effectués sur l'issue du référendum sur le traité de Maastricht ne saurait, « a priori », être considéré « comme une information privilégiée », dont l'utilisation constituerait un délit d'initié. En revanche, « l'auteur ou l'utilisateur d'un sondage doivent s'assurer de sa confidentialité ou veiller à maîtriser le processus de communication de celui-ci afin de ne pas provoquer, par des rumeurs, des perturbations sur le marché. Ils doivent s'abstenir, quand le sondage est destiné à être rendu public, de tout comportement susceptible de fausser le fonctionnement du marché. De tels faits pourraient, le cas échéant, être examinés au regard des règlements de la Commission des opérations de Bourse ou des dispositions du droit pénal ».

Le dollar a frôlé son plus bas cours historique contre le mark

La crise du dollar, discrète mais persistante depuis début juillet, s'est amplifiée jeudi 20 août lorsque le billet vert a frôlé son plus bas cours historique contre le deutschemark, à 1,4445 mark. Ce seuil avait été franchi en février 1991 (1,4430 mark) mais jamais depuis. Les cours de jeudi suscitent l'inquiétude de la communauté financière, surtout en cette période d'incertitude sur l'évolution des pièces boursières. Vendredi matin, la monnaie américaine se représentait légèrement. A Francfort, le dollar cotait 1,4525 mark. A Paris, il s'échangeait à 4,93 francs, en légère hausse par rapport à la clôture de jeudi à New-York (4,91 francs), mais tout de même à son niveau le plus bas depuis le début de 1981.

La séance de jeudi était pourtant porteuse de bonnes nouvelles pour la monnaie américaine, puisqu'au terme

de sa réunion bimensuelle, la Bundesbank avait maintenu inchangé le coût du crédit. Certains redoutaient que la banque centrale allemande choisisse de relever de nouveau ses taux directeurs pour lutter contre une inflation jugée trop importante (le Monde du 21 août). Une telle décision aurait encore accru l'écart des taux d'intérêt allemands et américains, principal responsable de la faiblesse du billet vert. Les premiers se trouvent actuellement à leur niveau le plus élevé depuis les années 30. Aux Etats-Unis, au contraire, il faut remonter aux années 60 pour retrouver des taux d'intérêt à court terme aussi bas, les autorités monétaires n'ayant pas hésité à assouplir très fortement le crédit pour relancer l'activité économique.

Les responsables du groupe des sept pays les plus industrialisés, qui

depuis 1985 tentent de contrôler les fluctuations du dollar, n'ont pas jusqu'à présent affirmé leur volonté d'obtenir un redressement de la monnaie américaine, source de compétitivité pour les exportations américaines. Cependant, les banques centrales des principaux pays industriels ont procédé ces dernières semaines à des achats concertés de dollars sur les marchés afin de contenir la glissade. Selon l'agence Reuters, les assistants des ministres des finances des Sept doivent se réunir à Paris les 27 et 28 août, en préface à la réunion ministérielle du 19 septembre à Washington. Ils pourraient choisir d'envoyer un nouveau signal aux marchés des changes.

F. L.

Le conflit entre M. Tapie et M. Botton

La Vie claire retourne dans le giron de BTF

LYON

de notre bureau régional

MM. Bernard Tapie et Pierre Botton ont dû jouer qu'ils avaient, chacun de son côté, suffisamment de problèmes à régler dans leurs affaires respectives pour ne pas continuer à entretenir le différend qui les opposait, à propos de la vente de La Vie claire, depuis le mois de juin dernier. Dans un communiqué rendu public jeudi 20 août au soir, le groupe Bernard Tapie Finance (BTF) annonce qu'il est parvenu à un accord avec la société Lygudunum Finance de M. Pierre Botton sur « l'annulation des ventes de La Vie claire intervenues le 20 février 1992 au profit de Lygudunum Finance ». En conséquence, BTF décline à nouveau, et comme avant le 20 février 1992, 97,41 % de la société de produits dérivés.

Son futur président devrait être M. Elie Fellous, président de Bernard Tapie Finance. Celui-ci confie avoir

l'intention de ne pas remettre immédiatement La Vie claire en vente et de procéder à une recapitalisation de 20 millions de francs.

Si M. Bernard Tapie récupère La Vie claire, dont il avait cherché à se défaire pendant plus d'un an, c'est que depuis la vente d'Adidas il a moins besoin de liquidités. Pour M. Botton, le coup est plus dur. La Vie claire représentait pour celui-ci une encore connue dans le monde des affaires comme le gendre de M. Michel Noir, le maire de Lyon, un moyen de s'approcher un peu plus de la cour des grands industriels. La, ses déboires avec quelques autres sociétés de son groupe, notamment Boisson SA, placée en liquidation judiciaire, l'ont contraint à céder dans le conflit l'opposant à M. Tapie.

La vente de La Vie claire s'est faite, d'après un des nombreux avocats de l'homme d'affaires lyonnais, sur la base de 100 millions de francs : 15 millions payés cash (ce qui fut fait), 5 millions sous forme de

billet à ordre honorable le 31 mai 1992 et cinq échéances annuelles tombant toutes un 1^{er} avril. Mais, dès la fin mai 1992, M. Botton refusait de s'acquiescer de sa première échéance. D'où le courroux de M. Bernard Tapie, demandant aux tribunaux l'annulation de la vente. M. Botton agissait des manœuvres tendant à sous-estimer dans l'acte de cession de La Vie claire pour se prévaloir d'une garantie de passif. Il contre-attaquait en faisant bloquer 15 millions de francs sur les comptes de BTF.

L'affrontement était lancé. On découvrait de curieuses factures envoyées par d'autres sociétés de M. Botton à La Vie claire, qui les avait honorées. Cet élément parmi bien d'autres attirait l'attention des enquêteurs du SRPJ de Lyon. Les développements de l'enquête préliminaire lyonnaise ont sans doute poussé M. Botton à ne pas s'encombrer à Paris d'un nouvel affrontement.

ROBERT MARMOZ

Après l'échec de la « solution » Dickson Concepts

Une nouvelle cure d'austérité pour Charles Jourdan

VALENCE

de notre correspondant

L'industriel suisse Franz Wassmer se retrouve désormais seul propriétaire du groupe de chaussures de luxe Charles Jourdan, qu'il croyait un moment avoir vendu au distributeur asiatique Dickson Concepts. La tentative de cession du printemps a échoué alors même que la restructuration du groupe qui était propriétaire de Charles Jourdan était déjà engagée (« le Monde de l'économie » daté 22-23 mars). Une opération qui a conduit M. Wassmer à prendre les commandes de Charles Jourdan. Désormais seul maître à bord, l'industriel suisse va tenter de redresser le chausseur de luxe : la production de l'usine de Romans (Drôme) est passée de 2 700 paires par jour en 1987 à 1 200 au printemps dernier. Celle de Tournon (Ardèche) est actuellement de 900

paires. Les effectifs ont été réduits de 1 400 salariés à moins de 800 en quatre ans. Et les années déficitaires se suivent.

M. Wassmer annonce que les sources des pertes auront disparu d'ici à la fin de l'année. Il s'agit notamment de réduire les frais de structure en jouant par exemple le siège parisien de la société ou encore en réduisant le nombre de magasins à l'enseigne Charles Jourdan, aussi bien en France qu'aux Etats-Unis. Ces mesures d'économie devraient s'accompagner d'un repositionnement progressif de la production. Chez Charles Jourdan, on estime que le luxe ne paye plus comme autrefois. Les nouvelles collections devraient, espérons-le, permettre d'élargir la clientèle, sinon de retrouver un marché perdu pour cause de prix parfois prohibitifs.

GÉRARD MÉJEAN

Renforçant sa présence en Europe

Axa négocie avec le BBV pour créer le cinquième assureur espagnol

Le groupe Axa, premier assureur privé français, et le Banco Bilbao Vizcaya (BBV), une des principales banques espagnoles, négocient un accord de coopération pour créer une compagnie d'assurance commune en Espagne. Un holding formé par la société Axa Seguros, filiale d'Axa, et le groupe Aurora Polar, appartenant au BBV, serait créé et détenu à 50 % par chacun des deux partenaires. Il serait géré par le groupe français.

Si les négociations aboutissent, la nouvelle compagnie prendrait la cinquième place du marché espagnol de l'assurance avec un volume de primes de l'ordre de 61 000 millions de pesetas (plus de 3 milliards de francs).

A la suite de cet accord avec le BBV, Axa va colmater une de ses principales brèches dans ses implantations à l'étranger. En mai, le responsable des activités internationales du groupe, M. Jean-Claude Damerval, reconnaissait que l'Espagne était un des points faibles du groupe, avec l'Allemagne, le Canada et la Grande-Bretagne. Axa est avant tout présent aux Etats-Unis, grâce à sa participation de 49 % dans Equitable Life.

Le Monde
PUBLICITÉ
FINANCIÈRE
Renseignements : 46-62-72-67

Inquiétudes et morosité croissantes en Allemagne

FRANCFORT

de notre correspondant

Le conseil de la Bundesbank, réuni jeudi 20 août, a décidé de laisser inchangés ses taux d'intérêt directeurs (le Monde du 21 août). Certains opérateurs sur les marchés financiers craignent qu'après avoir relevé de trois quarts de point le taux d'escompte à la mi-juillet, la banque centrale allemande ne doive aussi relever le Lombard (le taux plafond) pour tenter de ralentir l'expansion continue de la masse monétaire. La réunion de son conseil ce jeudi pouvait en être l'occasion d'un nouveau resserrement du crédit.

Il n'en a rien été. Pourtant la Buba faisait connaître le même jour le chiffre d'une nouvelle hausse en juillet de 8,6 % de la masse monétaire selon la définition M3 (liquidités et dépôts à moins de quatre ans). La hausse avait été de 8,7 % en juin et de 8,8 % en mai et il n'y a donc aucun signe de contraction de la quantité d'argent en circulation, critère principal de la banque qui y voit un indicateur de l'inflation future. Les crédits aux particuliers et aux entreprises ont à nouveau crû de 11 % en juillet.

Une entrée

en récession ?

La Bundesbank est prise entre les tensions inflationnistes et les critiques croissantes que soulève, y compris en Allemagne, sa politique d'argent cher. Malgré les bonnes statistiques de juillet qui ramènent la hausse des prix sur un an à 3,3 %, l'inflation reste bien supérieure à l'objectif de 2 % par an que s'est fixée la banque centrale. Elle doit donc maintenir des taux historiquement élevés.

Mais les rangs des critiques grossissent. Par ceux qui dénoncent l'inefficacité du monétarisme « pur et dur » de la Buba, d'abord. Ils estiment que la politique monétaire et économique allemande ne peut se résumer à cet alpha et omega qu'est M3, critère d'une mesure incertaine et dont la crois-

sance s'explique beaucoup par des raisons particulières (recours au deutschemark dans les pays de l'Est, déplacement de l'épargne du long terme vers le court terme du fait des taux élevés de la Buba).

Par ceux qui s'inquiètent du net ralentissement de l'activité, ensuite. Après le boom de la réunification depuis deux ans, un refroidissement était attendu par tous. En fait, le premier trimestre a été meilleur (2 % de croissance en rythme annuel) mais en compensation, le plongeon semble actuellement plus fort que prévu. L'institut DIW estime que le recul du PIB (produit intérieur brut) au deuxième trimestre sera de 1,5 % et puis encore de 0,5 % au troisième trimestre. Autrement dit l'Allemagne serait entrée en récession.

Ces chiffres sont provisoires. Mais les pertes d'emplois dans l'automobile ou chez Siemens font basculer l'opinion vers la morosité, voire l'inquiétude. L'Allemagne rejoint en cela les autres pays occidentaux. La Bourse est au plus bas de l'année et elle a perdu près de 20 % depuis mai.

Nombre d'instituts économiques ou de banques révisent actuellement leurs prévisions à la baisse. Le professeur Herbert Hax, du groupe des « cinq sages » conseillers du gouvernement, explique, dans une interview au quotidien économique Handelsblatt du vendredi 21 août, que la croissance n'atteindra pas les 2 % projetés par les sages pour cette année. La hausse des salaires et la faiblesse des exportations chez des partenaires dont les économies tournent au ralenti en sont les causes. Les entreprises selon le professeur Hax, ne relèvent pas leurs prix - c'est pourquoi il estime que la dynamique inflationniste est calmée - mais pompent sur leur marge. Il en résulte des suppressions d'emplois et un ralentissement des investissements. Rien qui puisse redonner le moral aux trois millions de chômeurs.

ÉRIC LE BOUCHER

Olympia and York présente un plan de restructuration de sa dette

Le groupe immobilier Olympia and York a présenté, jeudi 20 août, un plan de restructuration de sa dette de 8,4 milliards de dollars canadiens (soit de 35 milliards de francs). La société canadienne, placée sous la protection de la loi sur les faillites en mai, a envoyé un exemplaire de son plan sur cinq ans à chacune de ses vingt-huit sociétés créditrices.

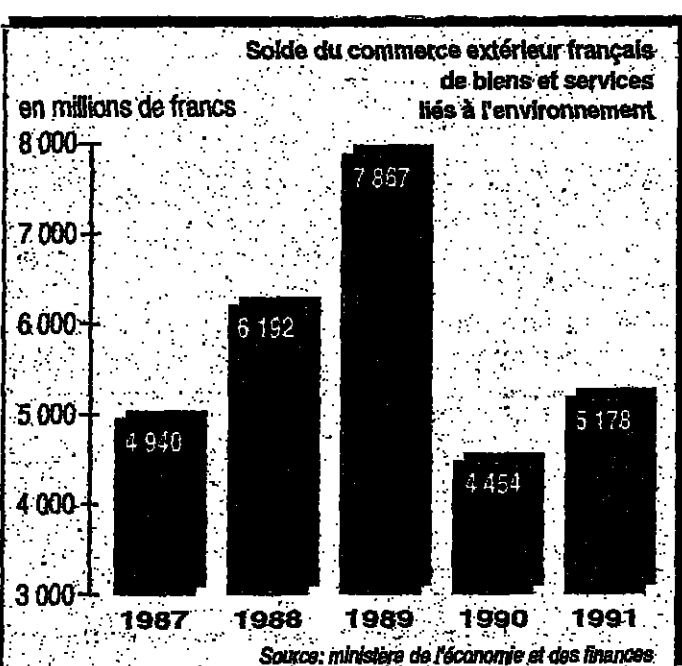
Le projet prévoit de laisser à Olympia and York ses avoirs essentiels, offrant aux créanciers jusqu'à 80 % du capital. « L'objectif de ce plan est de permettre la poursuite des activités d'Olympia and York de manière à augmenter sa valeur et de permettre à la société d'honorer ses obligations », a déclaré le président d'Olympia and York Developments, M. Gerald Greenwald. L'échéance des négociations est fixée au 21 octobre, date à laquelle sera suspendue la protection judiciaire. - (Reuters)

La Poste et France Télécom vont créer 10 000 contrats emploi-solidarité

La Poste et France Télécom vont créer 10 000 contrats emploi-solidarité (CES) d'ici à la fin du mois d'octobre, a annoncé jeudi 20 août le ministre des PTT. Ce plan, qui a débuté le 1^{er} août, permettra de recruter cinq mille personnes à La Poste (notamment dans les services d'accueil et les centres de tri) et trois mille à France Télécom. Deux mille autres seront affectées dans des services communs des deux établissements.

Héritiers des TUC (travaux d'utilité collective), les CES sont des contrats de travail à mi-temps d'une durée de trois mois à trois ans, rémunérés entre 2 500 et 2 800 francs bruts mensuels. Proposés en priorité aux chômeurs de longue durée, ils permettent à l'employeur de bénéficier d'une exonération totale des cotisations sociales et d'une participation de l'Etat allant de la moitié aux trois quarts de la rémunération.

La France exporte ses industries « vertes »



Vague « écolo » oblige, les industries vertes échappent à la morosité. Si, faute de statistiques spécifiques, le marché mondial des biens et services liés à la protection de l'environnement est difficile à évaluer, tous les instituts s'accordent sur sa croissance : + 5,5 % par an, selon le cabinet Ecotec, qui évalue à 300 milliards de dollars (1 500 milliards de francs) le marché mondial des « éco-industries » en l'an 2000.

Disposant de deux grands acteurs dans le traitement de l'eau et des

déchets - la Générale des eaux et la Lyonnaise des eaux-Dumez - la France tire son épingle du jeu dans ce secteur, avec une balance commerciale régulièrement excédentaire. Les grands contrats (traitement des eaux usées et des déchets, stations d'épuration...) y sont pour beaucoup, dont le solde commercial positif est passé de 2 500 millions de francs en 1987 à 3 200 millions de francs l'an dernier.

(Lire page 8 la page « Point » : « L'élimination des déchets »)

INDICATEURS

FRANCE

• Matières premières : - 3,5 % en juillet. - Les prix des matières premières importées par la France ont reculé de 3,5 % (en francs) au mois de juillet par rapport au mois de juin. Ce sont les matières premières alimentaires qui se sont le plus dépréciées : leurs prix ont baissé de 5,8 % en un mois, essentiellement du fait d'une forte chute des prix des oléagineux (- 9,5 %). Les matières premières industrielles ont quant à elles baissé de 3 % en un mois. Depuis juillet 1991, les prix des matières premières importées par la France ont globalement augmenté de 6,2 %.

ÉCONOMIE

« Destruction » capitaliste en Saxe

Suite de la première page

Au total, les investissements représentent 500 milliards de deutschemarks (1 680 milliards de francs) d'ici à l'an 2000. Autre perspective : les besoins en infrastructure de transport sont estimés pour les dix prochaines années à quelque 400 milliards de deutschemarks. « Les besoins ne constituent pas un marché à eux seuls, précise un cadre de Lafarge Coppée, mais, ici, il s'agit de besoins solvables. » Afin d'aider à la reconstruction, l'Etat allemand a en effet prévu un transfert financier de près de 180 milliards de deutschemarks pour la seule année 1992.

Depuis que le groupe français est arrivé à Karsdorf, beaucoup de choses ont changé. Sur les 1 800 emplois que comportaient les activités cémentières en 1989, il reste aujourd'hui 650 salariés sur le site. Et les nouveaux propriétaires de l'usine ne cachent pas que ce chiffre pourrait, à terme, se stabiliser autour de 300 personnes. La productivité était ici environ le tiers des cémenteries d'Allemagne de l'Ouest.

Un bassin d'emploi bouleversé

Les responsables français ont donc décidé de ne conserver que le noyau rentable de l'appareil productif : « Il s'agit de rendre le prix de revient le plus bas et le plus compétitif possible », soulignent les cadres de Lafarge. Deux plans sociaux ont été assurés une partie du « rajustement » des effectifs. L'usine construite à la fin des années 20 est en cours de destruction. Seule la plus récente, l'usine numéro 3, est conservée. Deux de ses quatre fours tournent, les deux autres sont en voie de modernisation. Quant à l'usine numéro 2, elle est maintenue en l'état, et servira « de ressource d'appoint ».

Mais, au-delà de la cémenterie, c'est la vie de tout le bassin d'emploi qui a été bouleversée. A l'évidence, les exigences du repreneur privé ne répondent pas à la même logique que celle du combinat de l'ancienne économie planifiée. M^{me} Marianne Gralki, secrétaire pendant quinze ans à l'usine, puis chargée de la formation des ouvriers des pays frères - ils étaient en permanence quatre cents, venus du Mozambique, de Cuba ou du Vietnam - est aujourd'hui responsable du personnel.

Formée par le groupe français, elle se souvient : « Jusqu'en 1990, les gens bénéficiaient du droit au travail. La garantie de l'emploi permettait à tout le monde d'être sûr de son travail et de toucher un salaire. Et l'entreprise faisait vivre des familles entières. Au sein même de l'usine, à partir des nombreux silos de stockage, quarante kilomètres de voies ferrées permettaient d'organiser l'acheminement du ciment dans

tout le pays. Les ordres de destination étaient transmis de Berlin. En proche périphérie, les difficultés d'approvisionnement en pièces détachées avaient entraîné la naissance d'importantes activités annexes de mécanique et d'entretien.

Pas de sens selon l'économie de marché

Plus largement, la cémenterie était au cœur d'un large tissu économique pour lequel elle assumait de nombreuses fonctions politiques et sociales. Son hôpital dispensait des soins aux habitants de toute la vallée; ses pompes intervenaient dans les trois communes avoisinantes. Une usine de laine de roche avait été installée, ainsi que des ateliers de jouets en bois et d'antennes de télévision : « Ces productions permettaient aux femmes d'avoir un travail plus souple et moins fatigant durant leur congé de maternité », précise M^{me} Gralki. Plus de 90 % des femmes pouvaient ainsi travailler à temps plein.

Différents réseaux de crèches assuraient la garde des enfants, certains pour les enfants de plus de six mois, d'autres, fonctionnant l'après-midi, pour ceux qui étaient déjà entrés à l'école. Enfin, une énorme centrale de production de vapeur fournissait non seulement l'usine, mais les logements des trois communes; elle alimentait également de vastes serres dont les cultures horticoles couvraient les besoins des salariés en fruits et légumes.

« Toute cette organisation économique et sociale n'avait aucun sens en termes d'économie de marché, précise-on chez Lafarge. Nous n'avons repris que ce qui nous paraissait compatible avec le marché que nous visons. » Sur les 1 500 emplois liés aux activités annexes de la cémenterie, seuls cent salariés ont aujourd'hui du travail. A terme, il restera donc environ 400 emplois sur les 3 300 salariés qui vivaient des anciennes structures du conglomérat.

Cette restructuration du bassin de Karsdorf est - sur une petite échelle - à l'image de ce qui se produit dans toute l'ancienne Allemagne de l'Est depuis la réunification. « On parle souvent d'une destruction créatrice, mais il s'agit pour l'instant d'une destruction tout court », précise M. François Baffol, directeur d'une équipe de chercheurs du CNRS basée à Berlin, qui vient d'achever pour la Délégation française à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) un rapport sur l'aménagement et le développement de l'ancien territoire est-allemand. Tirées des synthèses fournies par les principaux organismes de conjonction allemands, les statistiques citées dans son étude sont éloquentes.

Au total, 5 200 entreprises étaient privatisées à la fin de 1991. Dans le secteur de la construction mécanique, le plus important de l'industrie

de l'ex-Allemagne de l'Est, un cinquième seulement des actifs étaient encore employés en décembre 1991. Pour la chimie, on comptait en 1988 environ 180 000 travailleurs répartis dans 282 entreprises; à la fin avril 1992, 44 000 salariés avaient encore le travail dans cette branche. En 1989, le secteur de la machine-outil employait 250 000 personnes; il en restera à peine 20 000 en 1993. Et l'agriculture n'a pas été épargnée : sur les 800 000 travailleurs que comptait ce secteur en 1989, il en restait 230 000 en activité fin 1991.

Les chiffres du chômage sont une traduction édifiante de l'ampleur de cette « destruction » économique. « Le prix à payer du passage à l'économie de marché est ici particulièrement lourd », souligne M. Baffol. A la fin janvier 1992, plus de 40 % des actifs tiraient leurs revenus (entre 60 % et 70 % de leurs anciens salaires) des bureaux de travail, c'est-à-dire qu'ils faisaient partie soit des 1,4 million de personnes inactives au chômage, soit des 520 000 placées en chômage technique - dont plus de 60 % sont inactives totale - soit ils bénéficiaient des mesures de reconversion ou de préretraite. Sous la pression des vagues incessantes de suppressions d'emplois, les autorités allemandes recourent régulièrement la période de droit aux indemnités et encouragent la création de sociétés d'emplois (travaux d'utilité publique) et d'organismes de formation.

Peur de perdre son travail

Karsdorf subit donc le sort réservé par l'économie de marché à la plupart des sites industriels de l'ancienne RDA. Les autorités locales estiment que le chômage y touche environ 50 % des travailleurs. Comme ailleurs, les femmes y sont plus durement touchées : plus de 65 % sont sans travail. Comme ailleurs aussi, les nouvelles règles économiques se sont imposées très vite, conquérantes. « C'est difficile d'accepter tout ça », lâche Klaus, un ouvrier toujours employé par la cémenterie. Fallait-il tout détruire? lâche-t-il, perplexité. Toute sa famille a été licenciée : sa femme, ses deux frères, ses oncles. Les célibataires, insuffisamment en nombre, sont aujourd'hui payantes et les salaires ne représentent que 60 % de ceux pratiqués à l'Ouest. Les prix, eux, sont équivalents.

« Il fallait bien que les choses changent. Avant, nous avions peur de parler, de la prison. Maintenant nous avons peur de perdre notre travail », déclare Klaus, soulagé. Et pourtant, ici, il y a toujours eu du travail pour tous! Les choses iront-elles mieux après, son oncle. Les célibataires, insuffisamment en nombre, sont aujourd'hui payantes et les salaires ne représentent que 60 % de ceux pratiqués à l'Ouest. Les prix, eux, sont équivalents.

OLIVIER PIOT

EN BREF

Procter and Gamble cède ses activités pâte à papier. - Le groupe diversifié américain Procter and Gamble a annoncé jeudi 20 août qu'il céderait l'essentiel de ses activités du secteur pâte à papier à son compatriote Weyerhaeuser, pour un montant d'environ 600 millions de dollars (3 milliards de francs). La vente porte sur les moulins à papier et des scieries situés dans l'Alberta (Canada) et en Géorgie, ainsi que sur 70 000 hectares de forêts dans cet Etat. Le groupe Weyerhaeuser, quatrième groupe mondial d'exploitation du bois, dont le siège est situé à Tacoma (Etat de Washington), s'est déclaré prêt à conserver les salariés des usines rachetées. Procter and Gamble examine également les propositions d'autres firmes pour le reste de ses activités du secteur papeterie, dont un moulin à papier et 266 000 hectares de forêt dans le nord de la Floride et une plantation de coton à Memphis (Tennessee). Procter and Gamble avait annoncé en mars son intention de se retirer du secteur papier pour se concentrer sur les produits de consommation.

L'américain Storage Technology va créer 470 emplois à Toulouse. - La société américaine Storage Technology (ditte Storagetek), spécialisée dans le stockage de données, va implanter une unité de production et de recherche à Toulouse et dans un premier temps créer ainsi 470 emplois. Storagetek est leader, avec IBM, sur le marché du stockage de données. L'investissement devrait atteindre 30 millions de dollars (environ 150 millions de francs). Le site de Toulouse était en compétition avec un site allemand. Ce centre de pro-

duction, qui sera opérationnel en 1994, construira notamment les produits de la ligne Iceberg, que vient de lancer Storagetek. Par ailleurs, des programmes de recherche importants sont envisagés en partenariat avec Bull, avec qui Storagetek entretient des liens privilégiés, précise un communiqué du ministère de l'Industrie publié jeudi 20 août.

Ford réduit sa production en Grande-Bretagne après une chute de ses ventes. - Ford, premier constructeur automobile sur le marché britannique, a annoncé mercredi 19 août que deux de ses usines allaient réduire leurs temps de travail jusqu'au 25 septembre en raison de la baisse de ses ventes. Durant cette période, l'usine Ford de Dagenham (à l'est de Londres), qui produit le modèle Fiesta et emploie 6 500 salariés, tournera trois jours par semaine. Une semaine de quatre jours sera introduite à l'usine de Southampton, qui produit les vans Transit et 2900, à partir du 24 août. Ces mesures dureront au moins jusqu'au 25 septembre, date à laquelle Ford fera un nouveau bilan de la situation, a indiqué la firme américaine.

La CFTC demande une « confiance nationale sur l'emploi ». M. Alain Deleu, secrétaire général de la CFTC, suggère l'organisation d'une « conférence nationale au sommet avec les pouvoirs publics, le patronat, les syndicats » afin d'adopter une « charte » pour l'emploi. Dans un entretien publié vendredi 21 août par le quotidien Ouest-France, M. Deleu souhaite « une prise de conscience d'ordre

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 21 août ↑

Reprise

Dans le sillage de la ramonée spectaculaire de la Bourse de Tokyo, la Bourse de Paris était nettement orientée à la hausse vendredi 21 août. En progression de 0,83 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 s'élevait, en milieu de journée, à un gain de 1,02 % à 1 741,81 points. Cette reprise, à la veille de la liquidation mensuelle, permettait à la cote d'effacer un bilan négatif de 0,41 %.

Si la vive hausse de Tokyo (13,3 % en trois jours) est une nouvelle encourageante, elle ne dissipe pas pour autant toutes les inquiétudes des investisseurs. L'incertitude demeure forte sur les résultats du référendum du 20 septembre sur le traité de Maastricht. La publication de sondages montrant une réduction de l'écart entre les partisans du « oui » et du « non » ne marque pas d'inciter les masses de marché à la prudence. Le discours-programme du président George Bush à la clôture de la convention républicaine suscite beaucoup moins de commentaires. Pour de nombreux analystes, le président sortant a encore de bonnes chances d'être reconduit en novembre.

Du côté des valeurs, on remarque plus particulièrement les hausses de 3,1 % de Casino, 2,7 % de Thomson-CSF, 2,5 % de Paribas et 2,4 % de Lyonnaise des eaux. Dans le revanche, Total continue à s'effriter (-0,5 %) à la suite de la révision en baisse des prévisions de résultats de sa compagnie pétrolière par le courtier américain Merrill Lynch.

NEW-YORK, 20 août =

Sans conviction

Wall Street a faiblement reculé jeudi 20 août à l'issue d'une séance marquée par le manque de conviction et l'attente des investisseurs, qui ont préféré rester sur la réserve dans l'attente du discours que prononcera le président George Bush dans la soirée à la convention républicaine.

L'indice Dow-Jones des valeurs vedettes a terminé en clôture à 3 204,89 points, en baisse de 2,17 points (-0,07 %). L'activité est restée modérée, quelque 183 millions d'actions changeant de mains. Le nombre de titres en baisse a dépassé celui des valeurs en hausse, à 943 contre 758.

Wall Street avait ouvert en hausse, dans le sillage de Tokyo et de Londres, avant de repartir en baisse après l'annonce d'un bond de 71 000 des nouvelles d'allocation-chômage durant la première semaine d'août, soit leur plus forte progression depuis plus de dix ans.

VALEURS	Cours de 18 août	Cours de 20 août
Alcoa	63 1/2	63 1/2
ATT	42 1/2	42 1/2
Boeing	29 1/2	29 1/2
Chemical Bank	22 3/4	22 3/4
Du Pont de Nemours	51	50 3/4
General Electric	42 1/2	42 1/2
IBM	64 7/8	64 7/8
Intel	41 1/2	41 1/2
Johnson & Johnson	76 1/2	76 1/2
Merck	38 3/4	38 3/4
Microsoft	87 1/2	87 1/2
Novartis	85 1/2	85 1/2
Pharmacia	67 3/4	67 3/4
Procter & Gamble	56 3/4	56 3/4
Rockwell	81 3/4	81 3/4
Schering	89 1/4	89 1/4
Schlumberger	84 5/8	84 5/8
U.S. Steel	108 1/4	108 1/4
Union Carbide	13 3/4	13 3/4
Westinghouse	64 7/8	64 7/8
Wheaton	18 1/2	18 1/2
Xerox Corp.	24 1/2	24 1/2

LONDRES, 20 août ↓

Fragile

La Bourse de Londres a clôturé en légère baisse jeudi 20 août après avoir pourtant passé l'essentiel de la séance en légère hausse. Son avance initiale, encouragée par le marché à terme au indices, s'est évanouie dès le début de la séance de Wall Street en milieu d'après-midi.

Après avoir gagné jusqu'à 12 points, l'indice Footsie des courtiers a finalement terminé la séance sur un retrait de 4,1 points (0,2 %) à 2 359,4 points.

La tendance a été affectée par Wall Street et l'indice Footsie des courtiers a finalement terminé la séance sur un retrait de 4,1 points (0,2 %) à 2 359,4 points.

TOKYO, 21 août ↑

La fête continue

Pour la troisième journée consécutive, la Bourse de Tokyo a terminé la séance sur une forte hausse vendredi 21 août. L'indice Nikkei gagne ainsi en clôture 6,22 %, soit 949,12 points à 15 216,88 points. En deux jours, le Nikkei est repassé au-dessus des 15 000 et 16 000 points (fin page 20).

La cote a monté sur des achats techniques ainsi que sur l'intervention des investisseurs qui ont réagi aux mesures prises par le gouvernement pour stimuler le marché boursier, notent les professionnels.

Environ 430 millions d'actions ont été négociées. L'indice Nikkei a gagné en outre 1 807,47 points (13,3 %) depuis mardi, jour où le gouvernement japonais a annoncé une série de mesures destinées à éviter des dégâts importants de la part d'investisseurs étrangers et à restaurer la confiance envers le système financier nippon.

VALEURS	Cours de 20 août	Cours de 21 août
Aijun	1 140	1 130
Daewoo	1 080	1 130
Daewoo	1 220	1 220
Daewoo	1 220	1 220
Daewoo	1 220	1 220
Daewoo	1 220	1 220
Daewoo	1 220	1 220
Daewoo	1 220	1 220
Daewoo	1 220	1 220
Daewoo	1 220	1 220

PARIS :

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcoa	4261	4269	Imco	1015	1010
Amstel	181	181	Imco	150	150
B.A.C.	23 70	23 70	Imco	53 10	53 10
Banque Paribas	680	680	Imco	68	68
Boiron	472 80	462	Imco	295 70	295 70
Bois	206	206	Imco	123	123
Bois	750	749	Imco	436	436
Bois	225	225	Imco	316	320
Bois	740	740	Imco	85	85
Bois	158 80	158 80	Imco	245	245
Bois	268	267	Imco	304	304
Bois	1000	1029	Imco	506	498 20
Bois	263 10	263 10	Imco	322	315 10
Bois	1218	1218	Imco	258	258 30
Bois	118	118	Imco	84 50	84 50
Bois	263	265	Imco	805	805
Bois	1030	1020	Imco		
Bois	349	349	Imco		
Bois	1110	1111	Imco		
Bois	159 80	159 80	Imco		
Bois	111	111	Imco		
Bois	170	170	Imco		
Bois	182	182	Imco		
Bois	188	188	Imco		
Bois	57	57	Imco		
Bois	350	350	Imco		
Bois	180	180	Imco		
Bois	785	785	Imco		
Bois	185	185	Imco		
Bois	99 50	99 50	Imco		

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPEZ LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 20 août 1992
Nombre de contrats estimés : 180 404

COURS	Sept. 92	Déc. 92	Mars 93
Durée	185,50	185,50	185,50
Précédent	185,62	185,96	186,38

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	Sept. 92	Déc. 92	Sept. 93	Déc. 93
187	0,83	0,92	1,40	1,85

CAC 40 A TERME

(MATIF)

COURS	Août 92	Septembre 92	Octobre 92
Durée	1 744	1 768	1 779
Précédent	1 749,50	1 764,50	1 775,50

CHANGES

Dollar : 4,92 F =

Le dollar se redresse légèrement vendredi 21 août par rapport à ses plus bas niveaux de la veille. A Paris, la monnaie américaine s'échangeait à 4,9220 francs, après être tombé jusqu'à 4,91 francs dans la soirée à New-York (lire page 13).

BOURSES

INDICES	19 août	20 août
PARIS (INSEE, base 100 : 31-12-91)	19 août	20 août
Valeurs françaises	106,4	108,1
Valeurs étrangères	85,4	86,4
(SBF, base 100 : 31-12-91)		
Indice général CAC	476,50	478,83
(SBF, base 1000 : 31-12-92)		
Indice CAC 40	1 734,21	1 741,18
NEW-YORK (indice Dow Jones)	19 août	20 août
Industriel	3 397,86	3 384,89
LONDRES (indice Financial Times)	19 août	20 août
100 valeurs	2 363,50	2 359,40
30 valeurs	1 765,60	1 757,50
Mines d'or	82,10	82,48
Fonds d'Etat	88,54	88,59
FRANCOFRONTE	19 août	20 août
100 valeurs	1 524,72	1 513,06
TOKYO	20 août	21 août
Nikkei Dow Jones	15 216,88	16 216,88
Indice général	1 647,77	1 651,78

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	4,9220	4,9240	5,0190	5,0240
Yen (100)	3,6020	3,6020	3,6063	3,6076
Ecu	6,9020	6,9026	6,8881	6,8987
Deutschmark	3,3990	3,3999	3,3977	3,4028
Franc suisse	3,5110	3,5112	3,5099	3,5147
Livre sterling (1000)	4,4690	4,4693	4,4189	4,4189
Lire sterling	8,9441	8,9441	8,8461	8,8461
Franc (100)	5,2585	5,2585	5,2581	5,2581

TAUX D'INTERET DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	3 1/4	3 3/8	3 9/16	3 7/16	3 3/8	3 1/2
Yen (100)	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/16	3 1/8	3 1/4
Ecu	10 13/16	10 5/16	10 7/8	10 7/8	10 7/8	10 7/8
Deutsche Mark	9 3/4	9 7/8	9 3/4	9 7/8	9 3/4	9 7/8
Franc suisse	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/4	8 1/8	8 1/4
Livre sterling (100)	15 1/4	15 1/2	15 1/2	15 3/8	15 1/4	15 1/8
Franc français	18 3/4	18 3/4	18 3/4	18 3/4	18 3/4	18 3/4
Franc français	13 1/4	13 1/4	13 1/4	13 7/16	13 3/8	13 7/8
Franc français	16 1/4	16 3/16	16 1/4	16 3/8	16 5/16	16 5/8

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

LEGIS Clés de la documentation juridique communautaire

Revue hebdomadaire co-éditée par L'Hermès et EURIDOC dont la banque de données juridiques traite et analyse, chaque jour, les textes des organes communautaires. LEGIS classe les documents par 3 index.

Par abonnement et en librairie. 95 F le N°

MEDILIS S.A., 9 rue Séguier 75006 PARIS

TEL: (1) 46 34 07 70 Fax: (1) 43 25 26 18

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 21 AOUT

Cours relevés à 13 h 30

[illegible]

COMPTANT.

(sélection)

SICAV

(sélection

20/8

VALEURS	% du nom.	% du coupon.	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Rachet net	VALEURS	Emission	Rachet net	VALEURS	Emission	Rachet net			
Obligations						Etrangères						Emission						Rachet net					
Emp. 10,30% 70/94	100 25	0 06	CAI (CP)	186	184 90	Pais Océans	309	189	A.E.R.	180	.....	Action	183 22	178 32	France Obligations	469 93	464 28	Prévoy. Econom.	116 60	108 50		
Emp. 10,30% 12/94/92	100 50	8 83	CLM	810	.....	Parthenon Invest	300	.....	Alcan Br Suis	432 50	.....	Airbus	6863 95	6898 95	France	445 04	432 06	Prévoy. Econom.	30031 20	30031 20
Emp. 10,30% 12/28 94	100 32	10 00	CITYLUX (B)	2310	.....	Procter	518	.....	Alcan Br Suis	1055	.....	Amplis	271704 33	271704 33	France Financ	94 40	91 85	Publicat.	821 92	889 43
10,20% sans 86	302 10	4 55	CLM (B)	316	.....	Procter	470	470	Alcan Br Suis	370	.....	Amplis	804 64	807 03	France Régions	1167 87	1133 05	Quartz	127 21	124 11	
OAT 10% 5/2000	100 41	2 36	Cop Lysse Aluminé	323	323 10	Procter (P)	360	.....	Alcan Br Suis	1103 76	1103 76	Amplis	7363 39	7363 39	France Régions	35 93	35 93	Quartz	182 98	669 60		
OAT 9,5% 12/1987	102 35	6 91	Cop Lysse Aluminé	586	586	Procter (P)	113	113	Alcan Br Suis	1103 76	1103 76	Assoc.	1103 76	1103 76	France Régions	41 89	41 27	Publicat.	662 95	155 63			
OAT 11,25 % 86	100 78	7 43	Cop Lysse Aluminé	16 20	16 30	Procter (P)	146	146	Alcan Br Suis	226	.....	Assoc.	387 39	387 39	France Régions	230 05	227 25	Revue Trésor.	5210 98	5159 34		
OAT 10,30% 86	100 34	5 61	Cop Lysse Aluminé	140	.....	Procter (P)	228	228	Alcan Br Suis	570	56 05	Assoc.	1073 66	1042 28	France Régions	879 38	879 38	Revue Trésor.	1129 29	101 75		
OAT 10,30% 86	100 34	5 61	Cop Lysse Aluminé	1785	1785	Procter (P)	430	430	Alcan Br Suis	226	.....	Assoc.	1073 66	1042 28	France Régions	879 38	879 38	Revue Trésor.	5210 98	5159 34		
OAT 10,30% 86	100 34	5 61	Cop Lysse Aluminé	1785	1785	Procter (P)	430	430	Alcan Br Suis	226	.....	Assoc.	1073 66	1042 28	France Régions	879 38	879 38	Revue Trésor.	5210 98	5159 34		
OAT 10,30% 86	100 34	5 61	Cop Lysse Aluminé	1785	1785	Procter (P)	430	430	Alcan Br Suis	226	.....	Assoc.	1073 66	1042 28	France Régions	879 38	879 38	Revue Trésor.	5210 98	5159 34		
OAT 10,30% 86	100 34	5 61	Cop Lysse Aluminé	1785	1785	Procter (P)	430	430	Alcan Br Suis	226	.....	Assoc.	1073 66	1042 28	France Régions	879 38	879 38	Revue Trésor.	5210 98	5159 34		
OAT 10,30% 86	100 34	5 61	Cop Lysse Aluminé	1785	1785	Procter (P)	430	430	Alcan Br Suis	226	.....	Assoc.	1073 66	1042 28	France Régions	879 38	879 38	Revue Trésor.	5210 98	5159 34		
OAT 10,30% 86	100 34	5 61	Cop Lysse Aluminé	1785	1785	Procter (P)	430	430	Alcan Br Suis	226	.....	Assoc.	1073 66	1042 28	France Régions	879 38	879 38	Revue Trésor.	5210 98	5159 34		
OAT 10,30% 86	100 34	5 61	Cop Lysse Aluminé	1785	1785	Procter (P)	430	430	Alcan Br Suis	226	.....	Assoc.	1073 66	1042 28	France Régions	879 38	879 38	Revue Trésor.	5210 98	5159 34		
OAT 10,30% 86	100 34	5 61	Cop Lysse Aluminé	1785	1785	Procter (P)	430	430	Alcan Br Suis	226	.....	Assoc.	1073 66	1042 28	France Régions	879 38	879 38	Revue Trésor.	5210 98	5159 34		
OAT 10,30% 86	100 34	5 61	Cop Lysse Aluminé	1785	1785	Procter (P)	430	430	Alcan Br Suis	226	.....	Assoc.	1073 66	1042 28	France Régions	879 38	879 38	Revue Trésor.	5210 98	5159 34		
OAT 10,30% 86	100 34	5 61	Cop Lysse Aluminé	1785	1785	Procter (P)	430	430	Alcan Br Suis	226	.....	Assoc.	1073 66	1042 28	France Régions	879 38	879 38	Revue Trésor.	5210 98	5159 34		
OAT 10,30% 86	100 34	5 61	Cop Lysse Aluminé	1785	1785	Procter (P)	430	430	Alcan Br Suis	226	.....	Assoc.	1073 66	1042 28	France Régions	879 38	879 38	Revue Trésor.	5210 98	5159 34		
OAT 10,30% 86	100 34	5 61	Cop Lysse Aluminé	1785	1785	Procter (P)	430	430	Alcan Br Suis	226	.....	Assoc.	1073 66	1042 28	France Régions	879 38	879 38	Revue Trésor.	5210 98	5159 34		
OAT 10,30% 86	100 34	5 61	Cop Lysse Aluminé	1785	1785	Procter (P)	430	430	Alcan Br Suis	226	.....	Assoc.	1073 66	1042 28	France Régions	879 38	879 38	Revue Trésor.	5210 98	5159 34		
OAT 10,30% 86	100 34	5 61	Cop Lysse Aluminé	1785	1785	Procter (P)	430	430	Alcan Br Suis	226	.....	Assoc.	1073 66	1042 28	France Régions	879 38	879 38	Revue Trésor.	5210 98	5159 34		
OAT 10,30% 86	100 34	5 61	Cop Lysse Aluminé	1785	1785	Procter (P)	430	430	Alcan Br Suis	226	.....	Assoc.	1073 66	1042 28	France Régions	879 38	879 38	Revue Trésor.	5210 98	5159 34		
OAT 10,30% 86	100 34	5 61	Cop Lysse Aluminé	1785	1785	Procter (P)	430	430	Alcan Br Suis	226	.....	Assoc.	1073 66	1042 28	France Régions	879 38	879 38	Revue Trésor.	5210 98	5159 34		
OAT 10,30% 86	100 34	5 61	Cop Lysse Aluminé	1785	1785	Procter (P)	430	430	Alcan Br Suis	226	.....	Assoc.	1073 66	1042 28	France Régions	879 38	879 38	Revue Trésor.	5210 98	5159 34		
OAT 10,30% 86	100 34	5 61	Cop Lysse Aluminé	1785	1785	Procter (P)	430	430	Alcan Br Suis	226	.....	Assoc.	1073 66	1042 28	France Régions	879 38	879 38	Revue Trésor.	5210 98	5159 34		
OAT 10,30% 86	100 34	5 61	Cop Lysse Aluminé	1785	1785	Procter (P)	430	430	Alcan Br Suis	226	.....	Assoc.	1073 66	1042 28	France Régions	879 38	879 38	Revue Trésor.	5210 98	5159 34		
OAT 10,30% 86	100 34	5 61	Cop Lysse Aluminé	1785	1785	Procter (P)	430	430	Alcan Br Suis	226	.....	Assoc.	1073 66	1042 28	France Régions	879 38	879 38	Revue Trésor.	5210 98	5159 34		
OAT 10,30% 86	100 34	5 61	Cop Lysse Aluminé	1785	1785	Procter (P)	430	430	Alcan Br Suis	226	.....	Assoc.	1073 66	1042 28	France Régions	879 38	879 38	Revue Trésor.	5210 98	5159 34		
OAT 10,30% 86	100 34	5 61	Cop Lysse Aluminé	1785	1785	Procter (P)	430	430	Alcan Br Suis	226	.....	Assoc.	1073 66	1042 28	France Régions	879 38	879 38	Revue Trésor.	5210 98	5159 34		
OAT 10,30% 86	100 34	5 61	Cop Lysse Aluminé	1785	1785	Procter (P)	430	430	Alcan Br Suis	226	.....	Assoc.	1073 66	1042 28	France Régions	879 38	879 38	Revue Trésor.	5210 98	5159 34		
OAT 10,30% 86	100 34	5 61	Cop Lysse Aluminé	1785	1785	Procter (P)	430	430	Alcan Br Suis	226	.....	Assoc.	1073 66	1042 28	France Régions	879 38	879 38	Revue Trésor.	5210 98	5159 34		
OAT 10,30% 86	100 34	5 61	Cop Lysse Aluminé	1785	1785	Procter (P)	430	430	Alcan Br Suis	226	.....	Assoc.	1073 66	1042 28	France Régions	879 38	879 38	Revue Trésor.	5210 98	5159 34		
OAT 10,30% 86	100 34	5 61	Cop Lysse Aluminé	1785	1785	Procter (P)	430	430	Alcan Br Suis	226	.....	Assoc.	1073 66	1042 28	France Régions	879 38	879 38	Revue Trésor.	5210 98	5159 34		
OAT 10,30% 86	100 34	5 61	Cop Lysse Aluminé	1785	1785	Procter (P)	430	430	Alcan Br Suis	226	.....	Assoc.	1073 66	1042 28	France Régions	879 38	879 38	Revue Trésor.	5210 98	5159 34		
OAT 10,30% 86	100 34	5 61	Cop Lysse Aluminé	1785	1785	Procter (P)	430	430	Alcan Br Suis	226	.....	Assoc.	1073 66	1042 28	France Régions	879 38	879 38	Revue Trésor.	5210 98	5159 34		
OAT 10,30% 86	100 34	5 61	Cop Lysse Aluminé	1785	1785	Procter (P)	430	430	Alcan Br Suis	226	.....	Assoc.	1073 66	1042 28	France Régions	879 38	879 38	Revue Trésor.	5210 98	5159 34		
OAT 10,30% 86	100 34	5 61	Cop Lysse Aluminé	1785	1785	Procter (P)	430	430	Alcan Br Suis	226	.....	Assoc.	1073 66	1042 28	France Régions	879 38	879 38	Revue Trésor.	5210 98	5159 34		
OAT 10,30% 86	100 34	5 61	Cop Lysse Aluminé	1785	1785	Procter (P)	430	430	Alcan Br Suis	226	.....	Assoc.	1073 66	1042 28	France Régions	879 38	879 38	Revue Trésor.	5210 98	5159 34		
OAT 10,30% 86	100 34	5 61	Cop Lysse Aluminé	1785	1785	Procter (P)	430	430	Alcan Br Suis	226	.....	Assoc.	1073 66	1042 28	France Régions	879 38	879 38	Revue Trésor.	5210 98	5159 34		
OAT 10,30% 86	100 34	5 61	Cop Lysse Aluminé	1785	1785	Procter (P)	430	430	Alcan Br Suis	226	.....	Assoc.	1073 66	1042 28	France Régions	879 38	879 38	Revue Trésor.	5210 98	5159 34		
OAT 10,30% 86	100 34	5 61	Cop Lysse Aluminé	1785	1785	Procter (P)	430	430	Alcan Br Suis	226	.....	Assoc.	1073 66	1042 28	France Régions	879 38	879 38	Revue Trésor.	5210 98	5159 34		
OAT 10,30% 86	100 34	5 61	Cop Lysse Aluminé	1785	1785	Procter (P)	430	430	Alcan Br Suis	226	.....	Assoc.	1073 66	1042 28	France Régions	879 38	879 38	Revue Trésor.	5210 98	5159 34		
OAT 10,30% 86	100 34	5 61	Cop Lysse Aluminé	1785	1785	Procter (P)	430	430	Alcan Br Suis	226	.....	Assoc.	1073 66	1042 28	France Régions	879 38	879 38	Revue Trésor.	5210 98	5159 34		
OAT 10,30% 86	100 34	5 61	Cop Lysse Aluminé	1785	1785	Procter (P)	430	430	Alcan Br Suis	226	.....	Assoc.	1073 66	1042 28	France Régions	879 38	879 38	Revue Trésor.	5210 98	5159 34		
OAT 10,30% 86	100 34	5 61	Cop Lysse Aluminé	1785	1785	Procter (P)	430	430	Alcan Br Suis	226	.....	Assoc.	1073 66	1042 28	France Régions	879 38	879 38	Revue Trésor.	5210 98	5159 34		
OAT 10,30% 86	100 34	5 61	Cop Lysse Aluminé	1785	1785	Procter (P)	430	430	Alcan Br Suis	226	.....	Assoc.	1073 66	1042 28	France Régions	879 38	879 38	Revue Trésor.	5210 98	5159 34		
OAT 10,30% 86	100 34	5 61	Cop Lysse Aluminé	1785	1785	Procter (P)	430	430	Alcan Br Suis	226	.....	Assoc.	1073 66	1042 28	France Régions	879 38	879 38	Revue Trésor.	5210 98	5159 34		
OAT 10,30% 86	100 34	5 61	Cop Lysse Aluminé	1785	1785	Procter (P)	430	430	Alcan Br Suis	226	.....	Assoc.	1073 66	1042 28	France Régions	879 38	879 38	Revue Trésor.	5210 98	5159 34		
OAT 10,30% 86	100 34	5 61	Cop Lysse Aluminé	1785	1785	Procter (P)	430	430	Alcan Br Suis	226	.....	Assoc.	1073 66	1042 28	France Régions	879 38	879 38	Revue Trésor.	5210 98	5159 34		
OAT 10,30% 86	100 34	5 61	Cop Lysse Aluminé	1785	1785	Procter (P)	430	430	Alcan Br Suis	226	.....	Assoc.	1073 66	1042 28	France Régions	879 38	879 38	Revue Trésor.	5210 98	5159 34		
OAT 10,30% 86	100 34	5 61	Cop Lysse Aluminé	1785	1785	Procter (P)	430	430	Alcan Br Suis	226	.....	Assoc.	1073 66	1042 28	France Régions	879 38	879 38	Revue Trésor.	5210 98	5159 34		
OAT 10,30% 86	100 34	5 61	Cop Lysse Aluminé	1785	1785	Procter (P)	430	430	Alcan Br Suis	226	.....	Assoc.	1073 66	1042 28	France Régions	879 38	879 38	Revue Trésor.	5210 98	5159 34		
OAT 10,30% 86	100 34	5 61	Cop Lysse Aluminé	1785	1785	Procter (P)	430	430	Alcan Br Suis	226	.....	Assoc.	1073 66	1042 28	France Régions	879 38	879 38	Revue Trésor.	5210 98	5159 34		
OAT 10,30% 86	100 34	5 61	Cop Lysse Aluminé	1785	1785	Procter (P)	430	430	Alcan Br Suis	226	.....	Assoc.	1073 66	1042 28	France Régions	879 38	879 38	Revue Trésor.	5210 98	5159 34		
OAT 10,30% 86	100 34	5 61	Cop Lysse Aluminé	1785	1785	Procter (P)	430	430	Alcan Br Suis	226	.....	Assoc.	1073 66	1042 28	France Régions	879 38	879 38	Revue Trésor.	5210 98	5159 34		
OAT 10,30% 86	100 34	5 61	Cop Lysse Aluminé	1785	1785	Procter (P)	430	430	Alcan Br Suis	226	.....	Assoc.	1073 66	1042 28	France Régions	879 38	879 38	Revue Trésor.	5210 98	5159 34		
OAT 10,30% 86																							

Cote des Changes

Marché libre de l'or

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 21/8	COURS DES BILLETS achat vente	MONNAIES ET DEVICES	COURS préc.	COURS 21/8
Euro Unif (1 unité)...	4 630		4 7	5 3		
£ sterling (100 £)...	6 826					
Algerienne (100 din.)	338 450		328	346	53800	53800
Argentin (1000 arg.)	1 100 700		1 099	1 100	54130	54250
Paye-Bas (100 fl.)	1 130		29	30	328	328
Italie (1000 lire)	4 445		43	47	398	
Franc suisse (100 fr.)	87 820		83	93		
Grèce (1000 dr.)	9 245		91	93	319	315
Grèce (1000 drachmes)	2 742		24	31	320	320
Scandinave (100 kr.)	300 100		387	387	418	
Galice (100 pes.)	89 130		89	97	1850	1850
Norvège (100 kr.)	86 590		86	95	930	940
Portugais (100 esc.)	42 226		42	46	525	
Espagne (100 pes.)	5 294		5	6		
France (100 esc.)	3 695		3	4	2085	2085
Canada (1 \$ can.)	1 138		1	1	323	323
Japon (100 yen)	3 894		37	39		

Hors-cote

to England	294	----	Edward Tinsley	1977 38	1957 38
to Europe	3	----	Elchak	2 851638	2 851638
to France	3 38	----	Engels	263 14	241
to Germany	616	640	Epanak	367 42	387 42
to Greece	338	----	Epanak-Glow	438 41	435 42
to Hungary	31	71 51	Epanak-Hungary	307 76	307 76
to Italy	12 30	12 35	Epanak Capital	307 76	307 76
to Japan	48	----	Epanak Collection	1957 19	1944 1
to Korea	403	400	Epanak Office	183 51	183 51
to Mexico	158	----	Epanak Premier	1463 55	1440 54
to Netherlands	1050	----	Epanak-Ride	112 36	112 36
to Norway	350	----	Epanak Visitors	421 24	421 24
to Poland	182	----	Epanak Visitors	445 5	445 5
to Portugal	222	222 20	Epanak Visitors	584 90	577 57
to Russia	1802	1802	Epanak Visitors	1006 70	977 37
to Sweden	1000	----	Epanak Visitors	1127 20	1098 7
to Switzerland	0 40	----	Epanak Visitors	598 38	571 33
to Taiwan	252	----	Epanak Visitors	421 24	421 24
to Thailand	1200	----	Epanak Visitors	1470 62	1470 62
to United Kingdom	282	----	Epanak Visitors	1907 67	1907 67
to United States	280 81	280 25	Epanak Visitors	280 81	280 25
to West Germany	103 70	103 70	Epanak Visitors	103 70	103 66

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 22 août

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► Signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 21 août

TF 1	
20.40	Feuilleton : Les Cœurs brisés. De Jean Sagols, avec Mireille Darc, Pierre Vanack. Magazine : Passionnement votre.
22.20	De Jean Bertolino, avec Marion Desmarres, Guy Galuffo et Michel Fula. Invité : François Cavanna.
23.20	Documentaire : Les Beatles, Sergeant Pepper. D'Alain Bensoussan.
0.25	Journal et Météo.
0.30	Série : Côté cœur.
A2	
20.45	Jeu : Fort Boyard. Animé par Patrice Laffont et Valérie Pascalis.
22.10	Soirée spéciale : La Nuit des étoiles filantes. Présentée par Claude Sérillon, avec le concours d'Hubert Reeves, Daniel Kunth, André Brach, Olivier Les Vengues, Marie-Odile Monchicourt, Anna Alter, Patrick Heesters, Philippe Dumaz, Alain Crou. En direct du Théâtre de la Plaine Lune, à Gourgoubes (Hérault), de la Cité des sciences et de l'industrie, des Jardins du Peyrou, à Montpellier et de l'observatoire du pic du Midi.
23.45	Journal des courses, Journal et Météo.
FR 3	
20.45	Magazine : Thalassa. Fugu : poisson poison, délicie nippon, d'Isabelle Moeglin et Jean-Michel Desautels.
21.45	Festival Rossini. Émission présentée par Alain Duault, à l'occasion du bicentenaire de la naissance du compositeur.
22.35	Opéra : L'Échelle de soie. De Gioacchino Rossini, livret de Giuseppe Foppa, mise en scène de Hermann Wawacka. Avec Luciano Serra (Gulielmo), David Kuebler (Don Vivaldo), Alberto Rinaldi (Blancos), Alessandro Corbelli (Giovanni), l'Orchestre symphonique de la radio de Stuttgart, dir. Gianluigi Gelmetti. Enregistré lors du Festival de Schwetzingen en 1989.
CANAL PLUS	
En clair jusqu'à 20.30	
20.05	Sport : Football. 3 ^e journée du Championnat de France de première division : Nantes-Auxerre, en direct.
22.30	Les KO de Canal.
22.50	Flash d'informations.
23.00	Cinéma : Coupable ressemblance. Film américain de Joseph Ruben (1988). Avec James Woods, Robert Downey Jr., Margaret Colin.

MERCREDI 19 AOÛT 1992	
5	6
20	33
37	41
49	9
10	2
17	150 F
20	74 115 F
23	8 985 F
26	157 F
29	11 F
20835	
6	8
13	26
31	45
44	
10	1 508 180 F
13	48 770 F
16	3 340 F
19	7 F
22	10 F

TACOTAC	
LE N° 821 392	GAOHE 400 000 F
TOUS LES BILLETS DE TRAVAIL PAR	
21 392	40 000 F
1 392	4 000 F
392	400 F
92	40 F
2	10 F
DATE LIMITE DE PAIEMENT DES BILLETS	
31-12-1992	
31-12-1992	

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction : Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication Bruno Frappet, directeur de la rédaction Jacques Gulu, directeur de la gestion Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef : Jean-Marie Colombani, Robert Solé (adjoints au directeur de la rédaction)

Yves Agnès, Jacques Amiaud, Thomas Forenci, Philippe Herrmann, Jacques-François Simon

Daniel Vernet (directeur des relations internationales)

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FAUGUÈRE 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-26-25
Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-26-25
Télécopieur : 49-80-30-10

TF 1	
18.30	Jeu : Une famille en or.
18.55	Diversité : Les Rousseries.
19.25	Jeu : La Roue de la fortune.
19.55	Tirage du Loto (et à 20.35).
20.00	Journal, Tapis vert, Météo et Tiroc.
20.40	Diversité : Fou rire. Présenté par Thierry Lhermitte et Alexandre Debenne. Avec des sketches de Coluche, Fernand Raynaud, Muriel Robin, Alex Méryer, Valéry, Sophie Desrier, Jean-Marie Bigard, Smah, Pierre Palmade, Bourvil, Bernard Huer.
22.30	Feuilleton : Marie Vandamme. De Jacques Ernaud, avec Corinne Dada, Christian Kohlund (2 ^e épisode).
0.00	Magazine : Formule sport. Football : 3 ^e journée du Championnat de France : Boxe : Championnat du monde WBC des mi-moyens, Buddy McGirt (États-Unis) - Parojo Oliva (Pérou) : Surf à Lacanau : 5 ^e épreuve du Championnat du monde.
1.15	Journal et Météo.
1.20	Série : Mémoires.
A2	
18.30	Diversité : La Machine à chanter. Invités : Nilda Fernandez, Sarah Mondiano, André Berko.
19.30	Série : Léo et Léa.
19.50	Météo, Journal, Journal des courses et Météo.
20.45	Téléfilm : Tatort. Un mort à zéro. L'histoire de la commission de football.
22.15	Magazine : Le Bar de la plage. Présenté par Thierry Ardisson. Invité : Carlos ; Invité inconnu : Palmyre ; Variétés : Jean-François Michael, RSF, Jean Laloup, Morgan.
23.10	Journal et Météo.
23.25	Documentaire : Les Révolutionnaires du Yiddishland. De Nat Lénstein. 1. Du Shet à la révolution. L'histoire de la communauté juive de la fin du dix-neuvième siècle à 1924.
0.20	Jeu : Fort Boyard (rediff.).

FR 3	
18.30	Jeu : Questions pour un champion.
19.00	Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.35, le journal de la région.
20.05	Dessin animé : Tom and Jerry Kids.
20.15	Diversité : Yacapa.
20.45	Feuilleton : La Vierge noire. De Jean-Jacques Lagrange, avec Pierre Bancel, Michèle Diez (2 ^e épisode).
21.45	Magazine : Dites-moi que je me trompe. Présenté par Philippe Alkoni. 1. Huit millions de chômeurs ; 2. Bernard Loehe et Roland Porche. Invités : Hugues de Jouvanel, Raymond Soube, Brie Lalande, Max Gallo, Guy Aznar, Dominique Taddai.
23.00	Journal et Météo.
23.20	Magazine : Aléas (rediff.). Le mauvais œil, de Patrick Le Gall ; Ambre marine, de Patrice Chagnard ; L'admiral d'acier, de Daniel Edinger ; Égérie... volé, de François Porché.
1.05	Le Hour de golf.

ELTON JOHN A BARCELONE

En clair, le samedi 22 août à 12 H 30.

En live, Elton John chante ses plus grands succès.

CANAL+

LA TELE PAS COMME LES AUTRES.

Dimanche 23 août

TF 1	
18.10	Série : Starsky et Hutch.
19.05	Loto sportif.
19.10	Série : Tonnerre de feu.
19.55	Loto sportif, Journal, Tiroc, Météo et Tapis vert.
20.40	Cinéma : Ragtime. Film américain de Neil LaBute (1981). Avec James Cagney, Brad Pitt, Moses Gunn.
23.20	Magazine : Ciné dimanche.
23.25	Cinéma : Deux minutes de soleil en plus. Film français de Gérard Verger (1987). Avec Christophe Malavoy, Pauline Lafont, Catherine Wilkening.
1.10	Journal et Météo.
1.15	Résumé de piano. Antonio Rosado.
A2	
18.25	Magazine : Stade 2. Résultats de la semaine : Athlétisme ; Cyclisme ; Équitation ; Football ; Voile ; Surf ; Rugby.
19.20	Loto sportif.
19.50	Série : Maguy. Météo, Journal, Journal des courses et Météo.
20.45	Série : Taggart. L'Alliance, de Laurence Moody, avec Mark Mac Manus, Neil Duncan. Enquête sur l'enlèvement d'un bébé.
22.35	Magazine : Étoiles. Présenté par Frédéric Mitterrand. Luchino Visconti (rediff.).
23.50	Journal et Météo.
0.05	Musique : Festival de jazz 1992 à Pointe-à-Pitre. Ville de la Colon.
1.55	Magazine : Sport passion (rediff.).
FR 3	
17.00	Les Vacances de Monsieur Lulu. Croc Note Show ; Télétoon ; Lucky Luke ; Jeu : Les Mondes fantastiques (rediff.). Les Aventures de Tintin : Tintin au Tibet.

FR 3	
19.00	Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.35, le journal de la région.
20.05	Diversité : Téléchat. De Roland Topor.
20.15	Série : Benny Hill.
20.45	Spectacle : XII ^e Festival international du cirque de Monte-Carlo. Présenté par Sergio.
22.00	Magazine : Le Divert. Présenté par Henry Chapier. Invité : Christian Desrosches. Noblecourt, égyptologue (1 ^{re} partie).
22.25	Journal et Météo.
22.45	Cinéma : Venez donc prendre le café chez nous. Film italien d'Alberto Sordi (1970). Avec Ugo Tognazzi, Angela Goodwin, Francesca Romana-Coluzzi (v. o. sous-titré).
CANAL PLUS	
18.00	Cinéma : L'Apprenti domestique (Maid to Order). Film américain d'Amy Jones (1991). Avec Ally Sheedy, Valerie Perrine, Tom Skerritt.
En clair jusqu'à 20.35	
19.25	Flash d'informations.
19.35	Les Superstars du catch.
20.35	Cinéma : Merci la vie. Film français de Bertrand Blier (1990). Avec Charlotte Gainsbourg, Ariane Griborgue, Gérard Philipe.
22.25	Flash d'informations.
22.30	Corrida. Feria de Bayonne 92. Marie Siro, Richard Millan, Ron Cuellar.
23.50	Sport : Snooker. Quart de finale : Wilkinson-Jones.
0.45	Cinéma : Double jeu. Film américain de Sonda Locke (1989). Avec Theresa Russell, Jeff Fahey, George Dzundza (v. o.).
2.30	Magazine : L'Œil du cyclone.
M6	
17.05	Série : Le Saint.
18.00	Série : Devil connection.

M6	
18.20	Série : Les Têtes brûlées.
19.10	Magazine : Turbo. Présenté par Dominique Chapatte. Spécial Japon.
19.54	Six minutes d'informations.
20.00	Série : Papa Schultz.
20.35	Magazine : Fun glisse (et à 1.05).
20.38	Météo des plages.
20.40	Téléfilm : Trahisons en série. De Stephen Gyllenhaal, avec Powers Boothe, Lesley Ann Warren. Pour résoudre des problèmes d'argent, un officier de la marine américaine devient espion. Sa femme découvre ses activités...
0.00	Musique : Flashback.
1.00	Six minutes d'informations.
1.10	Musique : Dance Machine.
ARTE	
19.00	Documentaire : Histoire parallèle. Actualité française et américaine de la semaine du 22 août 1992 (v. o.).
19.55	Documentaire : Le Bout du monde. D'Erika Besuden. Dans une région aride de la Frise orientale.
20.30	8 1/2 Journal.
20.40	Documentaire : Le Temps verrouillé. Une enquête sur la personnalité de la totalitarisme dans l'Allemagne nazie de l'Est. Histoire de la prise.
22.10	Cinéma d'animation : La Forêt. De Nina Shorin.
22.20	Cinéma d'animation :

M6	
18.20	Série : Les Têtes brûlées.
19.10	Magazine : Turbo. Présenté par Dominique Chapatte. Spécial Japon.
19.54	Six minutes d'informations.
20.00	Série : Papa Schultz.
20.35	Magazine : Fun glisse (et à 1.05).
20.38	Météo des plages.
20.40	Téléfilm : Trahisons en série. De Stephen Gyllenhaal, avec Powers Boothe, Lesley Ann Warren. Pour résoudre des problèmes d'argent, un officier de la marine américaine devient espion. Sa femme découvre ses activités...
0.00	Musique : Flashback.
1.00	Six minutes d'informations.
1.10	Musique : Dance Machine.
ARTE	
19.00	Documentaire : Histoire parallèle. Actualité française et américaine de la semaine du 22 août 1992 (v. o.).
19.55	Documentaire : Le Bout du monde. D'Erika Besuden. Dans une région aride de la Frise orientale.
20.30	8 1/2 Journal.
20.40	Documentaire : Le Temps verrouillé. Une enquête sur la personnalité de la totalitarisme dans l'Allemagne nazie de l'Est. Histoire de la prise.
22.10	Cinéma d'animation : La Forêt. De Nina Shorin.
22.20	Cinéma d'animation :

FRANCE-CULTURE	
21.30	Petites histoires de la préhistoire. Avec Thierry Feltz (1).
22.00	Pages arrachées aux romans de Simenon. Daniel Gelin lit Lettre à mon âge (rediff.).
22.35	Musique : Nocturnes. Jazz à la belle étoile : les Antilles françaises, avec Mario Caruge, Alain Jean-Marie, Chico Johyman.
0.05	Rencontre au clair de la nuit. Avec Aurélie Dauvin (rediff.).
FRANCE-MUSIQUE	
19.08	Soirée concert. La soirée de Dominique Janaux. Le guitariste en bonne compagnie, par Robert J. Vidal : Concerto pour guitare et orchestre en fa majeur, de Fauch ; Concerto pour guitare et orchestre n° 2 en ut majeur op. 160, de Castelnuovo-Tedesco. A 19.40, Récital de piano : Cinq pièces pour piano op. 3, de R. Strauss ; Œuvres pour piano, de Chopin ; Humoresques pour piano op. 101, de Dvorak. A 21.00, Concert (donné le 1 ^{er} octobre 1991 à la radio slovaque) : Concerto pour hautbois et orchestre en ré majeur, de R. Strauss ; Concerto pour piano et orchestre n° 2 en ut majeur op. 21, de Chopin ; Symphonie n° 8 en sol mineur op. 88, de Dvorak, par l'Orchestre philharmonique national de Kosice, dir. Pierre-Dominique Ponnelle ; Joris van den Heuvel, hautbois, Jan Simon, piano. A 23.00, Autour de Salomé.

FRANCE-CULTURE	
21.30	Dramatique. Décembre 24, de François Billeaud.
22.00	Pages arrachées aux romans de Simenon. Evelyn Sullert lit L'ours en peluche et L'âne des Farchaux (rediff.).
22.35	Musique : Nocturnes. Concert (donné le 12 juillet lors des Rencontres de la Chaux-de-Fonds) : Œuvres de Muzil et Benjamin, par l'Ensemble instrumental de l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. George Benjamin et Dominique My.
0.05	Clair de nuit.
FRANCE-MUSIQUE	
19.03	Soirée concert. La soirée de Philippe Herant. Les voyages d'Hector Berlioz (Œuvres de Lassus, Berlioz et anonymes). A 21.00, Concert (donné le 1 ^{er} août lors du Festival de Montpellier) : Quatuor à cordes en fa majeur op. 14 n° 1b, de Beethoven ; Quatuor à cordes n° 13 en si bémol majeur op. 30, de Beethoven, par le Quatuor Athénien-Enesco. A 22.30, Les folles lyriques : œuvres d'Offenbach, Gounod, Bizet. A 23.15, Nocturnes : œuvres de Chopin, Offenbach, Verdi, Liszt, Holst. A 0.05, Homages... à Debussy : œuvres de Debussy, Dufay, Ravel, Stravinsky, Fauré, Ottaviani.



A Chaumont et à Lyon

Deux nouvelles inculpations pour importation illégale d'ordures

Deux nouveaux suspects ont été inculpés, jeudi 20 août, dans des trafics d'ordures venant d'Allemagne, et écroués. Le premier, M. Marius Peureux, soixante-quatre ans, propriétaire de la déchèterie de Neuilly-sur-Seine (Haute-Marne) où l'on a récemment découvert des résidus illégalement importés, s'est présenté spontanément au parquet de Chaumont. Il a été inculpé, nous signale notre correspondant Lionel Thomassin, d'exploitation d'installation classée sans autorisation et d'importation de déchets portant atteinte à la santé. M. Peureux a été écroué à Vesoul, et des sociétés ont été apposées à l'entrée de sa carrière.

Le parquet de Chaumont, qui centralise l'instruction des différentes affaires d'importation frauduleuse de résidus, pourrait prononcer de nouvelles inculpations et s'apprête à déléguer des commissions rogatoires permettant aux gendarmes de Haute-Marne d'aller enquêter en Allemagne.

La deuxième personne, M. Bernard Jonjery, qui a été interpellé jeudi 20 août à Lyon, appartient à la société Concorde international, dont le directeur est déjà sous les verrous.

M. Jack Lang invité du «Grand Jury RTL-le Monde»

M. Jack Lang, ministre de l'éducation nationale et de la culture, animateur de la campagne gouvernementale en faveur du «oui» au référendum du 20 septembre, sera l'invité de l'émission hebdomadaire «Le Grand Jury RTL-le Monde», dimanche 23 août, de 18 h 30 à 19 h 30.

M. Lang répondra aux questions de Patrick Jarrault et de Jean-Pierre Langelier du Monde, et de Richard Arz et Isabelle Torre de RTL, le débat étant dirigé par Henri Marquet.

SOMMAIRE

LES FINS D'EMPIRES	
28 - Quatre disparus de la Grande Guerre.....	2
ÉTRANGER	
La coordination franco-allemande 3	
Nouvelle journée de combats 3	
Sarajevo.....	3
La convention républicaine à Houston.....	4
Irak : Bagdad s'oppose à la mise en place par les Occidentaux de la zone d'exclusion dans le sud du pays.....	5
Congo : les résultats de l'élection présidentielle.....	5
POLITIQUE	
La préparation du référendum du 20 septembre : M. Juppé estime que le pouvoir est en proie à la panique ; M. Leroy veut faire de la fête de l'Humanité un « forum du non » ; Répondant à M. Balleud, M. Séguin ne craint pas un éclatement de l'opposition.....	6
COMMUNICATION	
Alors que trois autres groupes sont intéressés, la maison mère de l'Express discute de son entrée dans le capital du Point.....	6
L'imprimerie de Bernay décide de fabriquer les journaux de M. Ayache, sous la protection des forces de l'ordre.....	6
SOCIÉTÉ	
Le garde des sceaux annonce la création de 730 emplois dans l'administration pénitentiaire.....	7
Le détenu meurtrier du surveillant de Rouen placé en hôpital psychiatrique.....	7
POINTA : élimination des déchets.....	8
CULTURE	
Au Musée d'art contemporain de Lausanne, une exposition explore les avatars modernes du corps.....	13
L'été festival : à Bussang, un siècle d'utopie ; à Salzbourg, la Philharmonie de Vienne au-delà de sa légende.....	13
La mort du pianiste et compositeur Jean Hubeau.....	13
ÉCONOMIE	
La Bourse et les sondages.....	15
Turbulences sur les marchés des changes.....	15
La Vie chère retourne dans le giron de Bernard Tapie Finances.....	15
Une nouvelle cure d'austérité pour Charles Jourdan.....	15
SANS VISA	
Rebelle, le vandaleur de mots	
Coup d'œil : En terrasse • Les escaliers, le table, les jeux.....	9 à 12
Services	
Abonnements.....	14
Cartes.....	18
Jeux.....	12
Loto, Tac-o-tac.....	19
Marchés financiers.....	16 et 17
Météorologie.....	18
Prévisions.....	18
Radio-télévision.....	19
Spectacles.....	14
Week-end d'un chineux.....	18
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM	
Le numéro du « Monde » daté 21 août 1992 a été tiré à 471 686 exemplaires.	

Demain dans «Le Monde»

«Heures locales» : Ré, l'île où les vélos sont rois

Pour corriger les effets du pont qui relie l'île de Ré au continent, les élus locaux ont misé sur les pistes cyclables. Le succès est tel qu'il pose à son tour des problèmes inattendus.

«Chez les peintres» : Alberola le fugitif

Dans l'atelier dont il tient l'adresse secrète, Jean-Michel Alberola parle de sa peinture «normale», inspirée par le monde et l'histoire d'aujourd'hui, et définit sa place singulière face à l'art contemporain.

La refonte des institutions

Entente constitutionnelle au Canada sur les droits des Amérindiens

MONTREAL

correspondance

Les dirigeants du Canada se sont entendus, jeudi 20 août, sur l'acceptation des Amérindiens à une certaine autonomie gouvernementale, franchissant ainsi un nouveau pas, au troisième jour de leurs négociations sur une réforme constitutionnelle. Comme celui conclu la veille sur la refonte des institutions parlementaires fédérales (le Monde du 21 août), cet accord est «provisoire» et devra s'insérer dans une entente constitutionnelle globale. Les premiers ministres des dix provinces, le premier ministre fédéral, M. Brian Mulroney, les représentants des territoires et des peuples autochtones devaient discuter ce

vendredi du partage des pouvoirs entre l'Etat fédéral et les provinces.

Sur l'autonomie amérindienne, ils ont entériné mais n'ont pas parvenus le 7 juillet les représentants des neuf provinces anglophones, d'Ottawa, des Amérindiens et des Inuits. Leur projet reconnaissait aux peuples autochtones un droit à l'autonomie et prévoyait une période de cinq ans pour définir ce droit et ses modalités d'exercice, par voie de négociations entre ces peuples et les gouvernements fédéral et provinciaux. Passé ce délai, les autochtones pouvaient demander aux tribunaux de trancher.

Le Québec n'avait pas participé aux travaux du 7 juillet, puisqu'il

n'est revenu que début août à la table des négociations constitutionnelles qu'il boycottait depuis deux ans. Ce nouveau droit consenti aux autochtones inquiétait fortement la Belle Province, qui y voyait une menace pour son intégrité territoriale et pour ses projets hydroélectriques dans le Grand Nord. Elle s'inquiétait aussi, de même que Terre-Neuve, du risque de judiciarisation du processus. «Les tribunaux sont faits pour interpréter les lois et non pour les écrire», a souligné le premier ministre québécois, M. Robert Bourassa.

Une communauté de 600 000 personnes

Pour apaiser ces craintes, les chefs autochtones ont accepté que soit mieux encadrée l'action des tribunaux, qui devaient, en dernier recours, respecter les paramètres suivants : les gouvernements amérindiens auront une compétence législative pour protéger et développer leurs cultures et leurs économies ; les lois amérindiennes devront être compatibles avec les lois fédérales et provinciales concernant l'ordre et la bonne marche des affaires publiques ; enfin, l'autonomie s'appliquera dans des limites territoriales existantes.

Le Canada, où la minorité amérindienne représente 600 000 personnes sur 27 millions d'habitants, ne compte pas moins de 603 «bandes» indiennes reconnues, vivant sur 2364 réserves, ce qui laisse présager des années de négociations.

CATHERINE LECONTE

Le procès des islamistes tunisiens est reporté d'une semaine

TUNIS

de notre correspondant

Pour quelque obscure raison, le tribunal militaire de Tunis, qui examine depuis le 10 juillet l'affaire du «complot» dont est accusé le mouvement islamiste Ennahda, a reporté, jeudi 20 août, d'une semaine la suite de ses débats.

La défense venait de conclure ses plaidoiries et il ne restait plus à entendre que les ultimes déclarations des cent trente-quatre accusés présents dans la box, avant que le tribunal ne se retire pour délibérer, lorsque le président, M. Bechir Khouma, a interrompu l'audience et annoncé sans explication le report au 27 août.

M. D.

Funérailles sous haute surveillance de Tavio Amorin, l'opposant togolais assassiné

LOME

de notre envoyé spécial

C'est dans une atmosphère tendue que se sont déroulées, jeudi 20 août, en présence de plus de dix mille personnes, les funérailles de l'opposant Tavio Amorin. Tout autour de la maison familiale, transformée en chapelle ardente, les jeunes radicaux du MQO (Mouvement du 5 octobre, en référence aux premières manifestations violentes en faveur de la démocratie, le 5 octobre 1990) procédaient à des fouilles minutieuses, tandis que les membres du service d'ordre, le front coiffé d'un bandeau rouge, s'inquiétaient de l'éventuelle présence d'«agents» du régime.

Agé de trente-quatre ans, Tavio Amorin, secrétaire général du Parti socialiste panafricain (PSP), avait été criblé de balles, le 23 juillet, en plein Lomé, par un policier - dont on n'a toujours pas retrouvé le corps - lors d'un rassemblement de soutien à son régime. Avant sur Paris, le jeune politicien devait succomber des suites de ses blessures. Farouche opposant au régime du président, le général Gnassingbé Eyadéma, Tavio Amorin figurait sur l'une de ces nombreuses «listes noires», publiées dans la presse locale, donnant le nom des personnalités promises à une brutale élimination.

La tentative d'assassinat, perpétrée, en début de semaine, contre le ministre des mines (le Monde du 19 août) n'a fait qu'accroître la psychose. Depuis l'attentat contre M. Ghilchrist Olympio, le 5 mai, les hommes politiques sont convaincus de l'existence d'un plan d'élimination physique visant les contestataires du régime.

«Les extrémistes de l'armée vont nous tuer un par un», assure l'un d'eux.

La décision du gouvernement, prise mercredi, de reporter le référendum constitutionnel (initialement prévu dimanche 23 août) n'a donc pas surpris grand-monde. Outre les problèmes techniques - les cartes d'électeurs n'ont pas encore été distribuées - les organisateurs redoutaient un coup de force militaire. Les menaces à peine voilées, récomposées par le Rassemblement populaire du Togo (RPT, ex-parti unique),

n'ont fait que renforcer ces craintes. Il est «hors de question d'accepter une opération illégale à tous égards», avait prévenu le RPT.

La frange modérée de l'opposition a entériné cette décision, sans état d'âme. «Nous soutenons un référendum consensuel», reconnaît M. Edem Kodjo, président de l'Union togolaise pour la démocratie (UTD). Tous les acteurs politiques s'y emploient, dans le cadre d'une commission préparatoire, regroupant les huit principaux partis et des proches du général Eyadéma.

Un compromis semble se dessiner : visant à assurer une plus grande participation du chef de l'Etat (réduit à un rôle protocolaire depuis la conférence nationale) aux affaires du pays, une meilleure représentation de sa «sensibilité», et la prolongation de la période de transition (qui devait s'achever le 28 août) de quatre mois. «C'est le prix à payer pour éviter la guerre civile», résume, non sans ambiguïté, un responsable de l'opposition.

JEAN-KARIM FALL

Selon un expert français

Les capacités militaires des Khmers rouges sont surestimées

ARANYAPRATHET

de notre envoyé spécial

«Les Khmers rouges sont incapables de faire face à un million d'armes perdues», rapporte Christophe Peschoux. A ses yeux, les dirigeants khmers rouges ne peuvent plus envisager une cohabitation avec quiconque, comme s'ils pouvaient y perdre leur identité et, bien entendu, leur autorité sur leurs troupes. En outre, «on surestime leurs capacités». «Dans le Nord comme ailleurs, ils auront beaucoup de mal à remobiliser les gens qu'ils ont récemment démobilisés sur place», ajoute-t-il.

Christophe Peschoux confirme que, en dehors de leurs deux principaux bastions, ils sont présents un peu partout mais que «cette présence s'affaiblit». Que faire ? «Il faut les écouter, faire la part du rationnel et du délire dans leurs demandes». Mais il n'exclut pas que la direction khmère rouge tente un coup de force pour enrayer l'affaiblissement du mouvement.

Une illustration de ce propos est fournie en ce moment précis : tandis que Japonais et Thaïlandais essaient une nouvelle fois, à Bangkok, d'obtenir des concessions des Khmers rouges, un porte-parole de l'ONU à Phnom-Penh leur a attribué le massacre de huit civils vietnamiens per-

étré le 21 juillet dans la province de Kampot. Tout se passe comme si, sur le terrain, ils tentaient de provoquer le chaos tout en s'affirmant, autour de la table de négociations, prêts à faire preuve de moins d'intransigeance.

J.-C. F.

(1) Auteur des «Nouveaux Khmers rouges», L'Harmattan (le Monde du 8 août).

■ M^{re} Tacka en visite à Hanoi, Phnom-Penh et Vientiane. — M^{re} Catherine Tacka, secrétaire d'Etat à la francophonie et aux relations culturelles extérieures, se rend en voyage officiel dans les trois Etats indochinois (Vietnam, Cambodge, Laos) du vendredi 21 août au mercredi 2 septembre. A cette occasion, plusieurs accords de coopération seront signés avec ces pays qui participent de plus en plus activement au mouvement francophone international. M^{re} Tacka annoncera plusieurs projets de coopération dans les domaines de la santé, de l'agriculture et de l'enseignement ainsi qu'une nouvelle contribution française à la restauration des temples d'Angkor.

En progrès de 13,3 % en trois jours

La Bourse de Tokyo s'envole

En l'espace de trois jours, la Bourse de Tokyo vient de regagner 13,3 %. L'indice Nikkei est repassé successivement au-dessus des 15 000 et 16 000 points, qui semblaient encore totalement insaisissables en début de semaine. Une reprise qui est allée crescendo avec des hausses de 2,4 % mercredi, 4,2 % jeudi et 6,2 % vendredi (lire page 16).

Le gouvernement japonais est apparemment en train de gagner son pari et de réussir à enrayer la spirale infernale qui conduisait le Rabuto-cho toujours plus bas. Accueillies avec scepticisme, les mesures d'urgence de soutien aux banques et aux marchés financiers, annoncées mardi 18 août - après un nouvel effondrement de la Bourse - par le ministre des Finances japonais, M. Tsutomu Hata, ont réussi à restaurer une certaine confiance. La fameuse discipline nipponne a fait le reste. Les investisseurs institutionnels ont strictement obéi depuis trois semaines aux consignes gouvernementales de ne plus vendre de titres.

«La hausse s'alimente en quelque sorte d'elle-même. Elle conduit les vendeurs à découvrir, les plus pessimistes depuis plusieurs semaines sur l'évolution de la Bourse, à se couvrir et à changer totalement de stratégie», explique un opérateur.

Passé ce sursaut spéculatif, la reprise de la Bourse pourrait être alimentée par l'annonce détaillée du plan de relance budgétaire, la semaine prochaine. Car une remontée durable du marché japonais ne sera possible qu'avec une reprise de la croissance. Elle seule pourra permettre aux entreprises japonaises d'améliorer à nouveau leurs profits.

E. L.

M. Curien défend le programme spatial européen

«J'ai été l'incarnation d'Hermès, le dieu des échanges et du commerce», a déclaré le ministre de la recherche et de l'espace, M. Hubert Curien, interrogé sur les incertitudes pesant sur l'avenir de l'avion spatial européen, mercredi 19 août, lors d'une réception donnée en l'honneur de la récente mission franco-russe Auroras. «Il n'y a aucune raison de faiblir dans notre détermination à poursuivre de grands programmes spatiaux dans le cadre européen. Il faut continuer le développement de lanceurs et de satellites et il n'est pas question de mettre la pédale douce sur les programmes d'observation de la Terre», a-t-il ajouté, en précisant qu'il n'oubliait pas «les programmes de vols habités».

Etoiles filantes en direct

Après le succès remporté l'année dernière par la première Nuit des étoiles filantes, la Société astronomique de France (SAF) et la Cité des sciences de la Ville-lette ont décidé de recommencer l'opération. Lunettes et télescopes à l'appui, astronomes amateurs et scientifiques se sont donné rendez-vous dans la nuit du 21 au 22 août, principalement sur trois sites d'observation : à Gargoubes (Nord de Montpellier), à l'observatoire du pic du Midi et... à Paris, où quinze télescopes ont été installés sur la parvis de l'Hôtel de Ville pour observer la planète Saturne et ses satellites.

Retransmise en direct sur Antenne 2 et France-Inter de 22 h 15 à 2 h 15, cette très médiatique fête du ciel a lieu dans plus de cent villes de France (1). Les étoiles, sèches, auront pris quelque liberté avec la cérémonie : c'est entre le 9 et le 14 août qu'elles sont la plus nombreuses à filer dans notre ciel ; période durant laquelle la Terre traverse la constellation des Perséides.

Ca. V.

(1) Renseignements sur Minitel, 36-15 code A2.